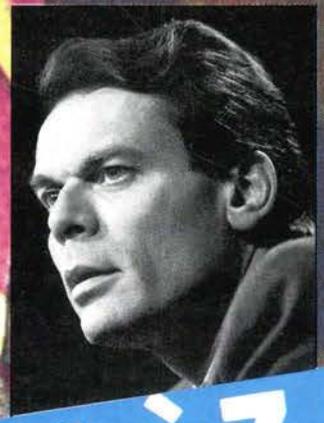
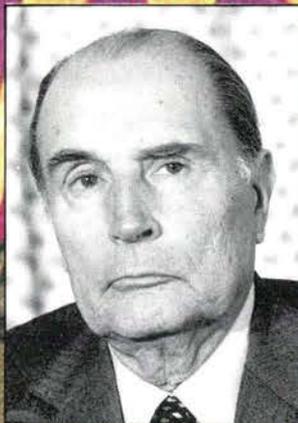
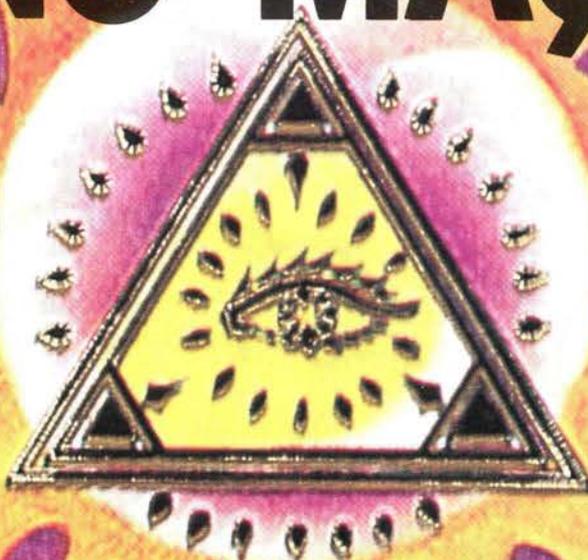
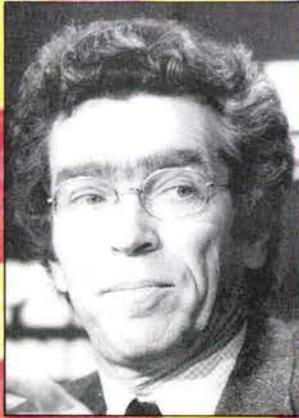


QUI EST FRANC-MAÇON ?



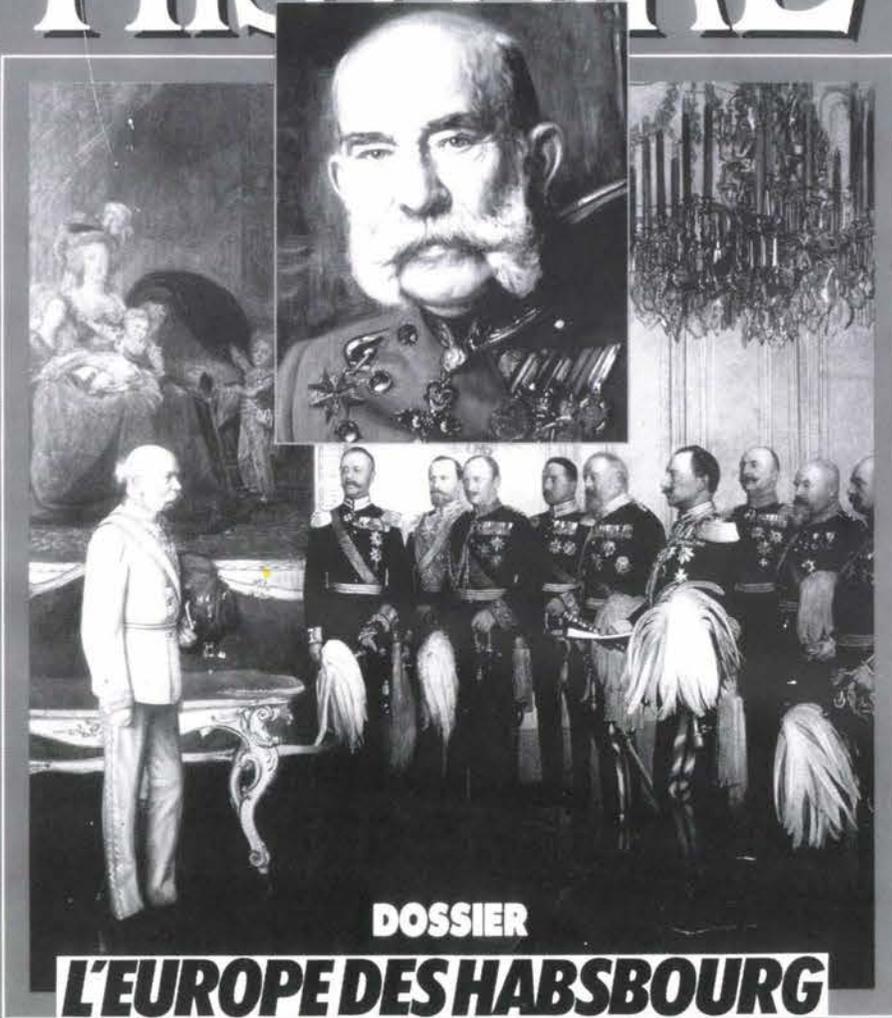
LES MAÇONS DE A à Z

M 1440 - 104 - 30,00 F-RD



TERRES D' HISTOIRE

N°6



MACHU PICCHU, CITÉ INCA ■ VICHY ET L'URSS
LA LORRAINE DE STANISLAS ■ JUNOT, GÉNÉRAL D'EMPIRE
LE SANCTUAIRE CELTIQUE DE RIBEMONT-SUR-ANCRE

L 3138 - 6 - 28,00 F



**EN VENTE
DANS LES KIOSQUES**

EDITORIAL

Ce numéro du «Crapouillot» est un numéro exceptionnel. Pour la première fois, il révèle au grand public le «Who's who» des francs-maçons. Le Guide secret des «Fils de la Veuve»

Pas de la maçonnerie d'hier avec son cortège de noms illustres de Lafayette à Charles Hernu en passant par le comte de Talleyrand, Léon Gambetta, Emile Combes, Guy Mollet ou Pierre Mendès-France mais des Frères qui tiennent aujourd'hui les premiers rôles dans la finance, l'établissement politique ou les médias. Dresser une telle liste n'était pas tâche facile. De tous temps, les historiens maçons ont exagéré l'influence de leurs ordres tandis que leurs adversaires pour justifier la thèse d'un pouvoir occulte omniprésent et omnipotent s'acharnaient à débusquer les francs-maçons là où ils n'étaient pas. Comment dans ces conditions démêler le vrai du faux, faire la part entre l'histoire et le mythe ?

LE GUIDE SECRET DES FILS DE LA VEUVE



«L'historien écrit un sociologue de la maçonnerie, ne peut établir de façon formelle l'appartenance maçonnique d'un individu que s'il trouve son nom sur un tableau de loge. Il doit se garder avant tout d'accorder en cette matière quelque crédit à la rumeur publique ainsi qu'à la tradition orale des familles. A toutes les époques, les faux-maçons ont été en France plus nombreux que les vrais.»

Le document que nous publions dans ce numéro est donc un document unique en son genre. Il est l'œuvre d'un franc-maçon qui a connu de l'intérieur les deux principales obédiences françaises. Les informations qu'il dévoile ont été puisées à la source, vérifiées, recoupées par une longue fréquentation des temples maçonniques. A la lecture, il réserve d'énormes surprises, fait litière de certaines légendes, démasque les « faux-frères » et projette en pleine lumière les maçons authentiques. En d'autres termes, il s'agit là d'une contribution sans équivalent pour qui veut comprendre et apprécier l'influence réelle de la franc-maçonnerie dans la France de 1990.

Frédéric VAREUIL



SOMMAIRE

Préface : Le Guide secret des Fils de la Veuve . .	p. 3
Comment devient-on franc-maçon ?	p. 5
Petite histoire politique de la maçonnerie	p. 14
Ministres et franc-maçons	p. 37
Le guide des franc-maçons en France	p. 42
Les faux-frères	p. 70
Le Grand Orient se lève à l'Est	p. 74
Le petit Crapouillot	p. 80

LE CRAPOUILLOT
Magazine non-conformiste
Fondateur : Jean Galtier-Boissière

Rédaction :

Société des Editions du Crapouillot
Sarl au capital de 10 000 F
RC Paris B 353 213 390
Siège social :
349, rue des Pyrénées, 75020 Paris
Gérant-Directeur de la publication :
Alain Renault

97, avenue Niel, 75017 Paris
Tél : 47.66.11.21
Directeur : Frédéric Vareuil
Maquette : Isabelle de las Herras
Attachée de presse : Anne-Sophie Druet
Dépôt légal 2^e trimestre 90
Commission paritaire N° 61.147
Imprimé par GC Conseil — Paris

Régie publicitaire :
Go Between
133, rue Saint-Denis
92700 Colombes
Tél : 47.60.17.92
Télécopie : 47.84.69.42

Le présent numéro contient un encart destiné aux abonnements et aux ventes

COMMENT DEVIENT-ON FRANÇ-MAÇON



Présentation des bannières.
Une politique d'extériorisation.

Il fut un temps où les gens baissaient la voix pour parler d'un voisin considéré comme franc-maçon. Nos grands-mères faisaient le signe de croix lorsqu'elles passaient dans une ville de province devant l'immeuble de la loge.

Aujourd'hui, la politique d'extériorisation poursuivie par certaines obédiences a produit ses

effets. Nombreuses sont les personnalités profanes qui n'hésitent plus à avoir une opinion sur l'Ordre maçonnique et à la faire connaître. Qu'est-ce que la Franc-Maçonnerie ? A quoi sert-elle ? Quels travaux accomplit-on dans les loges ?

Il faut d'abord constater que l'Eglise contemporaine connaît mal le monde des francs-maçons

et l'admet aisément. Lorsque Jean-André Faucher et Achille Ricker menèrent auprès du Tout-Paris une enquête sur le thème « La Franc-Maçonnerie, vous connaissez ? », le cardinal-archevêque de Lyon leur fit savoir qu'il ne pouvait leur répondre car il ne connaissait pas le sujet. De la même façon, l'évêque de Nîmes leur précisa qu'il n'avait lu aucun

PARENTÉS MAÇONNIQUES

livre à ce sujet. L'évêque de Pamiers expliqua qu'il ne pouvait répondre à leurs questions étant donné son peu de connaissances. Monseigneur Jean Weber, qui avait été évêque de Strasbourg de 1945 à 1967 fut un peu plus précis :

— Je n'ai jamais eu affaire avec des francs-maçons, dit-il. On m'a dit tant de choses, les unes vraies, les autres qui étaient de pure imagination ! »

Il demeure que si tant de gens interrogés déclarent ne connaître aucun franc-maçon dans leur famille et dans leur entourage,

observations qu'aucun d'entre nous n'avait été contacté par la Franc-Maçonnerie ».

L'avocat Richard Dupuy, alors grand-maître de l'Obéissance, lui répondit :

— Cela ne prouve qu'une seule chose : ceux des vôtres qui sont francs-maçons n'ont pas éprouvé le besoin de vous le révéler ».

Comment un profane découvre-t-il pour la première fois l'existence de l'Ordre maçonnique ?

Pour celui qui appartient à une famille d'initiés, la question ne se pose pas. C'est notamment le cas de l'archéologue Henry Bac, le

Il est vrai que certaines familles n'avouent pas ces parentés maçonniques. Diplomate et écrivain, Pierre de Boisdeffre se souvient :

— Mon grand-oncle paternel, le général Tournier, secrétaire général de la présidence de la République sous Félix Faure, était laïc, et pis que laïc, franc-maçon. Or, c'est un fait qu'on m'avait toujours caché ».

Ailleurs, le comportement est



Cérémonie maçonnique
devant le mur des Fédérés au Père Lachaise.

c'est uniquement parce que ceux qui fréquentent les loges sont encore très discrets en ce qui concerne leur appartenance.

Au mois de juin 1976, lorsque Jacques Chirac, alors Premier ministre, fut invité à déjeuner rue Puteaux avec les grands officiers de la Grande Loge de France, il leur expliqua :

— Récemment, avec mes anciens condisciples de l'École Nationale d'Administration, nous

descendant direct du grand avocat Théodore Bac. Fils, petit-fils, arrière-petit-fils de francs-maçons, il a toujours été confronté chez lui à la tradition initiatique. De même, le docteur Gilbert Senès, qui fut député socialiste de l'Hérault, a toujours su qu'il avait des ancêtres francs-maçons.

J'ai été nourri dès ma plus tendre enfance par une tradition orale extrêmement prégnante constate-t-il avec le recul.

bien différent. L'homme de lettres Jean Duvignaud raconte :

— J'entends parler de la Franc-maçonnerie depuis mon enfance, avec sérieux. A table, devant nous, mon père discute avec ma mère d'une adhésion possible : la plupart de ses amis appartiennent à cette aile active du radicalisme ».

Fille d'un pasteur protestant, la sociologue Evelyne Sullerot a rencontré la Franc-Maçonnerie pour



Temple de la GLF. La Fayette en statue de cire est ceint du tablier et porte le maillet.

la première fois dans le roman de Jules Romains, « Les Hommes de bonne volonté ».

Dans les familles de tradition catholique, l'Ordre est souvent dénoncé comme une entreprise satanique. Haut dignitaire de la Maçonnerie, le baron Yves Marsaudon conte dans un livre de souvenirs :

— J'avais entendu parler assez vaguement de la Franc-Maçonnerie en général en mal. Mon milieu familial, comme mes amis, n'évoquaient le Grand Orient qu'à propos d'affaires peu reluisantes comme celles, très connue, des fiches, qui remontait à la sinistre époque du combisme ».

Cette affaire des fiches est à coup sûr celle qui a laissé de profonds souvenirs dans les familles françaises. L'écrivain Pierre de Boisdeffre, le professeur Albert Brimo, l'historien Henri Guillemin

admettent que ce qui leur fut rapporté à ce sujet suffit à leur faire une opinion sur le monde des loges. Souvent les familles ont conservé, aussi discrètement que possible, les insignes maçonniques d'un grand-père. Celui-ci se souvient de sa surprise quand il découvrit dans un placard un tablier de maître. L'épouse d'un ancien député radical rapporte :

— Je suis d'une famille anglaise. J'ai reçu de mes parents la plus belle correction de ma vie le jour, où ayant découvert dans le grenier de la maison le tablier de maître maçon de mon grand-père, je m'en suis affublée pour aller jouer dans la rue ».

SOUVENIRS DE FAMILLE

Nombreuses sont les personnalités que nous avons interrogées et

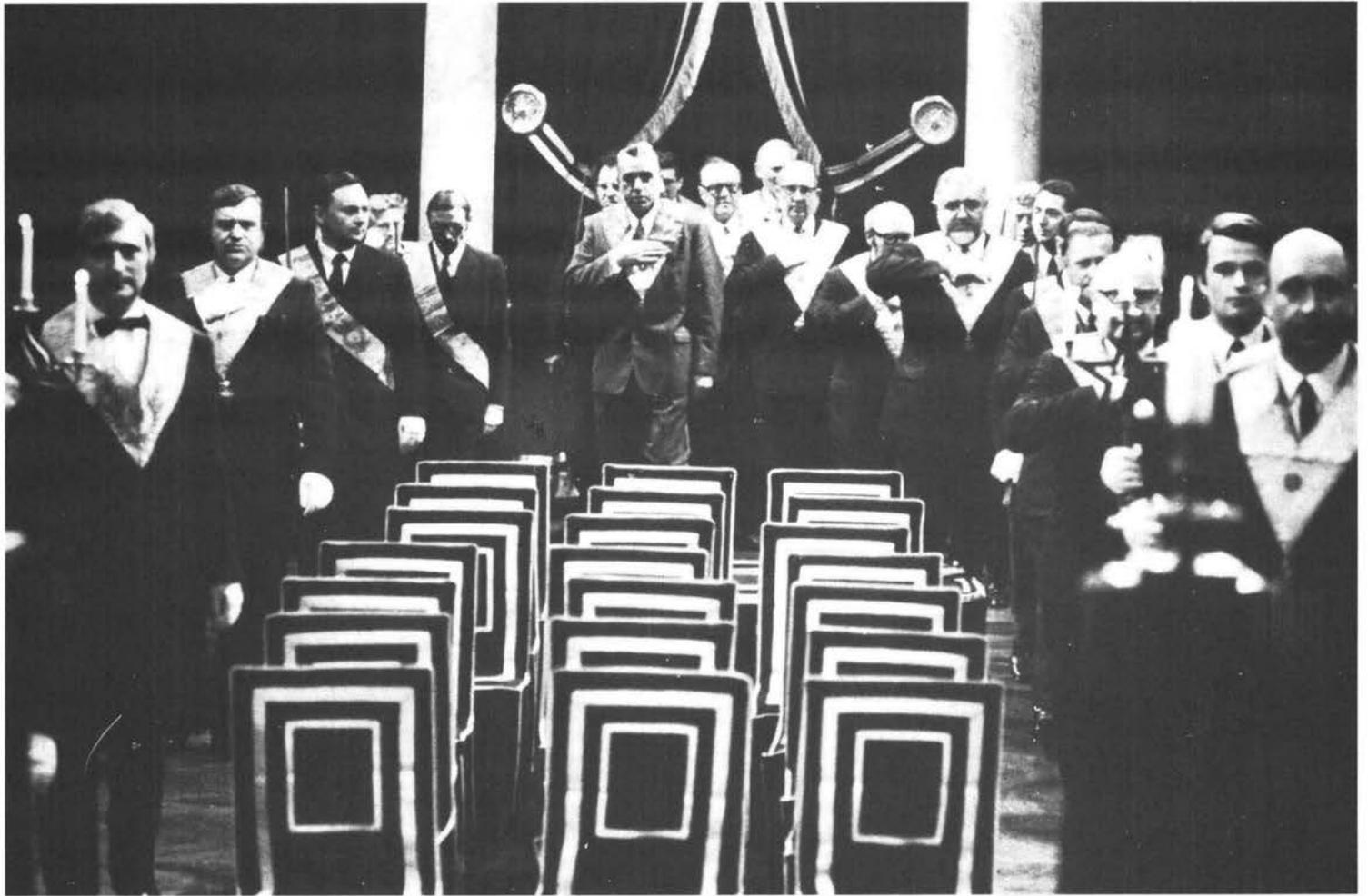
qui nous ont déclaré n'avoir jamais entendu parler de la Maçonnerie et des francs-maçons pendant les années de jeunesse et tout au long de leurs études.

Journaliste et animatrice d'émissions radiophoniques, Ménie Grégoire a meilleure mémoire :

— On m'en a parlé lorsque j'étais petite fille, dit-elle, dans ma famille très catholique, comme étant le diable, ou presque ».

Nombreuses sont de nos jours les personnes qui voient encore le franc-maçon tel que l'ont souvent représenté les caricaturistes des brûlots antimaçonniques : barbu, chaîne de montre en or, tablier en peau de cochon, le facies sémitique.

Un écrivain haut dignitaire de la Grande Loge de France raconte qu'il était invité à la table du préfet de la Guyane lorsque ce dernier apprit de la bouche d'un



ministre présent la dignité maçonnique de l'homme de lettres. Il vint s'excuser de ne pas l'avoir mieux placé et il déclara alors :

— Je m'imaginai autrement les pontifes de la Maçonnerie.

— Et comment les imaginiez-vous ?

— La bedaine, la barbe, le binocle...

— Je vois, répondit le « frère ». Vous n'avez rien lu depuis Drumont et Daudet !

Souvent, la Maçonnerie se découvre à la faveur des incidents de la vie politique. Le médiateur de la République Paul Legatte se rappelle :

— C'était en 1930, à l'occasion d'élections législatives qui avaient amené M^o de Moro-Giafferi à se présenter dans la circonscription de Niort. A cette occasion, le candidat était considéré comme soutenu par la Franc-Maçonnerie ».

Il n'y a dès lors rien d'étonnant à ce que nombre de personnes interrogées donnent de la Franc-Maçonnerie une définition très maigre. Ainsi, pour le journaliste Bernard Volker, l'Ordre maçonnique

est un club, et rien de plus. Un magistrat à la Cour des comptes, Paul Brajoux, observe qu'il est impossible de donner une définition de la Maçonnerie car il en existe bien des variétés. Pour François Chalais, elle ne serait rien d'autre qu'un « secret de polichinelles » (il insiste pour que mot polichinelles soit écrit au pluriel).

Pour le médiateur Paul Legatte, elle serait avant tout une école de solidarité. Pour le critique d'art Jean-Paul Crespelle, la Maçonnerie n'est rien d'autre qu'une vieilleries « rad-soc » datant de la III^e République.

L'écrivain François-Régis Bastide déclare respecter l'idéal maçonnique. Il s'explique ainsi :

— Tout ce qui peut contribuer à tirer quelques-uns de nos compatriotes de la fange matérialiste en les dirigeant vers l'Esprit me semble capital ». Pour le médiateur Paul Legatte, l'Ordre contribue surtout à porter certaines personnalités aux postes de responsabilité politique.

Il s'agit là, sans aucun doute, du

témoignage d'un homme qui a beaucoup évolué dans les allées du pouvoir. La définition qu'il donne est bien différente de celle du grand-maître Richard Dupuy auquel il arriva de déclarer un jour :

— La Franc-Maçonnerie, cela sert à passer de la conjugaison du verbe avoir à celle du verbe être. Autrement dit, cela sert à cesser d'être quelque chose pour devenir quelqu'un, à abandonner la condition d'objet pour devenir sujet ».

La Maçonnerie d'affaires existe pourtant. Les « frères » eux-mêmes admettent l'existence de ce qu'ils appellent « La Maçonnerie alimentaire ». Certains témoins affirment que les maçons sont bien placés pour faire carrière dans les D.O.M.-T.O.M., dans l'armée, dans la police et plus encore à la Sécurité Sociale.

Après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981, le grand-maître Roger Leray dut adresser une circulaire à tous les vénérables de loges pour annoncer des



Ci-dessus,
Un frère
s'en va.
« Renoncer
à la méthode
initiatique,
c'est abjurer
tout ce
qui fonde
notre Ordre. »



Des sœurs
de la Grande
Loge
Féminine
de France
commémorent
la mémoire
de
Louise Michel.

sanctions contre ceux des initiés qui s'obstineraient à demander directement des interventions aux ministres maçons et aux conseillers de l'Élysée. Une circulaire identique fut alors adressée aux loges par le grand secrétaire de la Grande Loge de France.

FRÈRES INVISIBLES

Il y a en France un peu plus de 75.000 initiés. Or, une enquête faite dans le monde profane permet d'établir que la plupart des Français n'ont identifié aucun frère dans leur famille ou dans leur entourage. La discrétion est donc encore de rigueur, malgré les affirmations des dignitaires qui se plaisent à dire à notre époque que leur Ordre n'est plus une société secrète.

Le sénateur André Diligent est catégorique :

— Je n'ai pas connu de francs-maçons dans ma famille ni dans mon entourage. »

— Je ne connaissais personnellement aucun franc-maçon et j'ignore absolument ce qu'est la



Franc-Maçonnerie aujourd'hui, déclare de son côté l'écrivain Dominique Fernandez.

L'écrivain Pierre Gascar est tout aussi catégorique :

— Je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui m'a dit être franc-maçon, observe-t-il. Parfois, l'ignorance de certains personnages surprend. C'est ainsi que l'artiste dramatique Elvire Popesco admet :

— Je ne connais rien à la Franc-Maçonnerie. J'avais mon beau-père, le comte Foy, qui était à la Grande Loge, mais je n'ai jamais eu avec lui de conversation à ce sujet ».

Non seulement le comte Foy était en effet franc-maçon mais il était l'un des plus hauts dignitaires en France du Rite écossais. L'écrivain Jean Duvignaud et l'inspecteur des Finances Yann Gaillard, sont formels. Il n'y a pas de franc-maçon dans leur famille. A vrai dire, on se demande comment ils peuvent être aussi affirmatifs ?

C'est sans aucun doute le journaliste et artiste peintre Adam Saulnier qui dit vrai lorsqu'il observe :

— Je connais des francs-maçons qui souhaitent faire savoir qu'ils le sont et d'autres plus discrets, voire secrets ».

Curieusement, l'opinion que les profanes se font de l'Ordre maçonnique tient autant à la réputation des faux maçons dans la cité qu'au témoignage donné par les véritables initiés.

Comment devient-on franc-maçon de nos jours ?

L'artiste peintre Fred Zeller qui devait devenir grand maître du Grand Orient de France a été recruté par un officier de parachutistes au cours d'un dîner avec le célèbre gastronome Curnonsky.

Le sénateur Henri Caillavet et l'ancien ministre Michel Soulié sont tout naturellement allés vers les loges parce qu'ils étaient l'un et l'autre fils de maçons. Il en est de même de l'ancien ministre Paul

**Parfois
spiritualiste,
la maçonnerie
n'a cependant
pas réussi
à désarmer
complètement
l'hostilité
de l'Église.**

Anxionnaz qui fut lui aussi grand-maître du Grand Orient.

LA SYNAGOGUE DE SATAN

Toutes les personnes de 60 ans et plus que nous avons interrogées ont été formelles. Elles ont connu la Franc-Maçonnerie grâce au gouvernement de Vichy et aux expositions anti-maçonniques organisées entre 1940 et 1944 à Paris et dans les grandes villes de province.

Ce sont les campagnes menées à l'époque contre les « frères » qui les ont rendus sympathiques à l'académicien Maurice Druon, à l'écrivain Jean Duvignaud ou encore au producteur de télévision Michel Polac.

Les futurs grands maîtres Pierre Simon et Fred Zeller, tout comme l'ancien sénateur Jacques Debu-Bridel, ont connu la même expérience.

Il demeure que tout ce qui fut écrit et publié en ce temps-là contre les loges a laissé dans les esprits des souvenirs très confus et souvent contradictoires. Pour celui-ci, ce fut saint Bernard qui jeta les bases de l'Ordre maçonnique. Pour Adam Saulnier, tout est venu des chantiers des cathédrales. Pour cet ancien maire d'une grande ville de l'Est, la tradition maçonnique procède essentiellement des Templiers et du Compagnonnage. Pour beaucoup, l'Ordre eut un rôle déterminant dans la conduite de la Révolution de 1789.

C'est indiscutablement l'image de la Franc-Maçonnerie, telle qu'elle apparut au public profane dans les époques où l'antimaçonnerie fut le plus virulent qui domine encore aujourd'hui dans les esprits.

Aujourd'hui, certains considèrent que la France-Maçonnerie a conservé dans le monde politique et dans le monde des affaires une influence considérable. D'autres, au contraire, soutiennent que les loges sont en déclin dans tous les secteurs. Pour l'ancien ministre Raymond Triboulet, le rôle de l'Ordre maçonnique sous la III^e République s'est limité à la conquête du pouvoir et à l'affirmation d'une politique anticléricale.

— Il n'y a pas de complot entre les républicains et les francs-maçons, a écrit Roger Priouret dans son ouvrage « La République des députés ». Il y a un phénomène d'osmose. La Franc-Maçonnerie devient en quelque sorte « le parti de la République », à cet âge où il n'existe pas de parti organisé ».

En fait, il a toujours existé en France un anti-maçonnisme de droite et un anti-maçonnisme de gauche. L'anti-maçonnisme de droite procède essentiellement des condamnations prononcées contre les sociétés secrètes à diverses époques par les papes. Depuis l'abbé Barruel, ces adversaires des loges considèrent que le temple maçonnique est « la synagogue de Satan ». Cette thèse a été renforcée aussi bien par les campagnes de Léo Taxil que par les attaques de la presse maréchaliste entre 1940 et 1944.

L'anti-maçonnisme de gauche a également de vieilles références. Bien avant qu'une condamnation formelle ait été prononcée en 1922 par le comité exécutif de la III^e Internationale, il fut souvent avancé dans les congrès socialistes que l'Ordre maçonnique était une organisation représentative de la petite bourgeoisie conservatrice.

Ainsi, en 1912, au congrès socialiste d'Ancône, un orateur déclarait :

— La Franc-Maçonnerie doit être proscrite. Elle atténue, par la pratique de la fraternité au sein des loges formées d'éléments appartenant à tous les milieux sociaux, l'âpreté nécessaire et bienfaisante de la lutte des classes ». L'orateur qui parlait de la sorte se nommait... Benito Mussolini.

Sur le rôle passé de la Maçonnerie, les avis sont encore très partagés. Les livres, les conférences publiques, les émissions de radio et de télévision n'ont pas apaisé les controverses. C'est ainsi que Méné Grégoire affirme que, pour elle, la Franc-Maçonnerie fut à la fois dans le passé une société de libre pensée et un tremplin politique. Un observateur de la politique propose cette formule : « la Franc-maçonnerie nulle part, le franc-maçon partout ».

FIGURES EMBLÉMATIQUES

Le diplomate Jean-Claude Fortuit qui fut député gaulliste de l'Essone croit à l'influence grandissante de la Maçonnerie dans la société actuelle.

L'ancien député de l'Hérault Gilbert Senès nuance davantage son propos. Il observe en effet :

— Dans la société contemporaine, je lui attribue une certaine influence, mais la multiplicité des sectes a, dans une certaine mesure, minimisé cette influence ». C'est à coup sûr l'engagement politique de certaines loges qui porte atteinte au secret traditionnel. Le socialiste François-Régis Bastide, qui n'est pas initié, regrette alors ce qu'il considère comme une déviation dangereuse. Et il déclare :

— Je regrette vivement que les diverses loges se prêtent à des opérations de relations publiques quand elles reçoivent tel ou tel homme politique. On est dans le secret, ou on n'y est pas. Si on y est, il doit être total, et les loges ne doivent pas cautionner tel gouvernement, tel ministre ».

Interrogé en 1977 par Jean-André Faucher et Achille Ricker, le sénateur André Diligent leur avait confié :

— Je crois que l'image de marque de la Franc-Maçonnerie sera beaucoup plus positive quand elle aura renoncé à son caractère occulte ».

L'un des hauts dignitaires de la Grande Loge de France lui répondit alors :

— Ce que le sénateur Diligent appelle le caractère occulte, c'est tout ce qui fait encore de notre Ordre une société initiatique. Le jour où nous aurons cessé d'être une société initiatique, nous ne serons plus la Franc-Maçonnerie. Nous serons un club, une société de braves gens, sans préoccupations ésotériques. En quoi notre image de marque y aura-t-elle gagné ? »

Rien n'illustre mieux les idées contradictoires que se font nos contemporains de la Maçonnerie et des francs-maçons que la recherche de celui qui est pour eux le patronnage symbolique de l'Ordre.

Le sénateur André Diligent et Mérie Grégoire citent alors le nom du ministre radical Emile Combes, l'artisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. D'autres, et notamment Michel Polac et Dominique Fernandez lui opposent le personnage de Mozart. L'ancien sénateur Jacques Debu-Bridel se réfère à La Fayette. Fred Zeller évoque le maréchal Joffre. Henri Caillavet préfère citer Savorgnan de Brasa, Schoelcher et Salvador Allende.

Le professeur Albert Brimo s'en

entend fréquemment citer des personnalités qui ne furent jamais initiées et qui ne franchirent jamais la porte du temple : Léon Blum, Edouard Herriot, Albert Sarraut, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Edouard Daladier, Waldeck-Rousseau, Georges Clemenceau, Albert Bayet, Jean Monnet, voire même Michel Poniatowski, et aussi Pierre Laval.

Pierre de Boisdeffre avance le nom de Daniel Mayer qui n'est pas maçon et qui n'a jamais prétendu l'être.



« Ecole de la solidarité » ? La maçonnerie alimentaire n'est pas un mythe.

tient à Jules Ferry. Paul Anxionnaz avance le nom de Léon Bourgeois, mais Si Hamza Boubaker ancien recteur de la mosquée de Paris hésite entre Goethe et Voltaire. Chez les socialistes, le franc-maçon de référence est encore Paul Ramadier mais quelques-uns évoquent la fin tragique de Jean Moulin, alors que nul ne peut dire encore s'il appartient vraiment au Grand Orient de France. Les historiens francs-maçons l'affirment mais la famille de celui qui fut le chef de la Résistance française n'a cessé de la nier.

Le franc-maçon type ? On

Il en fut toujours ainsi depuis le milieu du XVIII^e siècle. Des hommes ont été réputés maçons alors qu'ils ignoraient tout de la méthode initiatique. Dans le même temps, à Paris et dans les villes de province, les officiers des loges demeuraient inconnus.

LA MÉTHODE MAÇONNIQUE

Les initiés expliquent que leur Ordre propose à tous les hommes, même aux profanes, sa méthode initiatique comme un moyen d'accéder à l'intelligence collec-

tive et de trouver le supplément d'âme.

C'est là ce qui provoque à coup sûr les réactions les plus sceptiques et les francs-maçons le savent. Ils affirment qu'il faut avoir vécu soi-même dans le temple la réalité de la démarche initiatique pour pouvoir en admettre les effets.

Les hommes et les femmes qui, dans le monde profane, se réfèrent à l'esprit de la laïcité refusent le plus souvent toute référence au supplément d'âme. De même, les croyants sont nombreux, malgré les écrits du Père Teilhard de Chardin, à nier la possibilité d'une intelligence collective.

— Je réagis avec un mélange de respect et d'ironique distance, a confié Evelyne Sullerot à Jean-André Faucher et Achille Ricker. Respect pour la tolérance parfaite que permet le rite — ce qui ne laisse pas de me poser des questions sur l'utilité des rites. Respect pour la recherche individuelle d'une intelligence collective. Distance ironique parce que je me méfie de toutes les églises ».

— Je n'y crois pas, a affirmé avec assurance le journaliste Bernard Volker.

— Je reste sceptique, comme à

l'égard de toutes les religions, a avancé Mérie Grégoire.

— Moi, je trouve cela bizarre, a avancé l'ancien député Raymond Dronne.

Inspecteur général des Finances, nommé en 1988 commissaire général au Plan, Pierre-Yves Cossé s'est montré encore plus sévère :

— Cela ne signifie rien pour moi, a-t-il observé. Je respecte, mais je ne comprends pas ».

Des efforts ont été faits depuis vingt ans, aussi bien par quelques hauts dignitaires des obédiences maçonniques que par des prélats de l'Église romaine pour mettre un terme à la vieille querelle et pour tenter d'aboutir à une sorte de conjuration des forces spirituelles, comme l'expliqua un jour le grand-maître Pierre Simon. Jusqu'ici, toutes ces tentatives se sont heurtées aux préjugés anti-maçonniques du monde chrétien.

— C'est dans le milieu catholique, vers 1938, étant alors militant à la J.O.C. ; explique le syndicaliste Eugène Descamps, que j'ai entendu parler de la France-Maçonnerie comme d'un grave danger pour la foi et la religion ».

L'écrivain François-Régis Bastide a eu la même formation :

— Né dans un milieu catholique du Sud-Ouest, dit-il, j'ai naturellement entendu parler de la Franc-Maçonnerie comme d'un enfer noir, à l'égal du monde juif ». A vrai dire, le problème a été posé dans les années 30 lorsque certains prêtres ont pris l'habitude de rencontrer des dirigeants de la Grande Loge de France pour envisager une normalisation des rapports. On a même vu un évêque auxiliaire de Paris et un archevêque de Lille participer à des tenues blanches dans le temple maçonnique. C'est sans doute Jacques Mitterrand, ancien grand-maître du Grand Orient de France, qui a le plus fidèlement résumé cette démarche lorsqu'il a déclaré :

— L'excommunication qui continue de frapper les francs-maçons ne les gêne guère, et ce serait une erreur que de considérer qu'ils s'en soucient beaucoup ». Dès lors, ce que le Père Riquet était allé dire au sujet du Droit Canon aux membres de la loge « Volney » de Laval n'a pas eu un grand retentissement dans les obédiences.

**Centenaire de la Commune :
les dignitaires du Grand Orient chantent « l'Internationale ».**



PETITE HISTOIRE POLITIQUE **DE LA MAÇONNERIE** **(1958-1990)**



Le général De Gaulle est président du Conseil à partir du 1^{er} juin 1958. Il devient président de la V^e République le 8 janvier 1959. Cette fois, la maçonnerie est éloignée des responsabilités politiques. Pendant les dix ans de présence du Général à l'Élysée, on ne verra siéger au Conseil des ministres que les frères Robert Boulin et Philippe Dechartre.

De Gaulle, dont certains n'ont pas hésité à écrire contre toute vraisemblance qu'il était lui-même initié, détestait-il les loges ?

Le grand maître Fred Zeller, qui fut très lié à Georges Pompidou, devait écrire en 1976 :

« Le secret agaçait le général de Gaulle qui n'était pas indifférent à l'influence du Grand Orient de France, qu'il sentait hostile à sa personne, et dont les « conciliabules » l'intriguaient. Yvon Le Vaillant affirma même dans *le Nouvel Observateur* que le Général envisagea un instant le démantèlement de l'Ordre. Son ministre de l'Intérieur, Roger Frey, l'en dissuada : « Ils ne sont que 25 000 au Grand Orient, mais tous présidents ou responsables de quelque chose. En fait, ils influencent un million auxquels ils peuvent du jour au lendemain donner des consignes. Il vaut mieux ne pas les toucher mais les surveiller ».

Certes, d'Emile Pelletier, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Gaulle issu du 13 mai 1958, à Yvon Morandat, les francs-maçons existent dans l'entourage du général, mais ils sont peu nombreux en comparaison de ceux de leurs frères qui assument alors des responsabilités à la tête de l'opposition. C'est ainsi que lorsque, un peu plus tard, François Mitterrand présidera la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, sur les vingt-cinq membres du bureau politique on comptera treize frères.

Le 26 juin 1958, au cours de la huitième semaine de formation pastorale, le pape Pie XII renou-

Seulement deux maçons ministres sous de Gaulle : Philippe Dechartre (au centre) et Robert Boulin (à gauche).

velle la condamnation romaine contre l'ordre maçonnique. C'est l'heure où, en France, certains mouvements activistes, notamment celui qui s'est groupé autour de Robert Martel et qui édite à Alger le journal *Salut Public*, dénoncent régulièrement dans la franc-maçonnerie le centre d'un complot contre l'Algérie française.

Le propos est exagéré. En fait, une fois de plus, les maçons sont répartis sur l'échiquier politique. Certains font campagne pour le « oui » au référendum de septembre 1958 qui consacre la naissance de la V^e République. Quelques-uns sont élus députés U.N.R. en novembre suivant. D'autres prennent place dans la direction des organismes qui incarnent un gaullisme de gauche. Pendant ce temps, nombre de leurs frères sont à la tête de l'opposition la plus résolue, qu'il s'agisse de cette opposition démocratique qui va très vite s'incarner en la personne du franc-maçon Gaston Monnerville, président du Sénat, ou qu'il s'agisse même de l'opposition favorable à la cause de l'Algérie française pour laquelle de nombreux maçons se mobilisent.

Cette situation ne peut surprendre quand on sait quelle part la maçonnerie a détenue dans l'action coloniale de la France. Les siens ont été dans toutes les colonies et dans tous les territoires d'outre-mer aux responsabilités majeures. Qu'il s'agisse de Maurice de Coppet ou de Joseph Le Beau, de Marcel Peyrouton résident général à Tunis, d'Alexandre Varenne, de Maurice Viollette gouverneur général de l'Algérie, de Jules Carde gouverneur général de l'A.-O.F. et de l'Algérie, de Léon Bourguin gouverneur général de la Côte-d'Ivoire, de Félix Eboué gouverneur du Tchad, du gouverneur Oswald Durand, de Gaston Joseph directeur des affaires politiques au ministère des Colonies, de beaucoup d'autres encore, ils étaient tous francs-maçons.

L'esprit de la grande France impériale d'autrefois a survécu dans beaucoup de loges.

Les frères algérois lancent des appels à la solidarité. Ils se savent menacés et ils entrevoient le jour

où leurs loges devront fermer leurs portes. L'un d'entre eux écrit à la revue maçonnique *Pax* :

« La France a fait énormément dans ce pays et rien ne peut se faire sans elle. Si par malheur pour l'Algérie, une indépendance brutale était accordée, je suis persuadé que ce pays souffrirait une catastrophe dont il ne se relèverait pas avant cinquante ans au moins... Je dois vous informer que nous sommes particulièrement menacés et que souvent notre vie est en danger. Notre qualité maçonnique nous désigne aux balles des tueurs et aux charges de plastic ».

L'avertissement était alors justifié. Certains maçons seront assassinés par le F.L.N. D'autres seront abattus par l'O.A.S. et notamment le frère Marty ancien membre du Conseil de l'Ordre, le frère Guillaume vénérable de la loge Minerve, le frère Capolongo, le frère Viot, l'inspecteur d'académie Marchand, de la loge de Bône Hippone, une des six victimes de l'attentat de Ben Aknoun.

La franc-maçonnerie n'a pas été en mesure de faire obstacle à la mise en place des institutions nouvelles de la V^e République. Une fois les choses faites, elle a adopté des positions nuancées. Le convent de 1958 a rappelé qu'au moment des événements du 13 mai, le Conseil de l'Ordre avait adressé une circulaire à toutes les loges de l'obédience les mettant en état d'alerte. Cent seize vénérables de la région parisienne s'étaient immédiatement réunis. Des précautions avaient été prises sur le plan intérieur et administratif. Mais des contacts gouvernementaux et extra-gouvernementaux avaient été établis et le grand maître pouvait déclarer :

« Vous dirai-je (ne souriez pas d'un air incrédule) que certains aménagements de la Constitution sont à porter à notre crédit ? Vous dirai-je que les grands principes que nous avons dégagés de notre étude ont fortement retenu l'attention et se sont traduits par certaines initiatives ? Par exemple, l'offre aux peuples d'outre-mer de fixer eux-mêmes leur destin dans le cadre d'une fédération ? Lisez bien la Constitution, je vous en prie, vous y reconnaîtrez même certaines phrases ».

Le grand maître observe ensuite que les événements de mai 1958 n'ont pu se produire qu'en raison de la « pesée militaire » sur les décisions d'ordre politique :

« Si, dans le principe et en droit, cette pesée est absolument incompatible avec la conception de la subordination de l'armée au pouvoir politique, il est sans doute possible de trouver une explication psychologique de cette action. En effet, on ne laisse pas impunément pendant quinze ans une armée de près d'un million d'hommes, cartouchières garnies, subir défaites sur défaites, que, pour l'essentiel, le pouvoir politique a engendrées. Il est criminel de laisser à ce point se dégrader, non les institutions, mais leur fonctionnement et l'usage que les élus en ont fait. Lorsque l'autorité se dissout au point que les responsables ne sont plus obéis, sont méprisés, parce qu'ils ne savent ni établir une politique valable ni la mener, lorsque ceux-ci qui tiennent les leviers de demande, aux heures troubles, ne savent plus sur quelle force s'appuyer parce que d'ailleurs eux-mêmes n'en représentent pas, alors le pouvoir, est à prendre.... Le pouvoir est toujours à prendre pour ceux qui osent, quand les représentants du peuple n'ont pas accompli leur mission ni les devoirs de leur charge ».

CAUTION REPUBLICAINE

On peut en déduire que la plupart des maçons, lorsqu'ils extériorisent leur position politique, ont avant tout le souci de maintenir les principes essentiels de la démocratie dans cette V^e République que le général de Gaulle vient de porter sur les fonds baptismaux. En cela, ils rejoignent les préoccupations exprimées par les orateurs dans les convents maçonniques de septembre 1958.

Il est bien difficile d'oublier dans les loges que c'est De Gaulle qui, en 1943 à Alger, a rétabli la maçonnerie française dans ses droits. Certes, quinze ans plus tard, elle ne facilite pas son retour au pouvoir, mais elle paye sa dette dans la mesure où ce sont les francs-maçons Guy Mollet et

Gaston Monnerville qui lui apportent alors cette caution républicaine dont il a besoin pour ne pas apparaître comme un usurpateur.

Le 24 août 1962, apprenant que le général De Gaulle vient d'échapper à un attentat, le frère Ernest Van Hecke, grand maître de la Grande Loge nationale française, lui écrira :

« Monsieur le Président, la Grande Loge nationale française (Neuilly), fidèle à sa Constitution qui prévoit le respect de l'autorité et des pouvoirs civils légitimes, remercie la Divine Providence qui vous a permis d'échapper à un odieux attentat qu'elle réprovoe de toutes ses forces. Elle vous confirme, monsieur le Président, ses sentiments de loyauté envers le chef de l'Etat, et vous prie d'agréer l'expression de sa très haute considération ».

Le général de Gaulle répondra, en date du 30 août suivant :

« Monsieur le grand maître, recevez mes remerciements pour le témoignage que vous venez de m'adresser au nom de la Grande Loge nationale française. Sachez que j'y ai été sensible et veuillez croire, monsieur le grand maître, à mes sentiments les plus distingués et les meilleurs ».

Dans cette même période, les préoccupations de la Grande Loge de France nous sont révélées par les questions mises à l'étude des loges par le Conseil fédéral :

- En 1958 : Formation morale et civique de la jeunesse. Laïcité et tolérance maçonnique.

- En 1959 : L'enfance inadaptée. La morale traditionnelle en face du problème démographique.

- En 1960 : Recherche des points d'unité spirituelle entre l'islam et l'Occident.

- En 1961 : le droit de vieillir. L'équilibre initiatique face à la peur. La jeunesse et la morale.

- En 1962 : Une éthique nouvelle pour la jeunesse. La contraception.

- En 1963 : La culture traditionnelle devant le monde moderne. Le combat maçonnique pour la liberté. L'enseignement laïque à l'heure européenne.

C'est alors qu'une scission se produit au sein de la Grande Loge nationale française. Le frère de

Ribaucourt et l'éditeur de Foucauld, affirmant que l'Angleterre contrôle totalement l'obéissance du boulevard Bineau, soutenant que la majorité de ses membres sont des citoyens anglais et américains, fondent une nouvelle Grande Loge nationale, domiciliée avenue de l'Opéra.

L'obéissance du boulevard Bineau recevra cependant un peu plus tard l'appoint de quelques loges du rite écossais rectifié, venues du Grand Orient de France dans le sillage de l'ingénieur Moiroux, et d'une partie des membres de la loge parisienne L'Europe Unie qui suivent leur vénérable Jean Baylot. Cet ancien préfet de police de Paris qui fut grand maître adjoint du Grand Orient de France, a rompu avec le parti socialiste et a été élu député gaulliste du XV^e arrondissement de Paris. Il n'a pas accepté, comme plusieurs de ses collègues de groupe à l'Assemblée, que le Grand Orient prétende lui dicter son vote au Parlement lors de la discussion des nouvelles lois scolaires.

Il va devenir très vite l'une des figures les plus en vue de l'obéissance de Neuilly.

Malgré tout, les élections législatives de novembre 1958 sont, dans certaines régions, l'occasion de violentes attaques contre la franc-maçonnerie. C'est ainsi que Mgr Dubois, archevêque de Besançon, publie le communiqué suivant :

« Voter en vous référant à Dieu, cela exclut de voter pour des candidats francs-maçons, la franc-maçonnerie ayant été condamnée par l'Eglise ; ou pour des candidats qui, par exemple, méconnaissent les lois de Dieu relative à la transmission et au respect de la vie, ou bien oublieux que le mariage est un et indissoluble, ont déjà favorisé le divorce, et prétendent en étendre encore les facilités : ce n'est même pas une affaire de religion, mais de simple droit naturel ».

Aussitôt, dans certaines circonscriptions électorales, ce message est utilisé. Dans l'arrondissement de Lure-Luxeuil, en Haute-Saône, les partisans du candidat gaulliste Clerget le font distribuer aux portes des églises, y ajoutant même



Président du Sénat, le frère Gaston Monerville :
la résistance d'une certaine maçonnerie au césarisme du Général.

un post-scriptum pour préciser que le candidat radical André Maroselli est lui franc-maçon.

Les convents de 1959 ne prennent pas position ouvertement sur l'affaire algérienne, mais le Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France a cru devoir faire remettre un mémoire au général De Gaulle dans lequel il s'engage à négocier avec le F.L.N. Cette attitude vaut à l'obédience de recevoir des menaces émanant des milieux activistes et le Conseil de l'Ordre met alors en sûreté les fonds et les archives. En réalité, on cite fréquemment dans les loges les noms de certains frères qui sont engagés dans l'action illégale contre le nouveau régime. Quelques-uns d'entre eux iront jusqu'à l'O.A.S. Et nul n'ignore que dans le même temps l'un des chefs du F.L.N., Boumendjel, appartient à une loge écossaise.

Du côté de la Grande Loge de France, il est vrai, l'évolution des

esprits est quelque peu différente. La majorité des frères qui, avec Richard Dupuy, avaient manifesté leur sympathie pour le général De Gaulle par solidarité avec la cause de l'Algérie française, affichent leur hostilité dès l'instant où le général donne l'impression de vouloir négocier avec le F.L.N.

FILS DE LA LUMIERE

Les attentats de l'O.A.S. se multiplient. Les loges maçonniques ne sont pas épargnées. Une explosion se produit devant la loge de Sidi-bel-Abbès. Une bombe au plastic est déposée devant le temple maçonnique de Bayonne et provoque d'importants dégâts. Plusieurs loges sont également visées dans la région d'Oran.

La parution en librairie du roman *les Fils de la Lumière* de l'écrivain Roger Peyrefitte va aussi provoquer autour de la maçonnerie un grand mouvement

d'intérêt. Bien que l'ouvrage n'ait cherché qu'à souligner un certain aspect folklorique des obédiences françaises, sans jamais dégager la tradition philosophique et initiatique, il apporte au Grand Orient et à la Grande Loge de France de nombreuses demandes d'adhésion.

Pour écrire son livre, Roger Peyrefitte a rencontré de nombreux francs-maçons. Il a fait parler Jacques Mitterrand sur Jean Baylot et Jean Baylot sur Jacques Mitterrand. Il a écouté Charles Hernu, le président du Club des Jacobins, qui lui a fait beaucoup de confidences. Jacques-Louis Antériou, président du Club des Montagnards, a organisé pour lui une réunion de frères dans son appartement parisien. Il a surtout écouté le frère Arnaud de Grémilly et tel ancien grand maître n'a pas refusé non plus de répondre à ses questions.

Le roman *les Fils de la Lumière*

a le mérite, aux yeux des dirigeants de l'Ordre, d'être rédigé d'une plume sympathique et de permettre à un large public profane d'ouvrir une petite fenêtre sur les loges. Pour les initiés, malgré tout, il a ce tort de donner une image fautive de la franc-maçonnerie du XX^e siècle. Ne prête-t-il pas à croire que la maçonnerie a pratiquement conquis le Vatican, et que les prélats romains entretiennent avec les loges les meilleurs rapports, ce qui est loin d'être vrai ?

Les réponses à cet ouvrage sont nombreuses. Un frère de la Grande Loge nationale française, Pierre Mariel, fait paraître anonymement un petit livre intitulé *les Authentiques Fils de la Lumière* qui apporte de nombreuses rectifications. Peyrefitte ayant disserté sur les conditions dans lesquelles le frère Arthur Groussier avait eu en 1940 le cruel devoir de déclara-

er dissoute la franc-maçonnerie française, *les Lettres mensuelles* du frère Guy Vinatrel publie une mise au point du frère Louis-Claude Villard, ancien grand secrétaire du Grand Orient :

« C'est une légende qu'un ex-frère du Grand Orient de France, très connu par son esprit d'aventure, a toujours cherché à accréditer par la plume et par la parole, précise-t-il. (...) Si l'on veut se souvenir que la lettre au Maréchal est datée du début d'août, que l'hôtel de la rue Cadet était sous séquestre dès l'entrée des troupes hitlériennes à Paris, que le domicile de Groussier et le mien avaient été perquisitionnés avant notre retour à Paris, que la France était aux trois quarts occupée, l'ordre de « cessation de fonctionnement » était plutôt platonique puisque matériellement il était un fait accompli ».

Quant à la déférence manifestée envers le maréchal Pétain, et qui lui a été souvent reprochée, le frère Villard s'en explique de la façon suivante :

« L'excès de condescendance que nous prêle M. Roger Peyrefitte, on ne saurait le déceler que dans la formule finale de politesse : nous assurons le Maréchal de notre profond respect. J'ai remis moi-même cette lettre au chef de cabinet du préfet de la Seine pour transmission (les P.T.T. n'assurant pas le trafic postal entre les deux zones). Je suis enclin encore à l'heure actuelle à penser que cette lettre m'aurait été rendue si elle n'avait pas été terminée par la formule de politesse habituelle ».

En 1960 et 1961, la police surveille les loges comme elle ne l'a pas fait depuis longtemps. A plusieurs reprises, l'avocat parisien Georges Chadirat, ancien grand

L'ancien préfet de police Jean Baylot (à gauche portant lunettes).
La variété anticommuniste de la maçonnerie.



maître, constate qu'il est filé lors de ses déplacements.

Il faut dire que la franc-maçonnerie est subitement devenue pour la grande presse un sujet de discussion. Les quotidiens s'efforcent d'opposer les tendances de la Grande Loge de France et celles du Grand Orient, sous le prétexte que le grand maître Louis Doignon a signé le manifeste de la gauche pour le maintien de l'Algérie dans la République française, alors que le grand maître Jacques Mitterrand s'est à maintes reprises déclaré favorable à l'indépendance algérienne.

Il est certain que ce sont là — une fois de plus — des prises de position politique, en contradiction formelle avec les affirmations répétées selon lesquelles l'ordre maçonnique n'adopte pas de positions partisans.

En réalité, dans ce cas précis, ce sont des dignitaires qui ont étalé leur choix personnel mais les obédiences se gardent bien de prendre position dans ce drame douloureux qui déchire la France. L'auraient-elles voulu qu'elles n'auraient pu le faire car, comme l'ensemble de la Nation, elles sont déchirées. Chacun de leurs membres fait son choix individuel en face des deux camps opposés. Sans doute les grands maîtres auraient-ils mieux fait de ne pas se manifester publiquement, même à titre personnel, pour ne pas encourir le risque d'engager leurs obédiences, et de nombreux frères, d'un côté comme de l'autre, leur en font alors le reproche.

Un journal de Nancy, *l'Est républicain*, en profite pour présenter le Grand Orient comme la maçonnerie d'extrême gauche et la Grande Loge de France comme la maçonnerie réactionnaire.

En revanche, le journaliste Jean Thouvenin qui dirige à Paris une lettre confidentielle et quotidienne d'information, affirme que la Grande Loge de France vient de se donner comme chef de file un homme connu pour son américanophilie et fort tolérant vis-à-vis de l'Eglise catholique. Il ajoute que l'élection de Jacques Mitterrand à la plus haute charge du Grand Orient représente, au contraire, une victoire des loges politiques sur les loges philosophiques.

Tout cela est évidemment très incertain et pourrait appeler bien des réfutations.

Le 22 septembre 1962, le quotidien *Paris-Presse* consacre un article à l'ancien grand maître Francis Viaud et celui-ci précise qu'un grand maître n'impose pas sa ligne de conduite personnelle. Il ajoute que les deux principales obédiences françaises ont en réalité le même recrutement.

A l'occasion de la campagne électorale d'octobre 1962, le gaulliste Louis Terrenoire, secrétaire général du parti U.N.R., attaque violemment la franc-maçonnerie à la radio d'Etat :

« Derrière ces partis qui nous ont fait tant de mal, explique-t-il, il y a certains traîtres, combinards et tireurs de ficelles qui voudraient encore pouvoir faire et défaire les ministres. La franc-maçonnerie, elle aussi, voudrait à nouveau influencer la constitution des ministères ».

■ GLISSEMENT A GAUCHE

Le socialiste René Naegelen, qui fut maçon à Belfort dans sa jeunesse mais qui a depuis longtemps perdu le chemin des loges, lui répond aussitôt dans l'hebdomadaire *Démocratie* 62 :

« M. Terrenoire, qui n'en rate pas une, s'est empressé d'ajouter une agression contre la franc-maçonnerie, reprenant à son compte les accusations de la propagande vichyste.

Une polémique éclate alors entre deux publications de gauche, *la Nation socialiste* et *Démocratie* 62. L'ancien communiste Auguste Lecœur, directeur de *la Nation socialiste*, a pris position contre la maçonnerie, allant jusqu'à écrire : « Je m'en bats l'œil avec la queue d'une poêle à frire. » Se référant à une lettre du frère Auguste Gallois qui vient de mourir, il s'est livré en outre à une violente attaque contre le grand maître Jacques Mitterrand auquel il reproche ses opinions politiques. En réponse, l'hebdomadaire *France-Observateur* admet le glissement à gauche du Grand Orient et s'en félicite.

Le 15 novembre 1962, *la Nation socialiste* est amenée à

publier la réponse du frère Fred Zeller, ancien secrétaire de Trotski, à Auguste Lecœur :

« Avant toute autre chose, écrit-il, en ce qui concerne l'élection du grand maître du Grand Orient qui a fait couler tant d'encre de tous côtés, disons qu'elle ne fut bien entendu imposée par aucune pression extérieure de l'Ordre ; que d'autre part l'Ordre est trop complexe, trop chatouilleux de son indépendance pour s'aligner purement et simplement sur les idées personnelles d'un « patron » provisoire, aussi talentueux soit-il, qu'il soit radical de droite, mendésiste, socialiste S.F.I.O., P.S.U. ou même sympathisant communiste. Au demeurant l'Ordre — et il l'a prouvé maintes fois — se protège pour ainsi dire tout seul, par une succession de réactions collectives, dans le cas où la grande maîtrise chercherait à forcer la main à l'obédience, soit dans un sens, soit dans un autre ».

Il n'est pas impossible que cette dernière phrase recèle un avertissement discret au frère Jacques Mitterrand.

Fred Zeller ajoute alors ces précisions fort intéressantes pour l'histoire du mouvement socialiste français :

« À la vérité, depuis le congrès de l'Union socialiste à la salle du Globe en 1905, sans arrêt la question de la double appartenance au parti et à l'ordre maçonnique s'est trouvée posée dans les congrès nationaux, sans pour autant qu'il se trouve une majorité suffisante pour obtenir le départ des socialistes de la maçonnerie. (...) En effet, les choses n'étaient pas si simples, et nous allons voir pourquoi. Presque tous les dirigeants des différentes fractions socialistes qui s'unifièrent en 1905 étaient francs-maçons : Allemagne, fondateur du parti socialiste ouvrier révolutionnaire ; Arthur Groussier, fondateur de l'Alliance communiste ; Marcel Sembat, fondateur du parti socialiste de France ; Dazet, secrétaire du parti ouvrier français, étaient des frères ».

Et Fred Zeller cite encore d'autres noms de socialistes maçons, notamment ceux d'Eugène Thomas et de Marceau Pivert.



Richard Dupuy. Avocat du colonel Bastien-Thiry, il témoigne de l'engagement d'une fraction de la maçonnerie en faveur de l'Algérie Française.

UN LOBBY SOCIALISTE

En réalité, dans la période contemporaine, les socialistes sont majoritaires dans les loges françaises, au Grand Orient de toute évidence, mais aussi, quoi qu'on ait pu dire et écrire à ce sujet, dans la plupart des ateliers de la Grande Loge de France.

Il demeure pourtant dans le nouveau parti socialiste de François Mitterrand comme dans l'ancien de Jaurès, de Blum et de Mollet, un courant hostile à la démarche maçonnique. Ce courant invoque depuis toujours le principe marxiste de la lutte des classes pour refuser aux militants socialistes le droit de se conduire en frères dans la loge envers des hommes qu'ils devraient considérer comme des ennemis de classe. En 1912, le congrès socialiste de Lyon avait autorisé l'appartenance des militants socialistes à des organisations philosophiques comme la franc-maçonnerie, à la

condition que « celles-ci ne les mettent pas en contradiction avec la doctrine, les principes et les décisions du parti ».

En réalité, les loges étaient depuis 1905 un terrain d'action pour les militants socialistes.

De nos jours, les titres distinctifs de certaines loges françaises suffisent à établir à quel point le mouvement socialiste a marqué les obédiences :

— Au Grand Orient de France : les loges Action Socialiste fondée à Paris en 1901, L'Internationale fondée à Paris en 1904, Salvador Allende fondée à Paris en 1974.

— A la Grande Loge de France : la loge Les Hospitaliers Socialistes fondée à Paris en 1853, Jean Jaurès fondée à Paris en 1917, Marcel-Sembaat fondée à Montmorency en 1927, Roger-Salengro fondée à Lille en 1938, La Rose Ecarlate fondée à Clichy en 1976.

Fred Zeller a fait d'importantes révélations sur le travail souterrain réalisé par les socialistes dans

les loges. Dans son ouvrage *Trois points, c'est tout*, il a notamment écrit :

« Jeune apprenti, j'assistais déjà aux réunions qui regroupaient plusieurs ateliers dans un mouvement intitulé « La Renaissance maçonnique ». Quelques vénérables de Paris et de province l'animaient, dont le frère Rein, brillant et courageux orateur socialiste qui mourut en pleine tenue maçonnique peu après son élection au Conseil de l'Ordre, Philippe Dechartre, Roger Nathan-Murat, Guy Stibbe, Jacques Mitterrand, David Weil... Cette « Renaissance maçonnique » où se retrouvaient les militants communistes de l'Union progressiste et les socialistes de gauche, se disloqua quelques années plus tard à la suite de conflits internes, sans que le mouvement — organisé en fraction à l'intérieur de l'obédience — ait atteint son but de rajeunissement de la maçonnerie ».

Est-il besoin de préciser ici que

ce travail fractionnel était une infraction à toutes les règles de l'ordre maçonnique ?

Quelques années plus tard, Zeller se retrouve au groupe fraternel d'études et d'action socialistes qui n'admet en son sein que des maçons socialistes.

Ce groupe fraternel s'engage résolument en faveur du F.L.N. en pleine guerre d'Algérie. Le leader algérien Amrouche participe même à l'une de ses réunions organisée au Cercle républicain de l'avenue de l'Opéra.

Ce groupe va se heurter assez vite à l'équipe de *France-Observateur* et sera combattu à plusieurs reprises par Gilles Martinet et par Claude Bourdet. Violentement antistalinien, Fred Zeller porte des jugements sévères sur le parti communiste français alors que l'équipe de *France-Observateur* milite pour l'union de la gauche.

Il est pourtant certain que le recrutement maçonnique s'est sensiblement rajeuni depuis 1958. Il est très souvent supérieur en qualité à celui des cinquante années qui ont précédé. Le retour à la tradition initiatique, très évident à la Grande Loge de France, se manifeste également dans de nombreux ateliers du Grand Orient. Et si l'on dit que le rôle politique des loges est moins important que par le passé, ce qui est peut-être vrai, on oublie que la maçonnerie n'est jamais aussi puissante, selon le mot du grand maître Francis Viaud, que lorsque les loges s'éloignent de la politique pour se consacrer à des travaux philosophiques. Il aurait pu ajouter d'ailleurs que la maçonnerie est également plus puissante lorsqu'elle se montre sévère dans son recrutement que lorsqu'elle ouvre trop facilement les portes de ses temples pour recruter plus largement.

Les attaques contre la maçonnerie sont devenues moins fréquentes dans la presse catholique. Dans une certaine mesure, il est permis d'affirmer que les grands thèmes utilisés par les adversaires de l'Ordre depuis la fin du XIX^e siècle ont été démystifiés au cours des dernières années. C'est ainsi que prenant la parole le 24 novembre 1962 devant les membres du Lion's Club de Rambouillet, le R.P. Riquet déclare :

« Pour les hommes de ma génération, appartenant à l'Église catholique, il n'est pas douteux que la franc-maçonnerie apparaît dans un halo mystérieux, voire satanique. Du roman de Pierre L'Ermite *le Grand Mufle*, aux images caricaturales du *Pèlerin*, le franc-maçon nous était présenté comme un être à la fois grotesque et malfaisant. Un nez crochu, un ventre proéminent, orné d'un tablier couvert de triangles et autres signes cabalistiques, telle était l'image que nous en avons conservée ».

Admettant alors ce que ce portrait pouvait avoir d'injuste, le Père Riquet tient à préciser l'attitude de l'Église catholique à l'égard de l'ordre maçonnique :

« Il ne s'agit pas pour l'Église, explique-t-il, de bénir purement et simplement la franc-maçonnerie. Le droit canonique en vigueur, canon 2335, maintient une peine d'excommunication contre ceux « qui donnent leur adhésion à une secte maçonnique ou autre se livrant à des machinations contre l'Église ou les pouvoirs civils ». Mais on peut légitimement se



Guy Mollet. Il devait démissionner du GOF en stigmatisant le « carriérisme forcené » de certains frères

demander si cette grave censure s'applique encore à ceux qui, dans la loge, s'interdisent précisément « tout ce qui pourrait être considéré comme une machination contre une Eglise ou les pouvoirs civils légitimes » et ne visant, par le travail des anciens rituels de l'ordre, qu'au perfectionnement moral et spirituel de ses membres et à la pratique d'une charité fraternelle active et vigilante. En attendant que l'autorité compé-

tente fasse connaître son point de vue, on peut envisager, du moins comme possible et souhaitable, la recherche d'un climat de meilleure compréhension entre ceux qui, en toutes circonstances, placent leur espoir en Dieu ».

En juillet 1963, on apprend que la dernière loge encore en activité en Algérie, la loge Cirta de Constantine, vient de fermer ses portes après avoir expédié toutes ses archives rue Cadet. Depuis le jour

de l'indépendance, la plus importante des loges d'Algérie, la loge Belisaire d'Alger, avait disparu.

Les loges groupant les fonctionnaires et des négociants de souche métropolitaine ont été les premières à mourir, mais l'espoir un instant nourri par les musulmans initiés par la maçonnerie de voir survivre un Grand Orient d'Algérie et une Grande Loge écossaise nationale a bien vite été balayé.

Après le retour du général De Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises, Georges Pompidou est élu président de la République le 19 juin 1969. Il confie à Jacques Chaban-Delmas le soin de former un gouvernement dans lequel le frère Robert Boulin est ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale. Le frère Philippe Dechartre est secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population.

Malgré tout, c'est l'opposition de gauche qui gagne du terrain dans les loges. Dans un numéro de *l'Express* de septembre 1966, Brigitte Gros avait pu écrire :

« C'est dans les partis et dans les groupements composant la Fédération de la gauche que la franc-maçonnerie conserve de l'influence... Les maçons sont en majorité au comité directeur de la F.G.D.S., au comité directeur du parti socialiste et à la commission permanente des clubs. Ils représentent presque 50 p. 100 du bureau du parti radical... Ils ont assuré l'élection de M. René Billères à la présidence de son parti ».

Brigitte Gros aurait même pu ajouter qu'ils avaient assuré l'élection du profane René Billères en face de leur frère Michel Soulié.

Les événements de mai 1968 et l'insurrection de la jeunesse à Nanterre et au quartier Latin ont bouleversé les loges comme toutes les familles spirituelles et politiques du pays. Il est à noter que l'un des leaders, Jacques Sauva-



Devant le mur des Fédérés,
les Grands maîtres du G.O.
Fred Zeller,
Jacques Mitterrand
et Roger Leray
(de gauche à droite).

geot, président de l'U.N.E.F. est maçon. Réunis à l'appel de Paul Anxionnaz, les anciens grands maîtres du Grand Orient de France décident de faire apposer sur les murs de Paris une affiche dans laquelle ils saluent le mouvement des étudiants et des travailleurs, réproouvent la répression policière et demandent la constitution d'un gouvernement démocratique et progressif. C'est là, une fois de plus, une prise de position politique.

La Grande Loge de France adopte alors une attitude plus prudente, mais, face à la jeunesse insurgée, le grand maître Richard Dupuy n'hésite pas à déclarer que les francs-maçons sont d'éternels contestataires, ce qui est un signe amical à l'adresse de ces garçons et de ces filles qui veulent changer la société.

Dans les années qui vont suivre, nombre des jeunes barricadiers vont trouver le chemin du temple maçonnique. On les retrouvera nombreux dans les loges du Grand Orient.

GUERRES FRATRICIDES

En 1969, Alain Guichard posait la question : aujourd'hui, comment se présente le « maçon moyen » ?

Ce n'est évidemment pas M. Guy Mollet, répondait-il, ni M. Gaston Monnerville, ni M. Philippe Dechartre, ni M. Yvon Morandat, ni M. Louis Pauwels, ni un ancien président de l'U.N.E.F., ni un homme politique de premier plan, ministre ou ancien ministre, ni un grand fonctionnaire. Certes, tous sont représentés dans les obédiences ; certains, comme M. Paul Anxionnaz, y occupent même des places de choix. Préfets, anciens préfets, anciens hauts-commissaires de la France d'outre-mer y figurent aussi honorablement. Au Grand Orient, le « maçon moyen » pourrait être un fonctionnaire (moyen), par exemple des Contributions, de l'Intérieur, des Postes, de l'Aviation civile, des Travaux publics, de l'Education nationale ou de la préfecture de police. Ce pourrait être aussi un instituteur, un cadre de l'industrie, un artisan, un commerçant. A la Grande Loge

de France et dans les autres obédiences, ce serait plutôt un avocat, un ingénieur, un médecin, mais l'on y trouve aussi des fonctionnaires, des industriels, des universitaires, des artistes lyriques. L'Opéra notamment y a toujours été bien représenté. Souvent, ce « maçon moyen » sera juif... En province, la fonction publique (d'Etat ou municipale), le corps médical, le barreau, l'Université, le commerce et la petite industrie fournissent l'essentiel du recrutement ».

Le pourcentage des élus dans les conseils municipaux, dans les conseils généraux, dans les assemblées parlementaires est moins important que sous la III^e République, mais il est encore élevé.

On a peu parlé jusqu'ici des conditions dans lesquelles le président Guy Mollet fut amené à adresser au grand maître Paul Anxionnaz sa démission du Grand Orient de France.

Nous avons eu l'occasion d'en parler avec lui à plusieurs reprises et nous pouvons écarter certaines des raisons avancées à l'époque par la presse.

Dans sa lettre au grand maître, l'ancien président du Conseil expliquait qu'il ne pouvait plus supporter de voir des hommes se servir de la maçonnerie dans le parti socialiste et du parti socialiste dans la franc-maçonnerie. Il se disait scandalisé par ce qu'il considérait, quant à lui, comme un carriérisme forcené.

Mollet n'était pas un franc-maçon de circonstance. Il avait été orateur dans une loge d'Arras. Il appartenait aux ateliers supérieurs relevant de l'autorité du Grand Collège des Rites. Il avait même accepté de son ami Gérard Jaquet le titre de président d'honneur de la Fraternelle Paul-Ramadier.

On a dit par la suite que ceux que visait ainsi Guy Mollet s'étaient retrouvés au couvent de 1975 pour tenter de faire élire Roger Fajardie, un ami de Pierre Mauroy, futur membre de son cabinet en 1981, au poste de grand maître du Grand Orient de France, et qu'ils n'avaient pu empêcher le succès du docteur Serge Béhar.

« La maçonnerie, avait long-

temps déclaré Guy Mollet à ses proches, peut être un complément intéressant à la formation d'un homme politique, mais elle doit rester une affaire privée. Le parti n'a pas à intervenir. Les camarades doivent être assez grands, pour s'y comporter, comme dans la vie en général, avec leur conscience socialiste ».

Le jour où se il se décida à envoyer sa lettre de démission au grand maître Paul Anxionnaz, Guy Mollet venait d'acquiescer la certitude qu'avec l'appui de francs-maçons mitterrandistes, les membres de la Fraternelle Paul-Ramadier avaient fait voter contre lui pour le profane Alain Savary au poste de premier secrétaire du parti. C'était là plus qu'il n'en pouvait supporter.

En réalité, parce qu'il nous l'a confié de façon catégorique, nous pouvons affirmer ici que Guy Mollet a rompu avec la maçonnerie le jour où il a été persuadé que des maçons socialistes préparaient activement la mainmise de François Mitterrand sur son parti. Et ce fut-là, sans aucun doute, le travail fort habilement mené par les clubistes maçons, sous le couvert de la Fédération de la gauche.

Dans une étude fourmillant d'erreurs sur les relations privilégiées de la franc-maçonnerie avec le pouvoir, Arnaud de Lassus, militant de l'anti-maçonnisme, situe en 1974 la rentrée politique des francs-maçons : 1974, parce qu'il y eut d'abord en janvier la conférence en tenue blanche fermée faite par le ministre Giscard d'Estaing dans un temple de la rue Puteaux, ensuite parce qu'il y eut plusieurs repas du Carrefour de l'Amitié auxquels assistèrent des personnalités de la droite politique sur l'invitation de maçons très connus.

C'est le 31 janvier 1974 que Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'Economie et des Finances, a présenté une conférence sur « l'humanisme dans l'Etat de demain » au cours d'une tenue blanche fermée organisée par la loge parisienne Le Prisme et présidée par le grand maître Pierre Simon.

Rendant compte de cet événement dans son numéro du 7 juillet 1975, l'hebdomadaire *le Nouvel*

Observateur devait rapporter :
 « On se souvient qu'il y avait foule ce jour-là, peut-être deux mille personnes, dont toutes n'avaient pu entrer dans le temple. L'invitation avait été lancée par vingt loges parisiennes, ce qui est considérable... Devant ces hommes qui aiment à se croire, sans excessive humilité, gardiens de l'intelligence et de la connaissance, Valéry Giscard d'Estaing se montra modeste, exprima son émotion, et philosopha sur l'humanisme dans le monde de demain ».

par la loge James Anderson. Le 24 octobre suivant, la même loge reçoit Jacques Chirac, maire de Paris et ancien Premier ministre, venu parler de « l'homme et la grande ville dans la société d'aujourd'hui ».

De nombreuses loges finissent par s'émouvoir de ces nombreuses invitations adressées à des hommes politiques et le grand maître Georges Marcou est amené à déclarer le 7 septembre 1978, dans son discours d'ouverture du convent de la Grande Loge de France :



Valéry Giscard d'Estaing.
 Il souhaitait une initiation à domicile.

Après la tenue, dans le bureau du grand maître, il surprit ses interlocuteurs par la connaissance qu'il révéla de la démarche initiatique.

MITTERRAND MAÇON ?

Il est certain qu'à ce moment de son histoire la Grande Loge de France ouvre ses fenêtres sur la droite. Le 29 mars 1977, elle reçoit le Premier ministre Raymond Barre qui parle du redressement économique au cours d'une tenue blanche organisée

« La première décision que nous avons eu à prendre, pour respecter les décisions du convent, a consisté à veiller, dans cette année qui fut pour la France une année d'élections législatives, à ce qu'aucune manifestation de la Grande Loge de France ne permette une exploitation politique. Au cours du convent de 1977, comme d'ailleurs au cours du convent de 1976, un certain nombre d'entre vous ont manifesté leur désir de voir interrompre, pendant cette période, la série répétée de ces tenues blanches fermées au cours desquelles des hommes

politiques venaient prendre la parole dans nos loges, ce qui, bien souvent, a permis à une certaine presse d'en tirer des conclusions qui n'étaient pas toujours exactes. Nous avons respecté votre décision. Le Conseil fédéral a décidé que ces tenues blanches fermées ne pourraient pas avoir lieu cette année ».

Et le grand maître d'observer :
 « Le résultat est là : alors que les années précédentes, dès le début du mois de juillet et jusqu'au convent, la presse multipliait les indiscretions orientées, multipliait les commentaires qui n'étaient pas toujours très favorables à notre obédience et à la franc-maçonnerie, nous avons constaté jusqu'à ces derniers jours un silence quasi total... Cela veut dire tout simplement que la vigilance que vous avez manifestée a porté ses fruits et n'a pas permis aux commentateurs de donner à la vie maçonnique une orientation qu'elle n'avait pas ».

Il est certain que, de tous les présidents de la V^e République, Giscard d'Estaing a été le plus intéressé par la franc-maçonnerie. Il le fallait sans aucun doute pour aller jusqu'à offrir un portefeuille ministériel à Jean-Pierre Prouteau dont tout le monde savait qu'il avait été grand maître du Grand Orient de France.

Sous le nom de Club de la rue de Poitiers, une fraternelle maçonnique de l'U.D.F. fut constituée, que présidait le ministre André Rossi. Giscard allait-il, alors qu'il était le chef de l'Etat, jusqu'à envisager de se faire initier ? *Le Canard enchaîné* n'a pas hésité à l'affirmer. On trouve encore ici et là des citoyens qui sont persuadés que Giscard est franc-maçon. Nous avons interrogé ceux qui détiennent le secret de cette affaire et il est possible de donner une réponse précise.

L'affirmation du *Canard* est due, au départ, à une indiscretion d'un membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France. Après une séance du Conseil, le frère Michel Baroin, futur grand maître, avait lancé à la cantonade que son ami Victor Chapot, chargé de mission à la présidence, venait de lui confier que Giscard d'Estaing était décidé à demander son initiation

à la Grande Loge, que tout était réglé jusque dans les détails et que, sous peu, une délégation de maîtres d'une loge parisienne devait se rendre à l'Élysée pour l'initier dans son bureau présidentiel.

Un dignitaire courut révéler au *Canard* les confidences du frère Baroin et ce n'était certainement pas dans l'intention de favoriser cette opération.

L'article fit grand bruit dans les loges, surtout dans les loges écossaises de la Grande Loge de France. L'émotion fut même si grande qu'il ne fut plus jamais question d'une initiation si peu conforme aux rituels.

Nous savons aujourd'hui que certains dignitaires y avaient pensé sérieusement. *Le Canard enchaîné* avait donné un détail précis : cette initiation à domicile aurait eu un précédent, celle du roi de Prusse Frédéric II. Or, qui, sinon un initié du haut grade pou-

vait avoir indiqué à Victor Chapot que le roi Frédéric II de Prusse avait effectivement reçu l'initiation dans son château de Potsdam le 14 août 1738 ?

On peut affirmer aujourd'hui que la confiance faite par Michel Baroin à ses frères du Grand Orient de France a fait échouer une opération bien préparée par une importante personnalité de la Grande Loge de France. Ce dernier, sans en avoir parlé à personne, avait réglé avec son ami Chapot les conditions dans lesquelles Giscard d'Estaing pourrait être initié. Comme il ne pouvait être question de faire venir le chef de l'État dans un temple de la rue Puteaux et de le faire entrer dans la loge en courbant humblement la tête, comme l'exige le rituel, il avait suggéré cette initiation à domicile. En fait, le parrain en question devait bien vite comprendre que le Conseil fédéral de la Grande Loge de France n'accep-

terait jamais cette cérémonie si peu conforme à la règle et il n'en fut plus jamais question.

Ne voyant rien venir, Victor Chapot finit par entretenir son ami Baroin de ce projet avorté. Espérait-il alors que le Grand Orient allait s'empresser de reprendre à son compte la promesse qui avait été faite au nom de la Grande Loge de France ? On l'a dit, mais il est permis d'en douter.

Il est certain que Valéry Giscard d'Estaing attendait beaucoup de la franc-maçonnerie et qu'elle ne répondit pas à ses espérances. Malgré tout, les manœuvres développées lors de l'élection présidentielle de 1974 ont-elles provoqué la neutralité du Grand Orient de France ? Le frère Fred Zeller qui a beaucoup exagéré dans son ouvrage *Trois points, c'est tout* le rôle de quelques organisations radicalisantes, est allé jusqu'à écrire de cette période :

Michel Baroin. Le Grand maître du G.O., aujourd'hui décédé, fut accusé d'être un fonctionnaire de police infiltré dans la maçonnerie.



« Toute la presse à l'époque fit état des manœuvres giscardiennes. On ne pouvait manquer de constater qu'une « amicale pression », pas toujours discrète, s'exerçait, directement ou par personnes interposées, sur quelques dignitaires francs-maçons engagés politiquement dans une mouvance radicale... Assurément, il n'était pas question de demander au Grand Orient de se rallier en bloc à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing. Une telle entreprise se révélait chimérique. Mais il était au moins possible d'obtenir sa neutralité.

Après de longues discussions, malgré la protestation de nombreuses loges, le Conseil de l'Ordre refusa de faire son choix entre Giscard et Mitterrand. Seuls, les anciens grands maîtres Jacques Mitterrand et Fred Zeller lancèrent un appel en faveur du candidat de la gauche.

Les socialistes étaient nombreux au sein du Grand Orient de France

mais leurs luttes de clans et de tendances avaient permis l'élection de grands maîtres aux opinions modérées, comme Michel Barouin et Jean-Pierre Prouteau. Ayant refait leur unité, ils imposèrent en 1979 à la tête de l'obédience un ami personnel de François Mitterrand, Roger Leray. Le rôle de Roger Fajardie, dirigeant du parti socialiste et président du Cercle Ramadier, fut déterminant dans cette élection.

Il est certain que pour la plupart des francs-maçons français, l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République le 10 mai 1981 signifiait que les loges maçonniques allaient participer à nouveau au pouvoir et que le pouvoir républicain serait présent dans les loges.

Dans le courrier reçu à l'Elysée au lendemain de cette élection, on trouva même la lettre dans laquelle les membres d'une loge du sud-ouest de la France exprimaient leur joie de voir accéder à

la magistrature suprême celui qu'ils appelaient « leur frère aimé et estimé ». On imagine sans peine combien de fois Hubert Védrine, chargé de répondre au courrier du président, dut tourner sa plume dans l'encrier avant de rédiger la lettre qui devait faire comprendre à ce vénérable et à ses frères qu'ils s'étaient trompés d'adresse.

Leur erreur fut à l'époque celle de nombreux citoyens français pour lesquels il ne faisait aucun doute que leur nouveau chef de l'Etat était franc-maçon.

Quelques mois plus tôt, deux auteurs avaient posé la question à des personnalités de la politique, des arts, des lettres, du monde des affaires :

« Quel est le personnage historique ou contemporain qui correspond le mieux à l'image que vous vous faites personnellement du franc-maçon ?

Dans les réponses, le nom de François Mitterrand avait été

Jean-Michel Rosenfeld (à gauche). Avec lui, le G.O. eût un représentant zélé auprès de Pierre Mauroy



fréquemment cité, en même temps que ceux de personnages qui, comme lui, n'avaient jamais franchi la porte d'un temple : Albert Camus, le docteur Schweitzer, Léon Blum, Albert Sarraut, Edouard Daladier, Edouard Herriot, Waldeck-Rousseau, Georges Clemenceau, Albert Bayet, Jean Monnet, Daniel Mayer, René Coty, Pierre Laval.

Des journalistes écrivirent alors qu'au lendemain de la Libération de 1944 Mitterrand avait demandé son initiation à un atelier de la Grande Loge de France et qu'elle avait été refusée. En réalité, il avait été alors invité à prononcer une conférence en tenue blanche à la loge parisienne L'Abbé Grégoire, et elle avait été annulée au dernier moment.

FRATERNELLE NEUTRALITE

Contrairement à une légende tenace à laquelle plusieurs gouvernements étrangers avaient accordé foi, François Mitterrand n'était pas et n'avait jamais été franc-maçon. Il n'était pas non plus cet adversaire sournois des loges que certains avaient voulu voir en lui. Ceux qui avaient eu l'occasion d'aborder la question avec lui savaient qu'il citait avec complaisance les noms des maçons de son entourage dont il connaissait depuis longtemps l'appartenance : Charles Hernu, Guy Penne, Bastien Leccia. Il savait depuis les années de la Convention des institutions républicaines que de nombreux initiés figuraient parmi ses plus proches collaborateurs.

Par sa formation de jeunesse, par les traditions de sa famille maternelle, il avait longtemps fort mal compris la démarche maçonnique. Il y avait pourtant eu des maçons dans sa famille paternelle. Il y en avait aussi dans la famille de son épouse. Par ailleurs, il n'ignorait point ce qu'il devait aux frères qui s'étaient battus pour lui. La seule chose qu'il ne paraissait pas décidé à pardonner, c'était que l'un de ses proches fut maçon et le lui cachât.

Le *Crapouillot* put donc révéler : « Des ateliers entiers s'étaient mobilisés pour la campagne présidentielle. A Lille, où la franc-



Roger Fajardie (à gauche).
L'œil du PS chez les frères.

maçonnerie tient le haut du pavé, contrôlant absolument l'administration communale, la préfecture, la police et même la mairie, puisque, si Mauroy n'appartient à aucune loge, son représentant, un ancien enseignant septuagénaire, Marceau Frison, véritable patron de la ville, est maçon, à Toulouse, à Limoges, à Paris surtout, les maçons travaillèrent à la victoire de Mitterrand. Mieux encore : pendant toute la campa-

gne, une cellule discrète fut mise en place sous la direction d'un membre du Parti Socialiste, grand secrétaire au Grand Orient de France, Jean-Michel Rosenfield. Sa tâche consistait à entretenir des contacts permanents et en dehors de tout sectarisme politique, avec tout ce qui compte en matière d'opinion publique dans la franc-maçonnerie afin de s'assurer, sinon un concours actif, du moins une fraternelle neutralité ».

FRÈRES EN MISSION

Dans le gouvernement de Pierre Mauroy mis en place après la victoire du 10 mai, il y avait des maçons notoires comme Charles Hernu et Joseph Franceschi. La presse d'opposition en rajouta et l'on vit paraître ici et là des listes impressionnantes sur lesquelles figuraient les noms d'hommes comme Louis Mexandeau et Georges Fillioud qui n'avaient jamais frappé à la porte du temple, comme Claude Cheysson et Maurice Faure qui, eux non plus, n'avaient jamais « vu fleurir l'acacia ». Mauroy lui-même avait longtemps incarné, au sein de la Fédération socialiste du Nord, une tendance très réservée à l'égard de la maçonnerie.

Devant tant de fausses informations, les obédiences ne réagirent pas. C'est une tradition toujours respectée depuis deux cent cinquante ans que de ne jamais démentir ce qui s'écrit sur l'Ordre. Les obédiences allaient en faire la preuve avec cette affaire de la pseudo-loge italienne P2 qui fit tant de mal à la franc-maçonnerie dans tous les pays du monde. Il aurait été facile de prouver qu'une organisation comme celle qu'avait fondée l'aventurier Licio Gelli et que dirigeait un homme affublé du titre de grand maître, qui comptait plus de neuf cents membres ne se connaissant pas entre eux et qui procédait à ses initiations dans le secret d'une bibliothèque privée, ne pouvait pas être une loge authentique. Il aurait été facile de diffuser la mise au point que le Grand Orient d'Italie adressa alors à toutes les obédiences. Les dignitaires français préfèrent ne pas réagir.

De la même façon, ils laissèrent ici et là les noms des prétendus ministres initiés sans faire jamais de mise au point. Les démentis étaient d'ailleurs impossibles. Répondre à l'hebdomadaire *le Point* que Louis Mexandeau et André Labarrère n'étaient pas des frères, c'eût été admettre l'appartenance d'Henri Emmanuelli et de Joseph Franceschi. Nier celle d'Edwige Avice eût été confirmer celle d'Yvette Roudy.

De telles précisions n'auraient d'ailleurs convaincu que ceux qui

auraient voulu l'être. On le vit bien lorsque le grand maître Roge Leray débarqua en Nouvelle-Calédonie un peu plus tard. Il tint à saluer en la personne du haut-commissaire Edgard Pisani « un maçon sans tablier », ce qui était une façon de signifier aux maçons du cru que Pisani n'était pas des leurs. L'hebdomadaire *Corail* s'empressa d'affirmer qu'il n'en fallait rien croire et que Pisani était réellement un initié.

Le 16 juillet 1981, alors que François Mitterrand n'était installé au palais de l'Élysée que depuis quelques jours seulement, alerté par Guy Penne, le frère Leray adressait à tous les membres du Conseil de l'Ordre du Grand Orient et à tous les vénérables une

lettre circulaire dans laquelle, s'indignant d'apprendre que les frères chargés de responsabilités à la présidence recevaient directement de nombreuses lettres de sollicitation, rédigées le plus souvent en des termes maçonniques, qu'il n'en était de même pour les maçons installés à l'hôtel Matignon et dans les ministères, il se devait de rappeler à tous l'obligation de réserve imposée par les règlements et par la bienséance.

Une copie de cette lettre fut adressée par Roger Leray aux grands maîtres de quatre autres obédiences françaises, la Grande Loge de France, la Grande Loge nationale Opéra, le Droit Humain, et la Grande Loge féminine de France.



François Mitterrand
à un colloque
du G.O. en
février 1981.
Des maçons dans
sa famille
paternelle.



Christian Nucci (à droite)
et Yves Chalié.
Le premier sollicita son
adhésion au G.O. pour
tenter d'échapper au
scandale du « Carrefour
du développement ».

A la même époque, alerté par le ministre Charles Hernu, le grand secrétaire de la Grande Loge de France envoyait à toutes les loges écossaises une circulaire de mise en garde rédigée dans le même style.

Il demeure que les élections législatives de juin 1981 avaient envoyé siéger au Palais-Bourbon plus de députés francs-maçons qu'on n'en avait vu depuis 1936. *Le Crapouillot* put alors écrire :

« Associée à la Fraternelle Paul-Ramadier et d'autre part à la Fraternelle maçonnique des hauts fonctionnaires, la Fraternelle parlementaire est en fait l'élément essentiel de pénétration du pouvoir par les loges ».

Ce serait vrai si cette Fraternelle des députés et des sénateurs maçons ne comprenait pas dans son sein, à côté de nombreux élus socialistes, des membres du R.P.R. et de l'U.D.F.

Là, pourtant, se produisirent un certain nombre d'indiscrétions. Le jour où les parlementaires maçons se réunirent au restaurant du Sénat pour porter le député du Lot-et-Garonne Christian Laurisergues à la présidence de leur association fraternelle, en remplacement du radical Henri Caillaudet, plusieurs journalistes profanes purent se glisser dans l'assistance.

Ce fut ainsi que *le Crapouillot* put citer les noms des quelques-uns de ceux qui étaient là : le député des Bouches-du-Rhône Louis Philibert, le sénateur des Bouches-du-Rhône Bastien Leccia, le député du Calvados Olivier Stirn, le député de l'Eure-et-Loir Françoise Gaspard, le député de la Gironde Michel Sainte-Marie, le député de l'Indre André Laignel, le député de la Haute-Marne Guy Chanfrault, le député du Nord Pierre Dassonville, le député de la Haute-Vienne Alain Rodet, les députés du Val-de-Marne Pierre Tabanou et Laurent Cathala.

En général, les socialistes maçons sont peu connus de leurs camarades du parti.

Lorsque Thierry Pfister, proche de Pierre Mauroy, publia en 1977 un ouvrage intitulé *les Socialistes*, il ne put citer comme francs-maçons notoires que Roger Fajardie, Charles Hernu, Gérard Jaquet, Guy Penne et les anciens grands maîtres Jacques Mitterrand et Fred Zeller.

La presse d'opposition a fait grand cas de la nomination à des postes essentiels de l'administration de francs-maçons notoires notamment Paul Roux à la direction des renseignements généraux ; et Pierre Marion à la direction des services de contre-espionnage.

Qu'en faut-il penser ?

Les deux cas sont différents. Paul Roux était connu comme socialiste depuis longtemps et, avant mai 1981, il avait souffert dans sa carrière de son appartenance politique. Que des ministres socialistes aient pensé à lui pour un poste clé où il lui serait donné d'informer le gouvernement, rien de bien surprenant, à vrai dire.

Le cas de Marion est à coup sûr plus discutable. Hernu l'avait connu dans les loges. Depuis longtemps, il passait pour être un « honorable correspondant » des services secrets. Le choix ne fut pas heureux et il fut assez vite remplacé.

Tous les appétits qui se manifestèrent après le 10 mai 1981 ne furent d'ailleurs pas satisfaits et lorsque le président de la Fraternelle des postiers se permit d'écrire directement à l'Elysée pour signaler que le directeur des postes, contrairement à une vieille tradition, n'était pas l'un de ses frères, il ne reçut aucune réponse.

On comprend mieux les événements qui se succédèrent entre 1981 et 1986 au sein du parti socialiste quand on sait que les francs-maçons du P.S. se retrouvent surtout au sein de deux clans du parti : les anciens de la S.F.I.O. et les anciens de la Convention des



Conférence en loge : Jacques Toubon au G.O.
On peut être « maçon sans tablier ».

institutions républicaines républicaines. Ils sont très rares chez les rocardiens. Ils sont introuvables parmi les chrétiens de gauche où, certains même, comme le secrétaire d'Etat breton Charles Josselin, passent depuis longtemps pour ne pas porter les maçons dans leur cœur. On les chercherait en vain parmi les anciens soixante-huitards du C.E.R.E.S. proches de Jean-Pierre Chevènement ou encore dans la gauche révolutionnaire de Jean Poperen. Ils sont même tenus en suspicion par les éléments venus de la C.F.D.T. qui ont peuplé les cabinets ministériels du gouvernement Mauroy et du gouvernement Fabius.

Avec la prise du pouvoir, le Cercle Ramadier où se retrouvent les maçons socialistes, toutes tendances confondues, a perdu une grande partie de son activité et de son influence.

Tout en étant fort bien servi par les francs-maçons de gauche qui auront beaucoup contribué à sa

carrière politique, François Mitterrand, comme l'avait fait avant lui le général De Gaulle, a veillé à ce que la franc-maçonnerie ne devienne pas un Etat dans l'Etat. Il a pris conscience de son influence réelle, mais, dans une certaine mesure, il s'est toujours méfié d'elle. Et les maçons mitterrandistes ont été les premiers à en tenir compte.

Il n'a cependant jamais ignoré ce que pouvait apporter à la réussite de ses projets africains la présence à ses côtés d'un homme comme Guy Penne, ancien membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, ancien vénérable de la loge parisienne Locarno, qui entretenait depuis plusieurs années des rapports fraternels avec un certain nombre de ministres des jeunes Etats africains.

De la même façon, il n'a jamais sous-estimé l'importance des loges maçonniques dans les départements et les territoires d'outre-mer. Il sait fort bien que, sans le

concours très actif des maçons de Nouméa, le secrétaire d'Etat Georges Lemoine n'aurait jamais réussi à réunir autour de la même table au château de Nainville-les-Roches tous les partis en présence en Nouvelle-Calédonie, du R.P.C.R. au Front indépendantiste, du député Jacques Lafleur à Jean-Marie Tjibaou, du chef révolutionnaire Eloi Machoro au chef coutumier Franck Wahuzue.

François Mitterrand n'ignore pas qu'à Cayenne comme à Papeete, à Fort-de-France comme à Saint-Denis de la Réunion, les loges du Grand Orient et de la Grande Loge de France sont en prise directe avec la population locale, les unes mieux souchées sur la communauté blanche, les autres directement liées à la population de couleur.

A Nouméa, l'influence de la franc-maçonnerie locale a été si évidente dès le début de l'agitation indépendantiste que le rôle des deux loges du Grand Orient,



Marie-France Garaud (à droite)
face à Roger Leray. Préparer la cohabitation.

de celui de la Grande Loge de France, et depuis peu de celui du Droit Humain a été encouragé à plusieurs reprises. Le secrétaire d'Etat Georges Lemoine a cherché et a trouvé par leur intermédiaire le contact direct avec les forces politiques antagonistes.

NOUMEA SOUS INFLUENCE

Alors que Lumière des Iles et Fraternité Calédonienne, du Grand Orient, exprimaient le plus souvent l'attachement inconditionnel des Caldoches blancs à une Calédonie française, La Fraternité Australe, de la Grande Loge de France, grâce à la présence en son sein de quelques éléments très influents au sein de la communauté canaque, devenait le lieu du territoire où la fraternité entre les différentes ethnies était encore une réalité.

Là se retrouvaient les élus locaux

qui allaient à plusieurs reprises tenter de dégager dans le pays une force politique centriste entre les extrémistes des deux bords. Cette politique, illustrée par des hommes comme Jean-Pierre Aïfa, le maire de Bourail, et comme le sénateur Lionel Cherrier a échoué.

Il faut dire que cette démarche, à laquelle le haut-commissaire Fernand Wibaux, fils de l'ancien grand maître du rite écossais rectifié, devait se consacrer après le secrétaire d'Etat Georges Lemoine, trouva parfois ses adversaires les plus résolus jusque dans les rangs socialistes. Ce fut ainsi que le rappel à Paris du haut-commissaire Jacques Royette, un ancien conseiller général socialiste de la Seine-et-Marne, fut fêté dans les loges de Nouméa car il s'était manifesté à plusieurs reprises comme un adversaire résolu de l'ordre maçonnique. Ne lui était-il pas arrivé de faire convoquer un

matin chez son directeur de cabinet les trois vénérables des loges locales à seule fin de vérifier l'appartenance maçonnique d'un fonctionnaire ?

Il est vrai que chaque fois que des francs-maçons proches de l'Elysée avaient tenté d'attirer l'attention du président François Mitterrand sur les erreurs politiques de ce haut-commissaire, ce dernier avait trouvé des soutiens dans l'entourage immédiat du Premier ministre Pierre Mauroy.

Avec Laurent Fabius, le climat a quelque peu changé. Il ne veut aucun mal et aucun bien à la maçonnerie. Tout au plus, à diverses reprises a-t-il été indisposé par le fait que certains de ses ministres trouvaient, grâce à leur appartenance, une liaison directe avec la présidence.

Les rapports entre Mitterrand et l'Ordre se sont détériorés pendant les années de la grande maîtrise de Paul Gourdot. Le chef de l'Etat avait mal accepté que le grand

maître du Grand Orient interviennent publiquement dans les affaires du gouvernement et prétende lui dicter sa règle de conduite, notamment à propos de la laïcité. Il fut indigné par une lettre datée du 22 décembre 1982 dans laquelle Gourdot lui écrivait :

« Nous nous sommes inquiétés de l'entorse faite au principe de la laïcité de l'Etat par la présence officielle de deux ministres de la République au siège de la catholicité, à Rome, pour assister à des cérémonies qui tiennent au caractère spirituel de l'Etat du Vatican, caractère exclu du champ des relations inter-Etats. Il convient de regretter également la présence officielle de fonctionnaires ou de militaires à certaines cérémonies religieuses en France ».

Cette prise de position fut d'ailleurs désavouée par un certain nombre de maçons et Mitterrand en fut informé.

Richard Dupuy, ancien grand maître de la Grande Loge de

France, devait en 1983 apporter son soutien personnel à l'école privée, et Georges Marocu, grand maître en exercice, allait déclarer un peu plus tard : « Le problème de l'école est dépassé. Nous n'avons pas de directive à donner à nos frères ».

Paul Gourdot ne cessa pourtant pas de harceler l'Elysée, demandant une réforme constitutionnelle, puis la convocation d'une conférence mondiale sur la paix, et la mise en place d'un grand service public unifié et laïc d'éducation. Dès lors, Mitterrand choisit de l'ignorer et il en fut ainsi jusqu'au jour où son ami Roger Leray retrouva le poste de grand maître.

Le climat par la suite fut bien meilleur. Lorsque les perspectives des élections législatives de mars 1986 amenèrent la présidence à envisager sérieusement les conditions d'une cohabitation politique, ce fut le Grand Orient de France qui prit l'initiative de faire asseoir à la même tribune le communiste Philippe Herzog, le socialiste

Lionel Jospin, Marie-France Garaud, Jacques Toubon et l'universitaire Jean-Claude Casanova, proche collaborateur de Raymond Barre. Dans le même temps, les tenues blanches se multipliaient auxquelles venaient parler Alain Juppé et Jacques Chaban-Delmas, Michel Rocard et Simone Veil.

Roger Leray déclarait alors à un journaliste du *Point* :

« La cohabitation, c'est ma préoccupation constante. Je multiplie les contacts ces temps-ci ».

Il était en droit de justifier cette activité par le fait que la franc-maçonnerie a toujours prétendu être le centre de l'union et avoir vocation pour aboutir à la conciliation des contraires. Il était servi par le fait que l'influence de la maçonnerie est encore telle en France que les personnalités profanes invitées à venir parler en tenue blanche refusent rarement l'invitation. Successivement Jean Lecanuet et Jean-Pierre Chevènement, Raymond Barre et Michel Rocard, Edgard Faure et Jacques Chirac, Michel d'Ornano et Pierre Bérégovoy, Robert Fabre et Pierre Mauroy ont sacrifié à la coutume.

Peut-on dire encore une fois que les francs-maçons ont voulu servir la stratégie politique de François Mitterrand ?

Il est tout de même significatif que ce soit le journaliste Marc Paillet, membre de la Haute Autorité de l'Audiovisuel, mais aussi ancien membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France et ancien conseiller politique de François Mitterrand dans les années 60, qui ait fait paraître au moment opportun un ouvrage qui se présente comme la charte de la cohabitation politique.

Toute cette action, menée au nom de la tolérance, trouve un large écho dans toutes les loges. C'est là ce qui permet à Jean Verdun, le nouveau grand maître de la Grande Loge de France élu en septembre 1985, de déclarer :

« Quand on pense à ce qui va se passer dans les années à venir, dans le domaine de l'immigration par exemple, dans le domaine du brassage social, la loge retrouvera — et c'est déjà commencé — un rôle qu'elle avait un peu perdu au cours des dernières décennies :

Pierre Marion (à gauche) alors patron de la DGSE en conversation avec Charles Hernu. Maçonnerie militaire.





**Michel Rocard planche devant le Grand Orient en 1980.
L'osmose avec le PS est totale.**

permettre à des hommes de se rencontrer, de se comprendre et de former un tissu social harmonieux. C'est un rôle absolument fondamental ».

C'est dans cet esprit sans doute que Jean Verdun a fait accepter par les grands maîtres et les grandes maîtresses des autres obédiences françaises le principe d'une déclaration commune qui ferait apparaître le sens qu'ils donnent tous à la fraternité maçonnique. La Grande Loge de France, le Grand Orient de France, la Grande Loge féminine de France, le Droit Humain, la Grande Loge nationale Opéra sont déjà associés à ce travail et Jean Verdun ne désespère pas d'y intéresser un jour prochain la Grande Loge nationale française.

Est-il possible de prêcher la cohabitation aux forces politiques sans commencer par donner l'exemple à l'intérieur de l'ordre maçonnique ?

Et comme le rituel précise qu'un franc-maçon a le devoir de poursuivre à l'extérieur l'œuvre commencée dans le temple, on a vu quelques frères sans plus atten-

dre intervenir dans la cité, à la faveur de la campagne des élections législatives, pour identifier les candidats de droite et de gauche favorables à une cohabitation politique entre le président de la République élu par une majorité socialiste et une éventuelle majorité parlementaire de droite. Ce fut le cas notamment de ceux qui se retrouvaient dans le groupe des Amitiés radicales sous la présidence de François Abadie, le sénateur-maire de Lourdes, et de ceux qui militaient à la Fédération des républicains de gauche, sous la présidence de Jacques Maroselli, maire de Luxeuil-les-Bains et ancien député de la Haute-Saône.

Lorsque le grand maître Jean Verdun affirme que les francs-maçons n'entrent pas en campagne sur un mot d'ordre venu d'en haut, il est tout de même permis de constater qu'à l'occasion, dans la diversité de leurs opinions politiques, ils se retrouvent aisément mobilisés dans la cité sur des principes identiques.

Malgré tout, les convents maçonniques de septembre 1986 ont brusquement aggravé la crise

qui couvait depuis plusieurs années entre la Franc-Maçonnerie politisée et la Franc-Maçonnerie initiatique. La controverse entre les grands maîtres Jean Verdun et Roger Leray a été portée sur la place publique. C'est là un fait nouveau que de nombreux francs-maçons français ont mal accepté.

La déclaration commune des grands maîtres que Jean Verdun avait été chargé de rédiger n'a pas été signée par le grand maître du Grand Orient de France et par le grand chancelier de la Grande Loge nationale française.

De toute évidence, Roger Leray redoutait que cette déclaration commune soit pour Jean Verdun un moyen d'éviter la mise en place du comité de liaison inter-obédientiel dont il avait imaginé la création.

La crise allait s'aggraver brusquement lorsque Leray annonça, au cours d'une conférence de presse, qu'il convoquerait en mai 1987 à Paris, à l'hôtel Saint-Jacques, un rassemblement maçonnique international. Il n'avait encore consulté à ce sujet aucune des autres obédiences

françaises. François Mitterrand, président de la République, avait accepté d'accorder à cette initiative son haut patronage, et il était prévu que les délégués seraient reçus à l'Hôtel de Ville de Paris par Jacques Chirac.

Jean Verdun réagit aussitôt. Il fit savoir aux journalistes que, ne voulant être « ni commandé ni compromis », il n'assisterait pas à ce rassemblement et qu'il invitait tous les membres de la Grande Loge de France à faire de même.

En 1986, pour la première fois depuis bien des années, le grand

frères du Grand Orient de France se fassent peu à peu à l'idée qu'ils sont devenus minoritaires en France et ne peuvent plus parler au nom de tous... Il faut aussi que M. François Mitterrand, président de la République, sache qu'il ne fait pas plaisir à la majorité des francs-maçons en servant d'attraction à ce spectacle maçonnique. Il faut que M. Jacques Chirac, maire de Paris et Premier ministre, sache qu'il ne ferait pas plaisir à la majorité des francs-maçons en servant de contre-poids, ou de vedette américaine,

ce que j'ai appelé « la politicar-die à la française ».

Les positions réciproques étant ainsi proclamées par voie de presse, comment allaient réagir les convents ?

CONJONCTION DES INITIES

Roger Leray a été réélu grand maître par les trente-trois membres de son conseil de l'Ordre. Jean Verdun a été confirmé dans ses fonctions à une très large



Pierre Joxe et Jean Poperen.
Frères au gouvernement, séparés au PS.

maître de la Grande Loge n'assista pas à la séance solennelle de clôture du convent du Grand Orient.

Le 11 septembre, devant l'assemblée générale des députés des loges écossaises, Jean Verdun devait s'expliquer sur son attitude :

— Il faut, dit-il alors, que nos

à M. Mitterrand sur le théâtre maçonnique.

Plus sévère encore, il devait ajouter :

— Il faut que les frères de la Grande Loge de France sachent qu'ils appartiennent à un Ordre initiatique et non à un méli-mélo maçonnique où l'affairisme à l'anglo-saxonne prête la main à

majorité par les députés des loges écossaises. Il faut donc en conclure qu'ils avancent désormais sur des voies divergentes avec l'approbation de leurs mandants, même si dans les loges de province nombreux sont ceux qui n'acceptent pas la fatalité de la rupture.

Ce n'est pas la première fois,

depuis 1944, que le conflit existe entre les deux principales obédiences françaises. Déjà, au temps du grand maître Richard Dupuy, le traité d'alliance avait été révoqué. Avant Jean Verdun, les grands maîtres Georges Marcou, Michel de Just et Henri Tort-Nouguès avaient dû, contester au Grand Orient le droit de parler au nom de l'ensemble de la Maçonnerie française.

Si les rapports sont alors plus tendus qu'ils ne l'ont jamais été, bien des événements se produiront encore avant que la rupture ne soit consommée. Si Jean Verdun doit tenir compte de l'opinion des loges écossaises qui, ici et là, entendent conserver leurs liens fraternels avec les frères du Grand Orient, Roger Leray ne peut ignorer qu'un certain nombre des loges de son obédience n'approuvent pas ses engagements politiques.

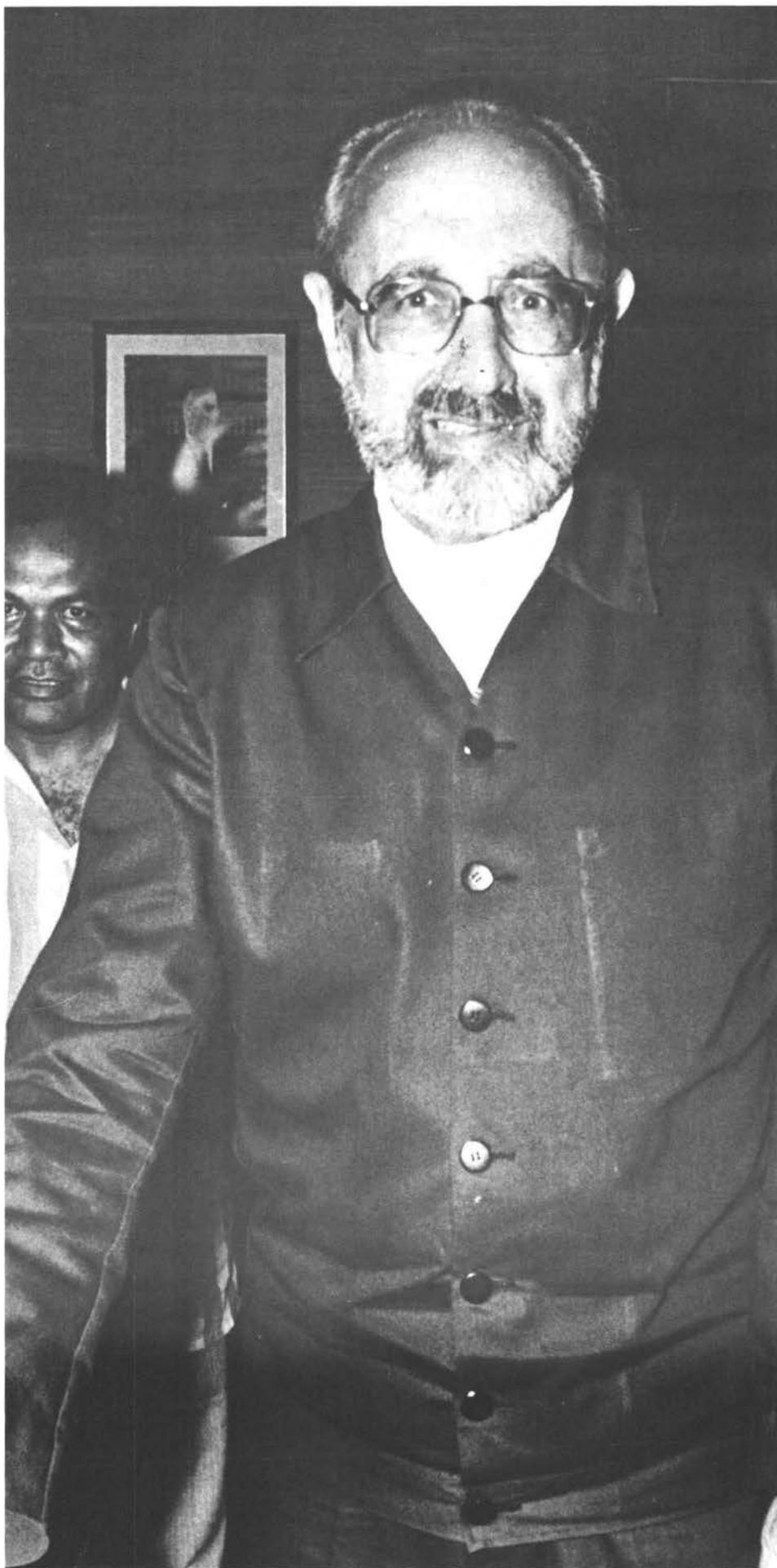
Lui, il est socialiste, ami personnel de François Mitterrand, et il ne s'en cache pas, mais au sein du gouvernement de Jacques Chirac sont assis côte à côte sept frères (parmi lesquels MM. Fontes, ancien adjoint au grand maître du Grand Orient, Rossinot, Bariani, Mme Michaux-Chevry), qui sont des membres du Grand Orient, de la Grande Loge de France et de la Grande Loge nationale française. Chaque fois que le grand maître fait une déclaration d'inspiration politique, il heurte la conscience d'une partie de ceux au nom desquels il parle.

C'est sans doute là ce qui a amené Jean Verdun à confier aux députés de son obédience :

— Il faut continuer à œuvrer pour la déclaration commune des grands maîtres. Signée ou pas signée, elle existe et elle sera signée un jour, sous cette forme ou sous une autre.

Il confirme malgré tout avec force une conception initiatique de la Maçonnerie que Roger Leray refuse quand il déclare :

— Il y a de l'orgueil assurément dans cette affirmation sereine et insistante d'une voie française à la tradition maçonnique, d'une voie qui tire son originalité à la fois des Constitutions d'Anderson et de cette façon française de travailler en loge, voie sensible dès le discours de Ramsay, qui nous vient



Edgard Pisani et à l'arrière-plan Jean-Marie Tjibaou.
Un rapprochement sous les auspices de la maçonnerie.

Conférenciers en loges



Les outils du Franc-Maçon. Au nombre de neuf, ils vont deux par deux selon le principe actif-passif.

- Alexandre** (Philippe) : journaliste (Grande Loge de France)
Barre (Raymond) : ancien premier ministre (Grande Loge de France)
Bérégovoy (Pierre) : ministre de l'Economie et des Finances (Grand Orient de France)
Chirac (Jacques) : maire de Paris, ancien premier ministre (Grande Loge de France)
Curien (Hubert) : universitaire, ministre de la Recherche et de la Technologie (Grande Loge de France)
Evin (Claude) : éducateur spécialisé, ministre de la Santé et de la Protection sociale (Grande Loge de France)
Fabre (Robert) : pharmacien, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche (Grande Loge de France)
Garaudy (Roger) : universitaire, ancien sénateur (Grande Loge de France)
Geismar (Alain) : universitaire (Grand Orient de France)
Giscard d'Estaing (Valéry) : ancien président de la République (Grande Loge de France)

Hug (Michel) : ancien directeur général des Charbonnages de France (Grande Loge de France)

Jouffa (Yves) : avocat, président de la Ligue des Droits de l'Homme (Grand Orient de France)

Ornano (Michel d') : industriel, ancien ministre (Grande Loge de France)

Pierret (Christian) : administrateur civil, député des Vosges (Grande Loge de France)

Pilhes (René-Victor) : écrivain (Grande Loge de France)

Rocard (Michel) : inspecteur général des Finances, Premier ministre (Grand Orient de France)

Veil (Simone) : magistrat, ancien ministre (Grand Orient de France)



sans doute de Fénélon et des encyclopédistes et qui a profondément marqué tant d'autres maçonneries dans le monde, voie française mais qui reste traditionnelle, qui ne rompt pas avec les traditions fondamentales de l'Ordre, voie que notre Grand Loge de France symbolise pour tous et qu'elle est seule à symboliser, voie royale et non du juste milieu, voie souveraine et rigoureuse, voie assurément orgueilleuse mais qu'il nous appartient de rendre triomphante.

Le 24 juin 1990, alors qu'il venait d'être élu Grand Maître de la Grande Loge de France, Michel Barat déclarait à la presse :

— Les gens sont lassés des mouvements de masse. A travers la Maçonnerie, ils retrouvent un engagement individuel et sont en même temps rattachés à une obédience qui a vocation d'universalité ».

En parlant de la sorte, le plus jeune des Grands Maîtres qu'ait jamais eu la Franc-Maçonnerie française retrouvait ainsi la vocation affirmée par plusieurs de ses prédécesseurs.

Avant lui, le docteur Pierre Simon avait proclamé que l'heure était venue de réaliser une conjonction universelle de toutes les forces spirituelles. Un peu plus tard, le 13 septembre 1980, accédant à son tour à la charge suprême, Michel de Just avait déclaré au micro d'Europe 1 que son obédience était prête à participer à une large conjonction des initiés.

Ainsi, alors que le Grand Orient cherche à s'affirmer de plus en plus comme une force politique, la Grande Loge de France, d'un Grand Maître à l'autre, affirme la continuité de son action tant auprès des obédiences maçonniques étrangères que des Eglises et des grands courants philosophiques. Il s'agit essentiellement de maintenir les valeurs communes à toutes les forces spirituelles dans un monde en pleine évolution qui menace leur existence.

Il existe donc désormais deux Francs-Maçonneries fort différentes l'une de l'autre. Elles n'en sont encore qu'à évoluer dans des directions fort éloignées. Bientôt elles s'ignoreront. Un jour viendra où elles se combattront... ■

GRAND ORIENT DE FRANCE
16, rue Cadet - 75009 PARIS




LES FR. LL.
LES FRERES UNIS INSEPARABLES
&
L'UNIVERSITE MAÇONNIQUE

vous invitent à une **TENUE BLANCHE FERMÉE**
au cours de laquelle Mgr. Jacques GAILLOT, Evêque d'Evreux,
traitera de
L'ENGAGEMENT DE L'EGLISE DANS LES PROBLEMES DE SOCIÉTÉ ou
L'EGLISE ET LA MODERNITÉ

Jeu. 15 mai 1990 à 20 h 30 - **TEMPLE ARTHUR GROUSSIER**
INVITATION FRATERNELLE AUX SS., ET FF. DE TOUTES OBEDIENCES

Ministres et francs-maçons

Ils ont été la « garde noire » de la République. Voici le répertoire des ministres-maçons de 1870 à 1990.

Gouvernement de la Défense Nationale (1870) : Jules Favre, Emmanuel Arago, Adolphe Crémieux, Léon Gambetta, Louis Garnier-Pagès, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Henri Rocheford, Jules Simon, Jules Ferry.

Ministère du 4 septembre (1870) : Jules Favre, Léon Gambetta, Emmanuel Arago, Adolphe Crémieux, Ernest Picard, Jules Simon.

Ministère Dufaure (1871) : Jules Favre, Ernest Picard, Jules Simon, Léon Say.

Ministère Dufaure (1873) : Léon Say.



Jules Ferry.

Ministère de Cisse (1874) : duc Louis Decazes.

Ministère Buffet (1875) : duc Louis Decazes, Léon Say.

Ministère Dufaure (1876) : duc Louis Decazes, Léon Say.

Ministère Dufaure (1876) : duc Louis Decazes, A. Ricard, Léon Say.

Ministère Jules Simon (1876) : Jules Simon, duc Louis Decazes, Léon Say, Jules Méline.

Ministère de Broglie (1877) : duc Louis Decazes.

Ministère Dufaure (1877) : Léon Say, général Gesley.

Ministère Waddington (1879) : Philippe Le Royer, général Gesley, Jules Ferry, Charles Lepère, Pierre Tirard, René Goblet.

La Marianne
du Grand Orient
de France.



Ministère de Freycinet (1879) : Jules Cazot, Charles Lepère, Jules Ferry, Pierre Tirard, Ernest Constans.

Ministère Jules Ferry (1880) : Jules Ferry, Jules Cazot, Ernest Constans, Daniel Wilson, David Reynal.

Ministère Gambetta (1881) : Léon Gambetta, Henri Allain-Targé, David Raynal, Maurice Rouvier, Eugène Spuller, Félix Faure.

Ministère de Freycinet (1882) : Gustave Humbert, René Goblet, Léon Say, Jules Ferry, Pierre Tirard, François de Mahy.

Ministère Duclerc (1882) : Eugène Duclerc, Pierre Tirard, Anne-Charles Hérisson, François de Mahy.

Ministère Fallières (1883) : Pierre Tirard, François de Mahy, Anne-Charles Hérisson.

Ministère Jules Ferry (1883) : Jules Ferry, Pierre Tirard, David Raynal, Anne-Charles Hérisson, Jules Méline, Maurice Rouvier, Félix Faure.

Ministère Brisson (1885) : Henri Brisson, Henri Allain-Targé, René Goblet.

Ministère de Freycinet (1886) : René Goblet, Edouard Lockroy, Abel Bernard.

Ministère Goblet (1886) : René Goblet, Edouard Flourens, Pierre Berthelot, Edouard Lockroy, Félix Granet.

Ministère Rouvier (1887) : Maurice Rouvier, Edouard Flourens, Eugène Spuller, François Barbe, Eugène Etienne.

Ministère Tirard (1887) : Pierre Tirard, Edouard Flourens, François de Mahy, Félix Faure.

Ministère Floquet (1888) : Charles Floquet, René Goblet, Paul Peytral, Edouard Lockroy, Léon Bourgeois, Eugène Etienne.

Ministère de Freycinet (1890) : Ernest Constans, Maurice Rouvier, Léon Bourgeois, Jules Roche.

Ministère Ribot (1892) : Léon Bourgeois, Maurice Rouvier, Charles Dupuy, Pierre Tard.

Ministère Ribot (1893) : Léon Bourgeois, Pierre Tirard, Charles Dupuy, Théophile Delcassé.

Ministère Charles Dupuy (1893) : Charles Dupuy, Paul Peytral, Théophile Delcassé.

Ministère Casimir-Périer (1893) : Antonin Dubost, David Raynal, Albert Viger.

Ministère Charles Dupuy (1894) : Charles Dupuy, Félix Faure, Georges Leygues, Victor Lourties, Albert Viger, Théophile Delcassé.

Ministère Ribot (1895) : Georges Leygues, André Lebon, Antoine Gadaud, Emile Chautemps.

Ministère Léon Bourgeois (1895) : Léon

Ministère Doumer (1896) : Paul Doumer, Pierre Berthelot, Edouard Lockroy, Emile Combes, Gustave Mesureur, Albert Viger, Paul Guieysse.

Ministère Méline (1896) : Jules Méline, Jean-Baptiste Darlan, Adolphe Turrel, André Lebon, Delpuech.

Ministère Brisson (1898) : Henri Brisson, Théophile Delcassé, Paul Peytral, Edouard Lockroy, Léon Bourgeois, Albert Viger.

Ministère Charles Dupuy (1898) : Charles Dupuy, Théophile Delcassé, Paul Peytral, Edouard Lockroy, Georges Leygues.

Ministère Charles Dupuy (1899) : Charles Dupuy, Théophile Delcassé, Paul Peytral, Edouard Lockroy, Georges Leygues, Albert Viger.

Ministère Waldeck-Rousseau (1899) : Ernest Monis, Théophile Delcassé, Jean-Marie de Lanessan, Georges Leygues, Pierre Baudin, Alexandre Millerand.

Ministère Combes (1902) : Emile Combes, Théophile Delcassé, Maurice Rouvier, Camille Pelletan, Gaston Doumergue, Maurice Berteaux, Alexandre Bérard.

Ministère Rouvier (1905) : Maurice Rouvier, Théophile Delcassé, Eugène Etienne, Maurice Berteaux, Gaston Thomson, Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, F. Dubief.

Ministère Rouvier (1906) : Maurice Rouvier, F. Dubief, Eugène Etienne, Gaston Thomson, Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, H. Dujardin-Beaumetz, Alexandre Bérard.

Ministère Sarrien (1906) : Léon Bourgeois, Gaston Thomson, Eugène Etienne, Gaston Doumergue, Georges Leygues, H. Dujardin-Beaumetz, Alexandre Bérard.

Ministère Clémenceau (1906) : Stephen Pichon, Gaston Thomson, Gaston Doumergue, René Viviani, H. Dujardin-Beaumetz.

Ministère Briand (1909) : Stephen Pichon, Gaston Doumergue, René Viviani, René Renoult, H. Dujardin-Beaumetz.

Ministère Briand (1910) : Stephen Pichon, L.L. Klotz, Maurice Faure, A. Lafferre, H. Dujardin-Beaumetz.

Ministère Monis (1911) : Ernest Monis, Maurice Berteaux, Théophile Delcassé, T. Steeg, Charles Dumont, Jules Pams, Adolphe Messimy, Emile Constant, H. Dujardin-Beaumetz.

Ministère Caillaux (1911) : L.L. Klotz, Adolphe Messimy, Théophile Delcassé, T. Steeg, Victor Augagneur, Jules Pams, René Renoult, René Besnard, H. Dujardin-Beaumetz.

Ministère Poincaré (1912) : L.L. Klotz, Alexandre Millerand, Théophile Delcassé, Fernand David, René Besnard.

Ministère Briand (1913) : L.L. Klotz, Eugène Etienne, Théodore Steeg, Fernand David, René Besnard.

Ministère Briand (1913) : L.-L. Klotz, Alexandre Millerand, Théophile Delcassé, Fer-

nand David, Jules Pams, Léon Bourgeois, René Besnard.

Ministère Barthou (1913) : Anthony Ratier, Stephen Pichon, L.L. Klotz, Charles Dumont, Eugène Etienne, Pierre Baudin.

Ministère Doumergue (1913) : Gaston Doumergue, Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, René Renoult, Ernest Monis, René Viviani, Fernand David, Paul Jacquier.

Ministère Ribot (1914) : Léon Bourgeois, Paul Peytral, Théophile Delcassé, Emile Chautemps.

Ministère Viviani (1914) : René Viviani, Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, Adolphe Messimy, Victor Augagneur, René Renoult, Gaston Thomson, Fernand David, Paul Jacquier, Albert Dalimier, Gaston Doumergue, Victor Augagneur.

Ministère Viviani (1914) : René Viviani, Théophile Delcassé, Alexandre Millerand, Victor Augagneur, Marcel Sembat, Gaston Thomson, Fernand David, Gaston Doumergue, Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, Paul Jacquier, Albert Dalimier, René Besnard.

Ministère Briand (1915) : Emile Combes, Léon Bourgeois, René Viviani, Marcel Sembat, Jules Médine, Gaston Doumergue, René Besnard, Albert Dalimier.



Alexandre Millerand

Ministère Briand (1916) : René Viviani, Gaston Doumergue, Albert Dalimier, René Besnard.

Ministère Ribot (1917) : René Viviani, Théodore Steeg, Maurice Violette, Fernand David, Léon Bourgeois, René Besnard, Albert Dalimier.

Ministère Painlevé (1917) : Théodore Steeg, L.L. Klotz, Fernand David, René Besnard, Maurice Long, Léon Bourgeois, Paul Doumer, Victor Peytral, Pierre Masse, Jacques-Louis Dumesnil, Albert Dalimier, Franklin-Bouillon.

Ministère Clémenceau (1917) : Stephen Pichon, Jules Pams, L.L. Klotz, Georges Ley-

gues, Louis Lafferre, Victor Boret, Jacques-Louis Dumesnil, Jules Cels, Paul Jourdain.

Ministère Millerand (1920) : Alexandre Millerand, Gustave Lhopiteau, Théodore Steeg, André Honnorat, Paul Jourdain, Antoine Borrel.

Ministère Georges Leygues (1920) : Georges Leygues, Gustave Lhopiteau, Théodore Steeg, André Honnorat, Paul Jourdain.

Ministère Briand (1921) : Paul Doumer, Gaston Vidal.

Ministère Poincaré (1922) : Alphonse Rio, Paul Strauss, Gaston Vidal.



Felix Faure

Ministère Poincaré (1924) : Maurice Bokanowski.

Ministère François-Marsal (1924) : Anthony Ratier, Paul Jourdain.

Ministère Herriot (1924) : Camille Chautemps, René Renoult, Jacques-Louis Dumesnil, Bovier-Lapierre, Victor Peytral, Léon Meyer.

Ministère Painlevé (1925) : Abraham Schrameck, Antoine Durafour, André Hesse, Louis Antériou, Charles Daniélou, A. Levasseur, Paul Bénazet.

Ministère Painlevé (1925) : Camille Chautemps, Abraham Schrameck, Louis Antériou, Antoine Durafour, Jammy-Schmidt, A. Levasseur, Paul Bénazet, Charles Daniélou.

Ministère Briand (1925) : Paul Doumer, René Renoult, Georges Leygues, Antoine Durafour, Paul Jourdain, Léon Perrier, Paul Bénazet, Charles Daniélou, A. Levasseur.

Ministère Briand (1926) : Georges Leygues, Paul Jourdain, Antoine Durafour, Charles Daniélou, Mario Roustan, Paul Bénazet, A. Levasseur.

Ministère Briand (1926) : Léon Perrier, Georges Leygues, Antoine Durafour, Paul Jourdain, Charles Daniélou, A. Levasseur.

Ministère Herriot (1926) : Camille Chautemps, René Renoult, André Hesse, P. Jacquier, Dumesnil.

Ministère Poincaré (1926) : Georges Ley-

gues, Léon Perrier, Maurice Bokanowski, André Fallières.

Ministère Poincaré (1928) : Georges Leygues, Louis Antériou.

Ministère Briand (1929) : Louis Antériou, Georges Leygues.

Ministère Tardieu (1929) : Lucien Hubert, Georges Leygues, Fernand David, Alcide Delmont.

Ministère Chautemps (1930) : Camille Chautemps, Théodore Steeg, Charles Dumont, Maurice Palmade, René Besnard, Charles Daniélou, Paul Marchandeu, Louis Archimbaud, Léo Bouyssou, Mario Roustan.

Ministère Tardieu (1930) : J.L. Dumesnil, Fernand David, Alphonse Rio, Eugène Lautier, Emile Morinaud, Henri Falcoz, A. Delmont.

Ministère Steeg (1930) : Théodore Steeg, Victor Boret, Maurice Palmade, Camille Chautemps, Georges Leygues, Charles Daniélou, Paul Marchandeu, Auguste Brunet, Léon Meyer, Frédéric Brunet.

Ministère Laval (1931) : Charles Dumont, J.L. Dumesnil, Mario Roustan, Emile Morinaud.

Ministère Laval (1932) : Charles Dumont, Mario Routan, J.L. Dumesnil, Blaise Diagne, Emile Morinaud.

Ministère Tardieu (1932) : Mario Roustan.

Ministère Herriot (1932) : René Renoult, Camille Chautemps, Georges Leygues, Maurice Palmade, Albert Gardey, Albert Dalimier, Léon Meyer, Paul Marchandeu, Joseph Paganon, Paul Bernier, Gratien Candace.

Ministère Paul-Boncour (1932) : Camille Chautemps, Abel Gardey, Georges Leygues, Albert Dalimier, Léon Meyer, Charles Daniélou, Paul Bernier, François de Tesson.

Ministère Daladier (1933) : Camille Chautemps, Georges Leygues, Albert Dalimier, Charles Daniélou, Joseph Paganon.

Ministère Sarraut (1933) : Albert Dalimier, Camille Chautemps, Abel Gardey, Eugène Frot, Joseph Paganon, Joseph-Emile



Lisbonne, André Marie, François de Tesson, Auguste Brunet.

Ministère Chautemps (1934) : Camille Chautemps, Paul Marchandeu, Joseph Paganon, Eugène Frot, Albert Dalimier, William Bertrand, François de Tesson, Adolphe Chéron.

Ministère Daladier (1934) : Eugène Frot, Paul Marchandeu, Paul Bernier, Emile Lisbonne, Joseph Paganon, Léon Martinaud-Déplat, André Marie.

Ministère Doumergue (1934) : William Bertrand, Paul Marchandeu.

Ministère Flandin (1934) : Paul Marchandeu, Paul Jacquier, William Bertrand, Emile Cassez, Henri Roy, Marcel Régnier.

Ministère Fernand Bouisson (1935) : Henri Roy, Joseph Paganon, Mario Roustan, Ludovic-Oscar Frossard, Paul Jacquier, Ernest Lafont.

Ministère Laval (1935) : Joseph Paganon, Ludovic Oscar Frossard, Paul Jacquier, Ernest Lafont.

Ministère Sarraut (1936) : Marcel Régnier, Camille Chautemps, Ludovic-Oscar Frossard, Jean Zay, Jules Julien.

Ministère Blum (1936) : Camille Chautemps, Maurice Violette, Roger Salengro, Marc Rucart, Jean Zay, Albert Bedouce, Georges Monnet, François de Tesson, François Blanche, Raoul Aubaud, Jules Julien, Paul Ramadier, Paul Dézarnaud, Léo Lagrange.

Ministère Chautemps (1937) : Camille Chautemps, Maurice Violette, César Campinchi, Jean Zay, Georges Monnet, Jean-Baptiste Lebas, Marc Rucart, William Bertrand, François de Tesson, Raoul Aubaud, François Blanche, Léo Lagrange, Jules Julien, Paul Ramadier, Henri Andraud.

Ministère Chautemps (1938) : Camille Chautemps, Ludovic-Oscar Frossard, César Campinchi, Paul Marchandeu, William Bertrand, Jean Zay, Paul Ramadier, Théodore Steeg, Marc Rucart, Raoul Aubaud, Max Hymans, Jules Julien, Gaston Monnerville.

Ministère Blum (1938) : Théodore Steeg, Maurice Violette, Ludovic-Oscar Frossard,

Marc Rucart, César Campinchi, Jean Zay, Georges Monnet, Jean-Baptiste Lebas, François de Tesson, Raoul Aubaud, Jules Julien, Léo Lagrange, François Blanchot, Pierre Mendès-France.

Ministère Daladier (1938) : Camille Chautemps, César Campinchi, Paul Marchandeu, Ludovic-Oscar Frossard, Jean Zay, Paul Ramadier, Jules Julien, Marc Rucart.

Ministère Daladier (1938) : Camille Chautemps, César Campinchi, Paul Marchandeu, Ludovic-Oscar Frossard, Jean Zay, Paul Ramadier, Jules Julien, Marc Rucart.

Ministère Daladier (1939) : César Campinchi, Paul Marchandeu, Ludovic-Oscar Frossard, Paul Ramadier, Jules Julien, Marc Rucart, Alphonse Rio.

Ministère Paul Reynaud (1940) : Camille Chautemps, Ludovic-Oscar Frossard, Georges Monnet, Henri Roy, Alphonse Rio, François Blanche, Fabien Albertin.



Roger Salengro

Ministère Philippe Pétain (1940) : Camille Chautemps, Ludovic-Oscar Frossard.

Ministère Laval (1940) : Marcel Peyrouton.

Ministère Laval (1942) : François Chasseigne.

Gouvernement provisoire (1944) : Pierre Mendès-France.

Ministère De Gaulle (1944) : Pierre Mendès-France, Paul Ramadier, Eugène Thomas.

Ministère De Gaulle (1945) : Eugène Thomas.

Ministère Félix Gouin (1946) : Félix Gouin.

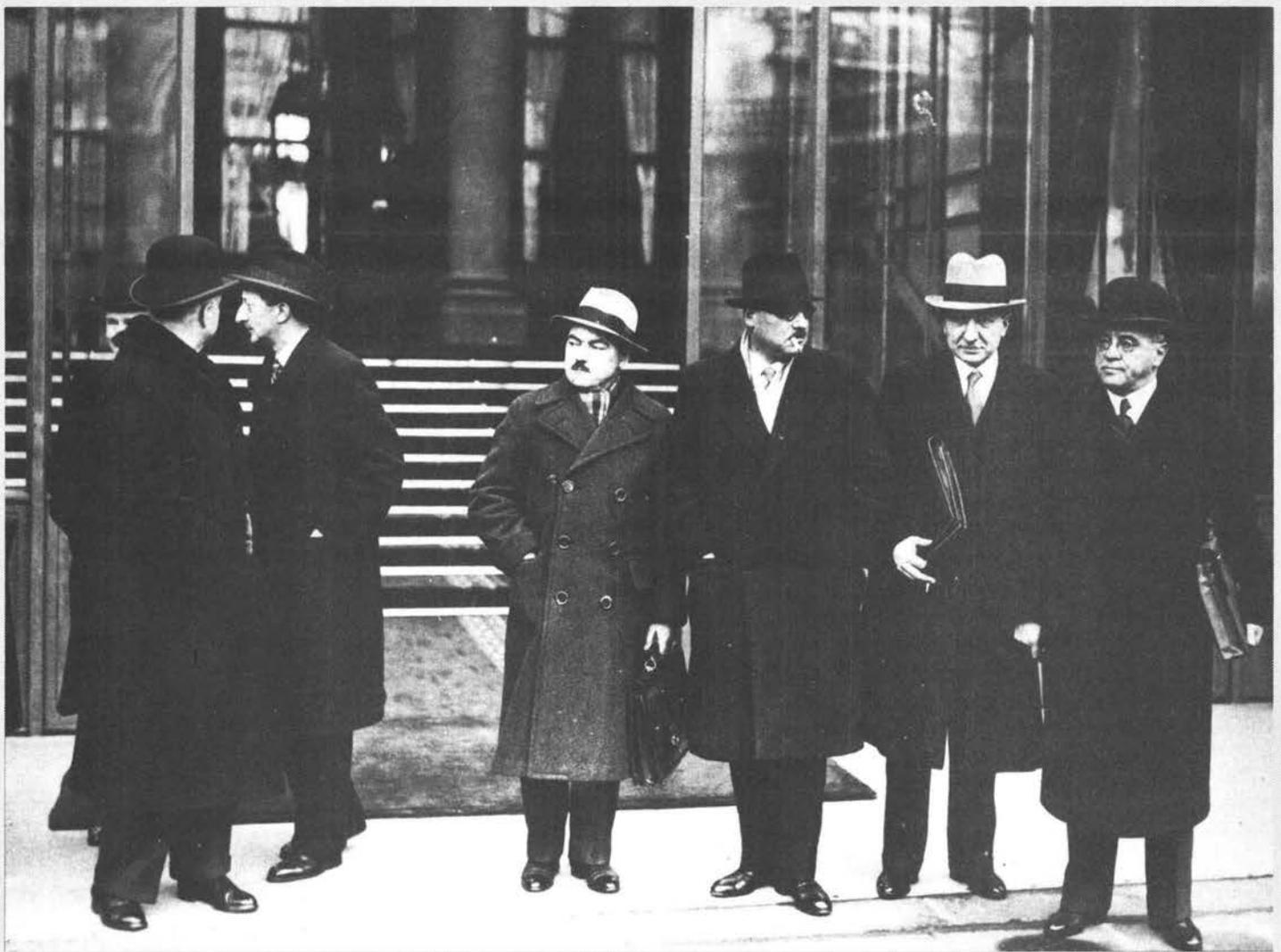
Ministère Bidault (1946) : Félix Gouin, Alexandre Varenne, Jean Biondi.

Ministère Blum (1946) : Guy Mollet, Félix Gouin, Jean Biondi, Pierre Métayer, Jean-Raymond Guyon, Jean Meunier, Eugène Thomas.

Ministère Ramadier (1947) : Paul Rama-



Gaston Doumergue



Ludovic-Oscar Frossard
(troisième en partant de la gauche)

dier, Jean Baylot, Félix Gouin, André Marie, André Maroselli.

Ministère Ramadier (1947) : André Marie, André Maroselli, Albert Forcinal.

Ministère Robert Schuman (1947) : Jean Biondi, André Marie, Eugène Thomas, André Maroselli, André Morice.

Ministère André Marie (1948) : André Marie, André Morice, Jean Biondi, Eugène Thomas, André Maroselli.

Ministère Robert Schuman (1948) : Eugène Thomas, André Marie, Tony Révillon.

Ministère Queuille (1948) : Jean Biondi, André Marie, Paul Ramadier, André Morice, Tony Révillon.

Ministère Bidault (1949) : Jean Biondi, Jean Meunier, André Maroselli, André Morice.

Ministère Queuille (1950) : André Maroselli, André Morice.

Ministère Pleven (1950) : Pierre Métayer, Guy Mollet, Eugène Thomas, André Maroselli, André Morice.

Ministère Queuille (1951) : Pierre Métayer, Eugène Thomas, Guy Mollet, André Maroselli, André Morice.



Ministère Pleven (1951) : André Marie, André Morice.

Ministère Edgar Faure (1952) : Léon Martinlaud-Déplat, André Marie, André Morice.

Ministère Pinay (1952) : Tony Révillon, Léon Martinlaud-Déplat, André Marie, André Morice.

Ministère René Mayer (1953) : Léon Martinlaud-Déplat, André Marie, André Morice, Henri Caillavet.

Ministère Laniel (1953) : Léon Martinlaud-Déplat, Henri Ulver, André Marie.

Ministère Mendès-France (1954) : Henri Caillavet, Henri Ulver.

Ministère Edgar Faure (1955) : André Morice.

Ministère Guy Mollet (1956) : Guy Mollet, Gérard Jaquet, Pierre Métayer, Marcel Champeix, Paul Anxionnaz, André Maroselli.

Ministère Bourgès-Maunoury (1957) : Michel Soulié, Jean Meunier, André Morice, Pierre Métayer, Jean-Raymond Guyon, Gérard Jaquet, André Maroselli, Marcel Champeix.

Ministère Félix Gaillard (1957) : Jean-Raymond Guyon, Gérard Jaquet, Pierre Métayer, Eugène Thomas.

Ministère Pflimlin (1958) : Guy Mollet, André Maroselli.

Ministère De Gaulle (1958) : Emile Pelletier, Eugène Thomas, Guy Mollet.

Ministère Pompidou (1962) : Robert Boulin.

Ministère Pompidou (1966) : Robert Boulin.

Ministère Pompidou (1967) : Robert Boulin.

Ministère Couve de Murville (1968) : Robert Boulin, Philippe Dechartre.

Ministère Chaban-Delmas (1969) : Robert Boulin, Philippe Dechartre.

Ministère Chirac (1974) : André Rossi, Olivier Stirn, René Tomasini.

Ministère Barre (1976) : André Rossi, Jean-Pierre Prouteau, Olivier Stirn.

Ministère Mauroy (1981) : François Abadie, Roland Dumas, Henri Emmanuelli, Joseph Franceschi, Charles Hernu, Pierre Joxe, Georges Lemoine, Yvette Roudy, Jack Lang.

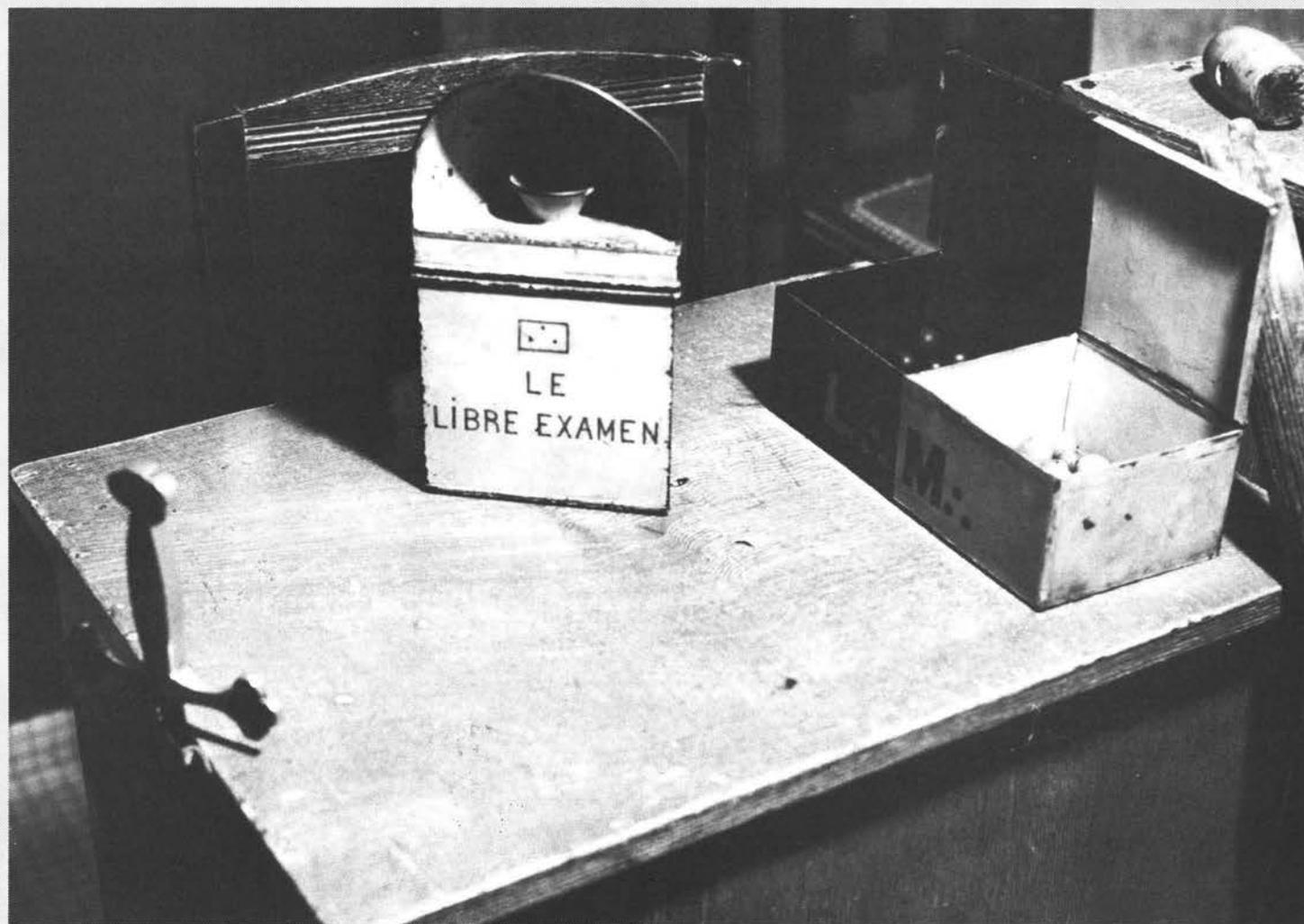
Ministère Fabius (1984) : André Delelis, Roland Dumas, Henri Emmanuelli, Joseph Franceschi, Charles Hernu, Pierre Joxe, André Labarrère, Georges Lemoine, Jack Lang.

Ministère Chirac (1986) : Didier Bariani, Alain Devaquet, Georges Fontès, André Rosinot, Christian Bergelin.

Ministère Rocard (1988) : Roland Dumas, Pierre Joxe, André Laignel, Rober Bambuck, Michèle André, Jean Poperen, François Dubin, Olivier Stirn, Jack Lang.

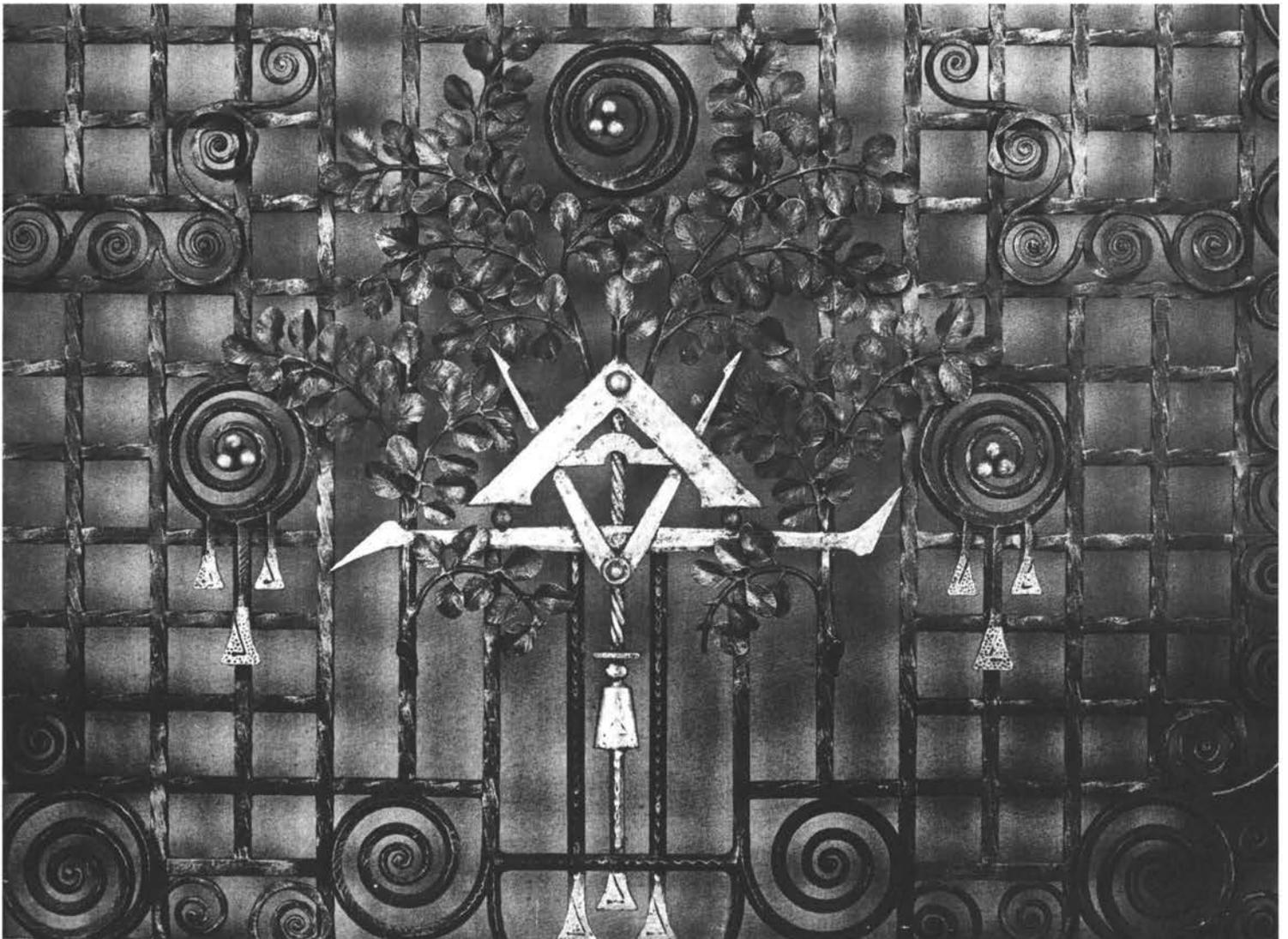


Pierre Mendès France (à gauche).



DE A À Z

LE GUIDE DES FRANCS-MAÇONS EN FRANÇÉ



ABADIE François : directeur commercial. Né le 19 juin 1930 à Lourdes (Hautes-Pyrénées), Président des jeunesses radicales, il fut à partir de 1953 le collaborateur des ministres Paul Devinat, Henri Longchambon, René Billères, Henry Laforest et Edouard Ramonet. Elu conseiller général des Hautes-Pyrénées en 1970 et maire de Lourdes en 1973, il fut député, puis sénateur. De 1981 à 1983, il fut dans le cabinet Mauroy secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

Il fut vénérable de « L'Internationale », loge parisienne du Grand Orient de France. A plusieurs reprises, la presse lui attribua une parenté avec Bernadette Soubirous, la sainte de Lourdes, mais il s'efforça toujours de démentir.

AMADOU Robert : écrivain. Né le 16 février 1924 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine). Il est l'auteur de nombreuses études consacrées à la Franc-Maçonnerie et au Martinisme.

Il fut initié en 1943 à la loge « Alexandrie d'Egypte » qui travaillait clandestinement sous l'occupation allemande.

AMBELAIN Robert : homme de lettres. Né le 2 septembre 1907 à Paris. Auteur de nombreux ouvrages sur la Franc-Maçonnerie, le Martinisme, l'occultisme et l'alchimie.

Il fut initié en 1939 par la loge parisienne « La Jérusalem des Vallées égyptiennes ». Il fut chargé pendant l'occupation allemande de maintenir le Rite de Memphis-Misraïm dont il devait devenir par la suite le grand-maître mondial.



Paul Anxionnaz (au centre). Après lui, le poste ne fut attribué qu'à des socialistes.

Ci-contre : Michèle André, secrétaire d'état aux droits de la femme. Une maçonnerie dans la maçonnerie.

ANDRÉ Michèle : directrice d'un établissement hospitalier. Née le 6 février 1947 à Saint-Jacques-d'Ambour (Puy-de-Dôme). Adjoint au maire de Clermont-Ferrand (1983), elle devint en 1988 secrétaire d'Etat aux droits de la femme. Membre de la Grande Loge Féminine de France.

ANXIONNAZ Paul : ingénieur. Né le 31 décembre 1902 à Aime (Savoie). Fils d'un instituteur et d'une institutrice. Attaché de l'Air à Budapest en 1940, il devint le représentant de la France Libre en Hongrie avant d'être nommé en 1942 chef d'état-major de la France Libre au Moyen-Orient. Après avoir siégé dans les Assemblées consultatives provisoires d'Alger et de Paris, il fut élu député de la Marne. Secrétaire général du parti républicain radical et radical-socialiste, il fut secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine) dans le cabinet Guy Mollet de 1956.

Il avait été initié en 1926 à la loge parisienne « Shakespeare ». Il fut élu grand-maître du Grand Orient de France en 1964 et en 1966. Il fut également lieutenant commandeur du Grand Collège des Rites.

Commandeur de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques. Il fut le dernier grand-maître radical du Grand Orient. Après lui, le poste ne fut attribué qu'à des socialistes.

BAC Henry : archéologue. Né le 17 mars 1900 à Paris. Fils d'un notaire, descendant de l'avocat et homme politique Théodore Bac, l'un des défenseurs de Madame Lafarge. Après avoir accompli plusieurs missions au Chili, au Pérou et en Argentine, il créa en 1934 l'Institut national des journalistes, et en 1979 l'Institut international des sciences humaines. Il est membre du Grand Orient de France.

BAGNIS Raymond : médecin. Né le 17 mai à 1932 à Nice (Alpes-Maritimes). Fils d'un contrôleur des tramways. Après avoir exercé en Mauritanie, aux Iles Tuamotu et aux Gambiers, il devint en 1967 à Papeete le médecin-chef de l'unité d'océanographie médicale à l'Institut Louis-Malardé. Il a publié plusieurs études sur les fonds marins du Pacifique. Après avoir été vénérable de la loge de Papeete, il fut élu membre du conseil de l'Ordre du Grand Orient de France. Chevalier de l'Ordre national du Mérite et chevalier des Palmes académiques.

BAMBUCK Roger : sportif. Né le 22 novembre 1945 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Fils d'un transitaire en douane. Il fut entre 1965 et 1968 champion de France du 100 mètres et du 200 mètres,



Roger Bambuck. Une carrière boomerang ?

champion d'Europe du 200 mètres et du 4 fois 100 mètres, puis recordman de France co-recordman d'Europe au 100 mètres. Il était depuis 1984 directeur du service des sports à la mairie d'Epina-sur-Seine lorsque lui fut confié en 1988 le poste de secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports dans le cabinet de Michel Rocard.

Membre de la Grande Loge de France, il est officier de l'Ordre national du Mérite.



Michel Barat. Soixante-huitard et philosophe. Le plus jeune Grand maître de l'histoire de la GLF.

BARAT Michel : professeur de philosophie. Né en 1948. Docteur es-lettres, traducteur et essayiste, il fut initié à Paris en 1970. Il fut élu le 24 juin 1990 Grand Maître de la Grande Loge de France, devenant ainsi le plus jeune Grand Maître qu'ait jamais eu la Franc-Maçonnerie française.

Auteur d'une étude sur le « vocabulaire des ennemis de la Commune ».

BARIANI Didier : homme politique. Né le 16 octobre 1943 à Bellerive (Allier). Fils d'un ancien secrétaire général administratif de l'Assemblée de l'Union française. Après avoir travaillé de 1969 à 1974 pour le Centre National du Patronat Français, il devint en 1977 secrétaire général et en 1979 président du parti radical. Membre du bureau politique de l'Union pour la démocratie française, il fut élu député de Paris en 1978 et devint maire du XX^e arrondissement en 1983. Il était député de la Seine-Saint-Denis quand il se vit confier en 1986 le portefeuille de secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères.

Membre de la Grande Loge Nationale Française (Neuilly).

BARRUCAND Pierre : maître de recherche. Né le 6 septembre 1919 à Paris, fils d'un journaliste. Il est le descendant du socialiste utopiste qui inventa la théorie du pain gratuit. Chercheur scientifique, il est spécialisé en biologie et en mathématiques. Il a fait paraître en 1978 un ouvrage consacré aux « Sociétés secrètes ». Après avoir été aux côtés de Charles Hernu l'un des fondateurs du club des Jacobins, il se rallia à la tendance la plus modérée du parti radical.

Initié en 1950 par la loge du Grand Orient de France « La France Amitié », il est le vénérable d'honneur de la loge parisienne « Théléma » au sein de la Grande Loge de France.

BAYARD Jean-Pierre : ingénieur et écrivain (de son véritable nom Jean Bajard). Né le 7 février 1920 à Asnières (Seine). Fils d'un ingénieur. Parmi les nombreux ouvrages ésotériques parus sous sa signature, il faut citer : « Le Symbolisme maçonnique traditionnel » (1974). « Le Symbolisme de la Rose-Croix » (1975), « La Spiritualité de la Franc-Maçonnerie » (1982).

Membre de la Grande Loge de France, il fut même du Suprême Conseil de France du Rite Ecossais Ancien et Accepté.

Officier de l'Ordre national du Mérite.

BEAUCHAMP Georges : de son véritable nom Georges Rosenfeld. Né le 14 avril 1917 à Paris. Il a fait toute sa carrière en suivant fidèlement François Mitterrand depuis leurs années communes au Quartier Latin. Il fut président de la Confédération internationale des déportés du travail. Sous la IV^e République, il fut membre de tous les cabinets ministériels de Mitterrand et fut secrétaire général de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance. Il devint ensuite dans les années 60 l'un des principaux dirigeants de la Convention des institutions Républicains. Passé au parti socialiste, il en présida la commission de contrôle financier. Devenu vice-président du Conseil économique et social, il fut désigné pour siéger au conseil d'administration de la Compagnie Air-France et au conseil d'administration de la Radio de la France d'Outre-mer. Dans un ouvrage intitulé « La Rosenclature » paru en février 1990 le journaliste Gérard Streiff affirme que Georges Beauchamp s'occupe pour l'Elysée du choix des « personnalités qualifiées » appelées à siéger au Conseil économique et social.

Membre du Grand Orient de France.

BEDOSSA Adrien : biologiste. Né le 18 septembre 1936 à Souk-el-Khemis (Tunisie). Fils d'un agriculteur. Président depuis 1977 de l'union des biologistes de France, il est également vice-président de l'Union nationale des professions libérales et fut de 1983 à 1989 adjoint au maire du XIV^e arrondissement de Paris. Il fut élu conseiller de Paris en 1989.

Membre du Grand Orient de France, il préside la Fra-

ternelle des radicaux francs-maçons, et s'efforce à ce titre de reconstituer l'unité du radicalisme. Chevalier de la Légion d'honneur.

BEHAR Serge : médecin et homme de lettres. Il fut élu en 1975 Grand Maître du Grand Orient de France.

BENOIT Jean-Paul : administrateur civil. Né le 28 septembre 1937 à Marennes (Charente-Maritime). Fils d'un professeur. A partir de 1959, il occupa divers postes dans l'administration préfectorale. Entre 1974 et 1982, il fut le collaborateur des ministres Pierre Abelin, André Rossi et Jean-Pierre Prouteau. En 1989, il fut élu au Parlement européen.

Membre du Grand Orient de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques.

Didier Barani (à gauche) Maçon et radical, il doit sa carrière à Jacques Chirac.





Christian Bergelin. Initié à la loge des « Cœurs unis », ce député RPR pratique aussi la pêche aux voix.

BERGELIN Christian : directeur de société. Né le 15 avril 1945 à Gray (Haute-Saône). Fils d'un transporteur. Après avoir été inspecteur des impôts à Paris pendant six ans, il prit en 1972 la succession de son père à la tête de l'entreprise familiale. Elu en 1981 député R.P.R. de la Haute-Saône, il devint en 1986 secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

Membre de la loge du Grand Orient de France « Les Cœurs Unis » à Vesoul.

BERNARD Raymond : ancien officier d'artillerie. Né le 19 mai 1923 à Bourg-d'Oisans (Isère). Il a fait paraître en 1970 un ouvrage intitulé « Les Maisons secrètes de la Rose-Croix ».

Initié en 1955 à Rome, il fut membre de la Grande Loge Nationale Française-Opéra, puis membre de la Grande loge de France. De 1959 à 1977, il fut grand-maître de l'Ordre rosicrucien Amorc pour les pays de langue française. Son fils Christian Bernard lui a succédé dans cette charge.

Commandeur de l'Ordre national du Mérite.

BLUM Claude : conseiller juridique et fiscal. Né le 16 mars 1910 à Strasbourg (Bas-Rhin). Fils d'un industriel. Il fut conseiller municipal de Saint-Ouen de 1958 à 1978.

Membre de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite.

BONIFAY Charles : économiste. Né le 19 juillet 1919 à Marseille. De 1971 à 1977, il fut

conseiller municipal socialiste de Marseille. Conseiller général des Bouches-du-Rhône de 1967 à 1979, il devint sénateur en septembre 1980. Depuis 1989, il est adjoint au maire d'Aix-en-Provence.

Membre du Grand Orient de France, il fut élu en 1986 président de la Fraternelle des parlementaires francs-maçons.

Officier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite.

BONGO Omar : homme politique. Né le 30 décembre 1935 à Lewai (Gabon). Fils d'un chef de village. Après avoir servi dans l'armée de l'Air, il devint ministre de l'Information et du Tourisme en 1963, puis ministre de la Défense nationale en 1964. Il occupa encore plusieurs charges ministérielles avant d'accéder en novembre 1967 au poste de président de la République gabonaise.



Omar Bongo (à gauche).
Si l'étoile du président gabonais a un peu pâli, il conserve néanmoins de nombreuses amitiés en France.

Initié au sein de la Grande loge de France, il devint en 1976 haut dignitaire de la Grande Loge Nationale Française (Neuilley).

Grand Croix de la Légion d'honneur et grand croix de l'Ordre national du Mérite.

BONGRAND Michel : conseil en communication. Né le 30 décembre 1921 à Colombes (Seine). Fils d'un ingénieur-conseil. Après avoir fait toute sa carrière dans la publicité, il devint le spécialiste du marketing politique.

Membre du Grand Orient de France.

Officier de la Légion d'honneur.

BONNEMAISON Gilbert : dessinateur industriel. Né le 21 juin 1930 à Paris. Fils d'un garde républicain. Maire d'Épinay-sur-Seine depuis 1967, il fut élu conseiller général du département de la Seine-Saint-Denis en 1973 et député socialiste en 1981. Il devint en 1988 questeur de l'Assemblée nationale.

Membre du Grand Orient de France.
Chevalier des Palmes académiques.

BOURNAZEL Alain : administrateur civil. Né le 3 juin 1941 à Béziers (Hérault). Fils d'un commerçant. Enarque, administrateur civil hors classe, il fut conseiller général de la Dordogne de 1974 à 1988, maire de Domme depuis 1989, vice-président du Conseil régional d'Aquitaine. Secrétaire général du Cercle Périclès, il fit paraître en 1978 un ouvrage intitulé « La gauche n'aura jamais le pouvoir ».

Membre de la Grande Loge de France.

BOUTBIEN Léon : médecin. Né le 25 février 1915 à Paris. Fils d'un officier de la marine marchande. Ancien déporté, il est aujourd'hui le vice-président du Conseil d'action de la résistance. Il fut membre du bureau du parti socialiste, conseiller de l'Union française, député de l'Indre jusqu'en 1955. Il fut ensuite de 1971 à 1979 le président du mouvement Présence socialiste. Il fit paraître en 1981 un ouvrage intitulé « Illusions socialistes ».

Membre du Grand Orient de France.

Grand officier de la Légion d'honneur, Grand-croix de l'Ordre national du Mérite.

BRACQUE Pierre : directeur de relations publiques. Né le 17 juin 1941 à Blaincourt-les-Précy (Oise). Fils d'un agriculteur. Il devint en 1978 secrétaire national du Mouvement des Radicaux de gauche, puis il fut de 1980 à 1986 le directeur du cabinet du médiateur Robert Fabre. Membre du Conseil Economique et Social depuis 1979, président du club Synthèse Républicaine depuis 1982, il fut nommé en 1986 secrétaire général de la Mission du bicentenaire de la Révolution française.

Membre du Grand Orient de France.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

BRENGUES Jacques : universitaire. Né le 4 juillet 1928 à Paris. Fils d'un employé de banque. Il collabora en 1981 à l'ouvrage « Les Francs-Maçons en France » et en 1987 au « Dictionnaire de la Franc-Maçonnerie ».

BROUSSE Pierre : membre du Conseil d'Etat. Né le 30 septembre 1926 à Limoges (Haute-Vienne). Fils d'un cadre de banque. Président des étudiants radicaux, puis président des Jeunesses radicales-socialistes, il devint en 1960 secrétaire général du parti radical-socialiste, puis président en 1971. Délégué général de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste, il fut élu sénateur de l'Hérault en 1968, maire

de Béziers en 1967 avant de se voir confier en 1976 au sein du cabinet de Raymond Barre le portefeuille de ministre du Commerce et de l'Artisanat.

En 1977, il devint conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Membre du Grand Orient de France, il a cessé depuis plusieurs années tout activité maçonnique.

Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.



Henri Caillavet,
(à droite, une fois n'est pas coutume).
Libre-penseur et anticlérical, maçon jusqu'à la caricature.

BRUTELLE-DUBA Janette : cadre politique (de son véritable nom Janette Duba). Née le 17 février 1929 à Bizanet (Aude). Fille d'un officier de gendarmerie. Après avoir été institutrice, elle fut la collaboratrice de Guy Mollet et occupa divers postes à la direction du parti socialiste. Fondatrice en 1963 et présidente du club Louise-Michel, elle est depuis 1988 chargée de mission auprès du président du Sénat.

Membre de la Grande loge Féminine de France.

Chevalier de la Légion d'honneur.

CAILLAVET Henri : avocat. Né le 13 février 1914 à Agen (Lot-et-Garonne). Fils d'un négociant. Elu député radical du Lot-et-Garonne en 1946, il fut secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer en 1953, puis aux Affaires Economiques et enfin à la Marine dans le cabinet Mendès-France de 1954-1955. Sénateur de 1967 à 1983, il fut élu au Parlement européen en 1972.

Il fut initié en 1935 au sein du Grand Orient de France à la loge de Toulouse « Les Vrais Amis Réunis ». Membre de la loge de Neuilly-sur-Seine « La Lumière », il a par la suite accédé au 33° degré.

Il présida longtemps la Fraternelle des parlementaires francs-maçons.

Pendant l'occupation allemande, il avait été mis en état d'arrestation en même temps que son père et son frère en raison de son appartenance maçonnique.

CAMPION Léo : chansonnier. Né le 24 mars 1905 à Paris. Fils d'un comptable. Auteur de plusieurs ouvrages d'histoire maçonnique.

Membre du Grand Orient, puis de la Grande Loge de France.

CARIES Francois : président de banque. Né le 27 août 1927 à Montpellier (Hérault). Fils d'un propriétaire. Inspecteur des Finances, il fut le collaborateur des ministres Georges Gorse et Raymond Triboulet. Il est actuellement président-directeur général de la Compagnie financière de crédit industriel et commercial. Membre de la Grande loge Nationale Française (Neuilly), il doit au fait d'être apparenté par son épouse au réalisateur Serge Moati d'avoir été longuement interviewé dans les deux émissions télévisées « Voyage au pays des francs-maçons ». Chevalier de la légion d'honneur.

CATESSON Claude : administrateur de sociétés. Né le 30 avril 1930 à Lille (Nord). Fils d'un officier. Adjoint au maire de Lille depuis 1971 et secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche depuis 1975, conseiller régional du Nord depuis 1977, il fut nommé en 1986 par le gouvernement président de la Caisse nationale de l'Industrie.

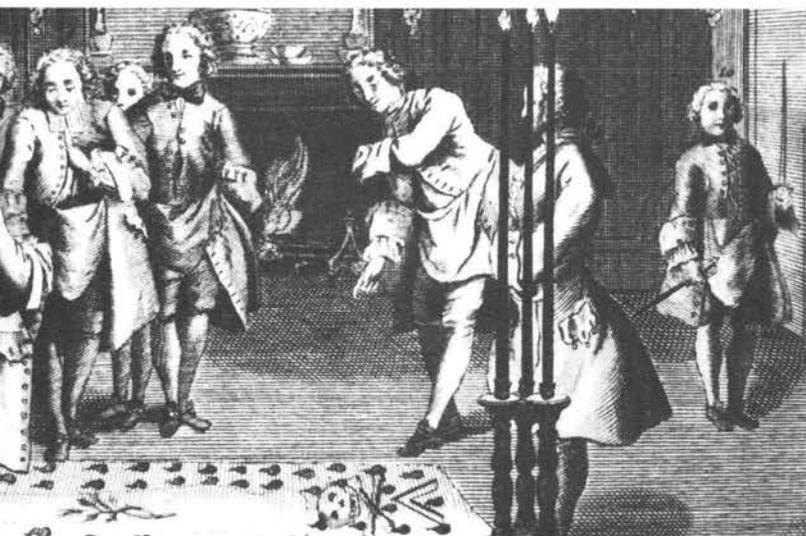
Membre de la Grande Loge de France.

CATHALA Laurent : infirmier. Né le 21 septembre 1945 à Saint-Jean-de-Barrou (Aude). Fils d'un viticulteur. Conseiller général du Val-de-Marne et conseiller régional depuis 1976, il fut élu maire de Créteil en 1977. En 1981, il devint député socialiste.

Membre du Grand Orient de France.

CATOIRE Gilles : universitaire. Né le 3 mars 1949 à Meulan (Seine-et-Oise). Fils d'un cadre de la Régie Renault. Après avoir été conseiller technique au cabinet de Luis Mexandeau, ministre des P.T.T., il devint en 1985 maire de Clichy, succédant à Jacques Delors qui venait de démissionner. Il fut élu en 1988 conseiller général du département des Hauts-de-Seine.

Membre du Grand Orient de France.



CELLARD André : avocat. Né le 19 mars 1921 à Rabat (Maroc). Fils d'un mécanicien. Président de la commission de politique générale du parti radical-socialiste à partir de 1960, puis premier secrétaire général adjoint de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste, il siégea de 1969 à 1973 au comité directeur du parti socialiste. Elu député socialiste du Gers en 1978, il devint en 1981 secrétaire d'Etat à l'Agriculture dans le cabinet de Pierre Mauroy. Chargé de mission à la présidence de la République à partir de 1983, il fut ensuite président de la Compagnie nationale du Rhône.

Il fut le vénérable d'une loge parisienne de la Grande Loge de France. « L'Union des Peuples », Chevalier de la Légion d'honneur.

CERBU Marcel : directeur de société. Né le 21 novembre 1908 à Paris. Il fut pendant l'occupation allemande membre de l'état-major du délégué des Forces françaises libres en zone occupée.

Il avait été initié en 1933 à la loge parisienne « La Fidélité », au sein de la Grande Loge de France. Il fut grand secrétaire, puis grand chancelier de la Grande Loge avant de rallier en 1965 la Grande Loge Nationale Française (Neuilly). Devenu premier assistant du grand-maître de cette obédience, il fut promu membre du Suprême Conseil. Il fit paraître en 1976 un ouvrage intitulé « Le Combat des francs-maçons ».

Commandeur de la Légion d'honneur.

CHABANNES Jacques : homme de lettres. Né le 13 octobre 1900 à Bordeaux (Gironde). Fils d'un professeur. Surtout connu comme réalisateur d'émissions de radio. Initié au sein de la Grande Loge de France, il fut secrétaire de la loge parisienne « Les Amitiés Internationales » mais il renonça à la Libération de 1944 à toute activité maçonnique.

Commandeur de la Légion d'honneur.

CHAMPEIX Marcel : homme politique. Né le 31 mars 1902 à Masseret (Corrèze). Fils d'un négociant. Déporté en Allemagne au titre de la Résistance, il siégea dans les deux Assemblées nationales constituantes de 1945 et 1946. Sénateur socialiste de la Corrèze de 1946 à 1980, il fut secrétaire d'Etat aux Affaires algériennes dans le cabinet Guy Mollet de 1956 puis secrétaire d'Etat à l'Algérie dans le cabinet Bourges-Maunoury de 1957. Il présida par la suite le groupe socialiste du Sénat et fut vice-président du Conseil régional du Limousin.

Membre du Grand Orient de France.

Commandeur de la Légion d'honneur.

CHANFRAULT Guy : médecin. Né le 3 septembre 1924 à Saint-Dizier (Haute-Marne). Fils d'un menuisier. Membre du comité directeur du parti socialiste depuis 1973 et maire de Saint-Dizier depuis 1989, il est député de la Haute-Marne depuis 1981.

Membre du Grand Orient de France.



Etienne Dailly.
*Une carrière politique médiocre.
 Des affaires prospères.*

CHARBONNIAUD Claude : préfet. Né le 22 janvier 1925 à Limoges (Haute-Vienne). Fils d'un commerçant. Après avoir occupé divers postes dans l'administration préfectorale et avoir été le collaborateur de plusieurs ministres, il fut de 1978 à 1981 haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie, chasse gardée de la franc-maçonnerie. Il présida par la suite la Chambre régionale des Comptes de la Corse, puis celle de Provence-Côte d'Azur Haut dignitaire de la Grande Loge Nationale Française (Neuilly).

Officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

CHERRIER Lionel : ingénieur. Né le 17 novembre 1929 à Nakéty-Canala (Nouvelle-Calédonie). Il fut sénateur de la Nouvelle-Calédonie de 1974 à 1983.

Initié au sein de la Grande Loge de France par la loge de Nouméa « La Fraternité Australe ». Elu giscardien, il a évolué vers l'indépendantisme.

CHIPOT Roger : expert financier. Né le 24 juin 1922 à Neuilly (Seine). Fils d'un industriel. Administrateur de diverses sociétés, il fut l'un des proches collaborateurs de François Mitterrand et fut le trésorier de sa campagne présidentielle de 1965. Il fut nommé en 1983 membre de la section des finances du Conseil économique et social.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite. Membre de la Grande Loge de France.

COLLAVERI François : préfet. Né le 24 septembre 1900 à Marseillé (Bouches-du-Rhône). Fils d'un fonctionnaire. Employé avant la guerre dans les services administratifs de la Grande Loge de France, il entra en 1944 dans l'administration préfectorale. En 1963, il devint président de la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et notamment d'une étude sur « La Franc-Maçonnerie des Bonaparte » parue en 1982.

Commandeur de la Légion d'honneur.

CROZEMARIE Jacques : ingénieur. Né le 7 octobre 1925 à Paris. Fils d'un industriel. Il est depuis 1962 le président-fondateur de l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer.

Membre de la Grande Loge Nationale Française (Neuilly), puis membre de la Grande Loge de France.

Officier de la Légion d'honneur.

CUPFER Guy : avocat. Né le 9 avril 1908 à Paris. Fils d'un diamantaire. Après avoir été au lendemain de la Libération de 1944 l'un des dirigeants de la Fédération de la presse, il devint en 1947 avocat à Chartres. Il fut député radical-socialiste d'Eure-et-Loir de 1956 à 1959.

Membre de la Grande Loge de France.

Commandeur de la Légion d'Honneur et commandeur des Palmes académiques.

DAILLY Etienne : exploitant agricole. Né le 4 janvier 1918 à Paris. Fils d'un administrateur du Crédit Foncier de France. Sénateur (gauche démocratique) de Seine-et-Marne depuis 1959, il fut président du Sénat par intérim en 1974. Il devint en 1983 premier vice-président du parti radical.

Membre de la Grande Loge Nationale Française (Neuilly).

Officier de la Légion d'honneur.

DARGET Claude : de son véritable nom Christian Savarit : journaliste. Né le 26 janvier 1910 à Paris. Fils d'un journaliste. Il débuta à la radio en 1934 et fut présentateur et commentateur à la télévision à partir de 1945.

Il fut initié par une loge parisienne de la Grande Loge de France.

DASSAULT Olivier : directeur de société, compositeur de musique. Né le 1^{er} juin 1951 à Boulogne-Billancourt (Seine). Fils d'un administrateur de sociétés. Il occupa divers postes dans les sociétés industrielles de son grand-père avant d'être élu conseiller de Paris en 1978. Il fut un peu plus tard élu député R.P.R. de Paris.

Initié au sein de la Grande Loge de France par la loge parisienne « La Nouvelle Jérusalem ».

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.



Olivier Dassault (à droite).
Il a succédé à son grand-père dans l'Oise.

Pierre Mauroy comme député socialiste du Nord lorsque ce dernier devint Premier ministre en 1981.

Membre du Grand Orient de France.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

DECHARTRE Philippe : de son véritable nom Jean Duprat-Geneau : producteur de spectacles. Né le 14 février 1919 à Truong-Thi (Annam). Fils d'un inspecteur général des chemins de fer de l'Indochine. Après avoir siégé en 1944 à l'Assemblée nationale consultative, il devint en 1968 secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement. Elu un peu plus tard député gaulliste de la Charente-Maritime, il fut en 1969 secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail. A partir de 1976, il siégea au comité central du R.P.R. et en devint le secrétaire général adjoint en 1978.

Initié en 1946, il fut véritable de la loge « Pharo » du Grand Orient de France. Officier de la Légion d'hon-



Serge Dassault (à droite)
dialogue avec Charles Henu et Edwige Avice.
Des amitiés partout.

DASSAULT Serge : ingénieur, président de sociétés. Né le 4 avril 1925 à Paris. Fils du constructeur d'avions Marcel Dassault. Dirigeant des sociétés industrielles créées par son père, il fut élu en 1983 conseiller municipal de Corbeil-Essonnes, et en 1988 conseiller général du département de l'Essonne.

Membre du Grand Orient de France.

Officier de la Légion d'honneur.

DASSONVILLE Pierre : fonctionnaire. Né le 10 mai 1928 à Lille (Nord). Fils d'un menuisier. Directeur départemental adjoint des Postes, il devint adjoint au maire de Lille en 1973 et remplaça

neur, Grand Officier de l'Ordre National du Mérite.

DECOLLOGNE Roger : administrateur civil. Né le 24 septembre 1918 à Bourges (Cher). Fils d'un expert-comptable. Il fit toute sa carrière au ministère de l'Education nationale et fut un dirigeant du parti radical-socialiste.

Membre du Grand Orient de France.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite, Officier des Palmes académiques.

DELELIS André : représentant de commerce. Né le 23 mai 1924 à Cauchy-la-Tour

(Pas-de-Calais). Fils d'un secrétaire de mairie. Maire de Lens à partir de 1966 et député socialiste du Pas-de-Calais à partir de 1967, il fut ministre du Commerce et de l'Artisanat de 1981 à 1983. Il devint ensuite sénateur.

Membre de la Grande Loge de France.

DELPORTE Marcel : administrateur de sociétés. Né le 10 décembre 1921 à Arpajon-sur-Cère (Cantal). Fils d'un commerçant. Il débuta comme fonctionnaire avant de devenir en 1954 le chef-adjoint du cabinet de Pierre Mendès-France. Après un court passage dans l'administration préfectorale, il fut P.D.G. de diverses sociétés industrielles.

Membre du Grand Orient de France.

Chevalier de la Légion d'honneur.

DEVAQUET Alain : universitaire. Né le 4 octobre 1942 à Raon-l'Étape (Vosges). Professeur d'université, il fut élu en 1978 député R.P.R. de Paris. Maire du XI^e arrondissement de Paris, il devint en 1986 ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Membre de la Grande Loge de France, il fut vénérable d'une loge parisienne.

Chevalier de la Légion d'honneur.

DIAZ Manuel : industriel. Né le 10 novembre 1924 à Abres (Espagne). Fils d'un professeur. Président et administrateur de plusieurs sociétés industrielles, il fut désigné en 1972 pour siéger à la commission de l'expansion extérieure et de la coopération au Conseil économique et social. De 1977 à 1983 il fut maire de Millau. Il devint ensuite adjoint au maire de Paris.

Membre du Grand Orient de France.

Officier de la Légion d'honneur.

DORNÈS Yvonne : administrateur de société. Née le 19 avril 1910 à Paris. Fille d'un

conseiller-maître à la Cour des comptes. Présidente d'honneur de la Cinémathèque française, elle fut grand maître de la Grande Loge Féminine de France de 1977 à 1980.

Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite.

DOUBIN François : administrateur civil. Né le 23 avril 1933 à Paris. Fils d'un industriel. Enarque, il quitta l'administration et occupa successivement plusieurs postes importants à la direction de la Régie Renault. Il en était le secrétaire général lorsqu'il devint en 1985 président du Mouvement des radicaux de gauche. En 1988, il fut promu ministre chargé du Commerce et de l'Artisanat.

Membre de la Grande Loge de France.

DREUX Philippe : journaliste. Né le 14 juin 1929 à Paris. Fils d'un journaliste. Il dirigea pendant plusieurs années le département presse-information de la Snecma. Il fut pendant douze ans conseiller municipal de Chambord.

Membre de la Grande Loge de France.

DROM André : journaliste. Né le 11 novembre 1921 à Paris. Il fut le collaborateur de « Franc-Tireur » et de « Paris-Jour » avant de devenir attaché de direction à la « Vie des Métiers ».

Dignitaire du Grand Orient de France, il fut le rédacteur en chef d'« Humanisme », la revue de l'obédience.

DUKATEL Paul : industriel. Né le 25 mai 1929 à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais). Fils d'un industriel. Il a succédé à son père à la tête de la société de canalisations et de grands travaux.

Membre de la Grande Loge de France.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.



Alain Devaquet (à droite) avec Isabelle Thomas. Désarçonné par les émeutes étudiantes en 1986. Il ne s'est pas remis de sa chute.



Roland Dumas. Au faite des honneurs, il ne dort que d'un œil.

DUMAS Roland : avocat. Né le 23 août 1922 à Limoges (Haute-Vienne). Fils d'un fonctionnaire qui fut fusillé en 1944 par les Allemands. Successivement député de la Haute-Vienne, de la Corrèze puis de la Dordogne, il devint en 1968 vice-président de l'Assemblée nationale. Il fut ministre des Affaires européennes en 1983 et ministre des Affaires étrangères à partir de 1988.

Il fut successivement membre des loges de Limoges et de Périgueux du Grand Orient de France.

Chevalier de la Légion d'honneur.

DUMONT Georges : médecin. Né le 5 août 1914 à Paris. Fils d'un médecin. Il fut de 1955 à 1979 chef de laboratoire à la Préfecture de la Seine.

Il fut grand-maître adjoint du Grand Orient de France.

Officier de l'Ordre national du Mérite.

DUPUYDAUBY Jacques : administrateur de société. Né le 16 août 1946 à Montmorillon (Vienne). Fils d'un ingénieur. Après avoir siégé à la commission des économies régionales et de l'aménagement du territoire du Conseil économique et social, il fut vice-président du groupe Bouygues. Membre de la commission économique du Conseil national du patronat français, il est depuis 1987 président du conseil national des communautés portuaires.

Il fut vénérable d'une loge parisienne du Grand Orient de France.

Officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques.

EELSEN Pierre : directeur de société. Né le 12 juillet 1933 à Montmorency (Seine-et-Oise). Fils d'un employé de commerce. Délégué général de la Régie Renault, il siégea au Conseil économique et social de 1982 à 1984. Il devint ensuite président directeur général de la compagnie aérienne Air-Inter.

Membre de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

EMMANUELLI Henri : directeur de banque. Né le 31 mai 1945 aux Eaux-Bonnes (Pyrénées-Atlantiques). Fils d'un électricien. Il était directeur adjoint à la Compagnie financière de banque lorsqu'il fut élu en 1978 député socialiste des Landes. Il devint en 1981 secrétaire d'Etat aux Départements et Territoires d'Outre-mer, et en 1983 secrétaire d'Etat aux Budget. En 1988, il fut désigné comme secrétaire national du parti socialiste chargé de la coordination et de la trésorerie.

Il fut initié par une loge parisienne de la Grande Loge de France.

ESCUTIA Manuel : ingénieur. Né le 21 août 1937 à Valence (Espagne). Fils d'un ouvrier. Député socialiste de Paris de 1981 à 1986, il fut nommé en 1986 président de la Caisse nationale des banques.

Membre du Grand Orient de France.

ESTINGOY Henry : responsable d'organismes professionnels. Né le 9 octobre 1921 à

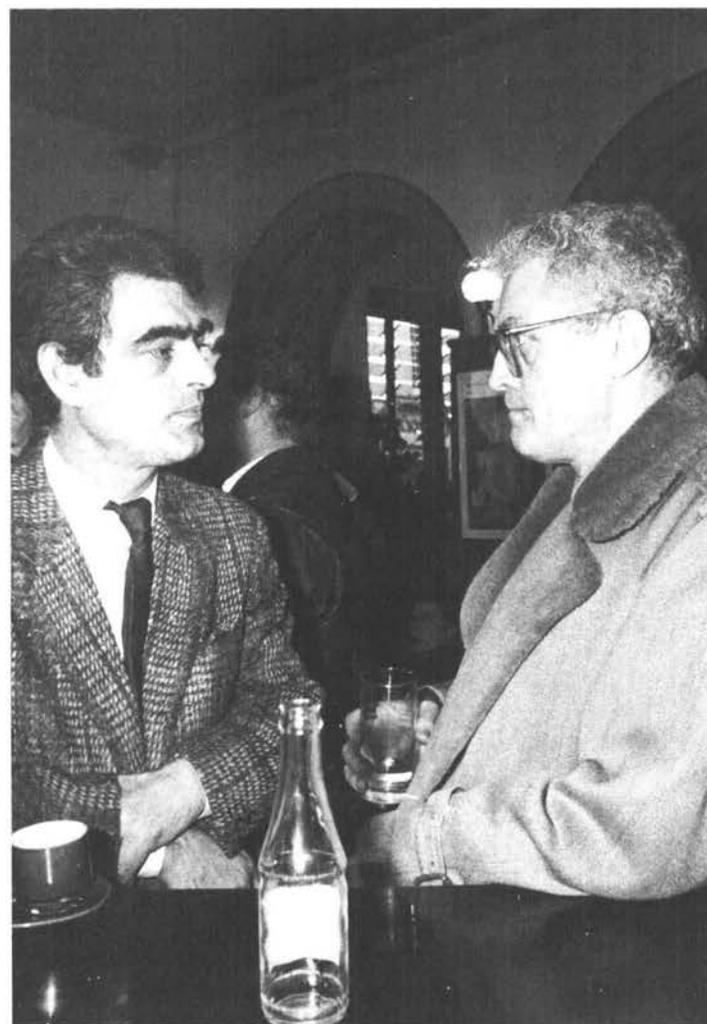
Bordeaux (Gironde). Fils d'un administrateur de société. Après avoir été de 1970 à 1978 directeur général de l'Institut national de la consommation, il fut appelé à siéger au Conseil économique et social, puis au Conseil national de la consommation. Membre du Grand Orient de France. Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

FAUCHER Jean-André : journaliste et homme de lettres. Né le 19 octobre 1921 à Clichy (Hauts-de-Seine). Journaliste professionnel, il devint en 1979 membre correspondant de l'Académie des Sciences de Rome et fut appelé en 1984 à siéger à la section des relations extérieures du Conseil économique et social. Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels « Histoire de la Franc-Maçonnerie en France (1968) », « Histoire de la Grande Loge de France » (1981), « Dictionnaire Maçonnique » (1981), « Les Francs-Maçons et le pouvoir » (1986), « Dictionnaire historique des francs-maçons » (1988).

Il fut grand chancelier et grand secrétaire de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques.

FLORIAN Roland : cadre commercial. Né le 9 janvier 1924 à Nanterre (Hauts-de-Seine). Il



Henri Emmanuelli (à gauche). La tradition laïque du PS.

appartint successivement au bureau national du P.S.U., puis au comité directeur du parti socialiste. Il fut élu député de l'Oise en 1978.

Membre du Grand Orient de France.

FONTÈS Georges : cadre de la Sécurité sociale. Né le 5 septembre 1924 à Béziers (Hérault). Fils d'un chauffeur. Maire de Béziers de 1983 à 1989, il devint député R.P.R. de l'Hérault en 1986. Il fut promu un peu plus tard secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants.

Il avait été grand-maître adjoint du Grand Orient de France.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.



Georges Fontès (à gauche). Dialogue œcuménique avec l'évêque de Verdun.

FORNI Raymond : avocat. Né en 1941 à Belfort. Il fut élu député socialiste du Territoire de Belfort en 1973, puis député européen en 1978. Membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle en 1985 et 1986, devint député en 1988. Membre du Grand Orient de France.

FRÈCHE Georges : universitaire. Né le 9 juillet 1938 à Puylaurens (Tarn). Fils d'un officier. Il était professeur à la Faculté de droit et de sciences économiques lorsqu'il fut élu député socialiste de l'Hérault en 1973. En 1977, il devint maire de Montpellier.

Membre du Grand Orient de France.

GABRIEL Jean-Claude : directeur de banque. Né le 5 janvier 1926 à Romilly-sur-Seine (Aube). Fils d'un directeur d'école. Il fut successivement le directeur de la Banque nordique de commerce puis de la Manufacturers Hanover Banque Nordique.

Il fut grand secrétaire de la Grande Loge de France. Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

GARET Etienne : directeur de publications. Né le 26 décembre 1925 à Stainville (Meuse). Fils d'un percepteur. A partir de 1952 Il créa et dirigea plusieurs publications médicales. Il est président du Syndicat national des petites et moyennes entreprises de presse.

Membre du Grand Orient de France.

GARGAR Marcel : inspecteur des impôts. Né le 19 juillet 1911 à Pointre-à-Pître (Guadeloupe). Elu sénateur de la Guadeloupe en 1968, il s'apparenta au groupe communiste.

Il avait été, au sein du Grand Orient de la France, vénérable de la loge de Pointe-à-Pître « Les Disciples d'Hiram ».

GASPARD Françoise : enseignante. Née le 7 juin 1945 à Dreux (Eure-et-Loir). Enarque, elle fut maire socialiste de Dreux de 1977 à 1983 puis député de l'Eure-et-Loir de 1981 à 1988. Elle est par ailleurs depuis 1978 conseillère au tribunal administratif de Versailles.

Membre de la Grande Loge Féminine de France.

GERMAIN Hubert : homme politique. Né le 6 août 1920 à Paris. Fils d'un général. Il fut élu député R.P.R. de Paris entre 1962 et 1973. Il fut ministre des Postes et des Télécommunications en 1972 et ministre chargé des Relations avec le Parlement en 1974.

Il fut initié par une loge parisienne de la Grande Loge de France.

Commandeur de la Légion d'honneur et compagnon de la Libération.

GERNEZ Raymond : journaliste. Né le 27 novembre 1906 à Avesnes-les-Aubert (Nord). Fils d'un teinturier. Membre des deux Assemblées constituantes de 1945 et 1946, il fut député socialiste du Nord de 1958 à 1973.

Membre du Grand Orient de France.

*Françoise Gaspard sous l'œil de Michel Rocard.
Enarque et maçon.*



Officier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques.

GOEAU-BRISSESONNIERE

Jean-Yves : avocat. Né le 7 juin 1926 à Paris. Fils d'un avocat. Il fut entre 1956 et 1984 le collaborateur de plusieurs ministres. De 1966 à 1968, il fut le secrétaire général pour le Loiret de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste.

Grand-maître adjoint de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques.

GOEAU-BRISSESONNIERE

Liliane : chargée de relations publiques. Née le 16 novembre 1929 à Bruxelles (Belgique). Fille de l'industriel Joseph Rozenfeld. Elle devint en 1988 présidente du Conseil national de la fédération française de l'Ordre maçonnique Le Droit humain.

GOLDET Cécile : médecin. Née le 15 mars 1914 à Pau (Basses-Pyrénées). Fille de l'officier Lucien Marc. Elle fut sénateur socialiste de Paris de 1979 à 1981. Fondatrice du collège des médecins du Planning familial. Elle fut présidente de la Fraternelle des parlementaires francs-maçons.

GOURDON Alain : magistrat à la Cour des comptes. Né le 16 octobre 1928 à Paris. Fils d'un professeur de lettres. Enarque, il entra à la Cour des comptes en 1952. Il fut administrateur général de la Bibliothèque nationale de 1981 à 1984. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et notamment d'un livre intitulé « Mendès France ou le rêve français » paru en 1977.

Membre du Grand Orient de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

GOURDOT Paul : directeur de société.

Né le 20 août 1930 à Paris. Fils d'un fonctionnaire. Il fut directeur de la Confédération des travailleurs intellectuels de France, secrétaire général du syndicat des classes moyennes et fut élu en 1978, en 1981, 1982 et 1983 grand maître du Grand Orient de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'« Ordre national du Mérite ».

GUT Marie-Josèphe : archiviste paléographe. Née le 7 novembre 1928 à Strasbourg (Bas-Rhin). Fille du général Marcel Bondil. Directeur du service des archives de l'Oise depuis 1961, elle fut de 1984 à 1986 président du conseil national de la Fédération française du Droit humain.

Chevalier des Palmes académiques.

JAQUET Gérard : médecin. Né le 12 janvier 1916 à Malakoff (Seine). Fils d'un contrô-

leur des postes. Elu secrétaire général adjoint du parti socialiste à la libération de 1944, il fut député de 1945 à 1958. Il fut successivement ministre de l'Information (1956), et ministre de la France d'Outre-Mer (1957). Directeur du journal « Le Populaire » de 1962 à 1966, puis secrétaire national du parti socialiste de 1971 à 1975, il fut conseiller d'Etat de 1978 à 1984.

Il présida la Fraternelle Paul-Ramadier, association regroupant les francs-maçons du parti socialiste.

Chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

JOXE Pierre : magistrat à la Cour des comptes. Né le 28 novembre 1934 à Paris. Fils d'un ancien ministre. Enarque, il entra à la Cour des comptes en 1962. Secrétaire général adjoint de la Convention des institutions républicaines en 1970, puis membre du bureau exécutif du parti socialiste en 1971, il fut élu député de Saône-et-Loire en 1973. Il fut successivement ministre de l'Industrie, puis ministre de l'Intérieur.

Membre du Grand Orient de France.

JULIEN A.M. : de son véritable nom Aman Maistre : ancien directeur de théâtre. Né le 24 juillet 1903 à Toulon (Var). Fils d'un musicien. Directeur de plusieurs théâtres, metteur en scène de nombreuses pièces, il présida le syndicat des directeurs de théâtres.

Membre du Grand Orient de France.

Officier de la Légion d'honneur.

JUST Michel de : enseignant. Né en 1934 à Madrid (Espagne). Fils de Julio Just qui fut vice-président de la République espagnole.

Après avoir été grand chancelier de la Grande Loge de France, il fut élu grand-maître en 1978.

Chevalier de la Légion d'honneur.



Michel de Just en tenue de grand appareil. Un Grand maître à éclipses.

Pierre Joxe. Ministre des cultes, il veille sur ses frères.

LABARRÈRE-PAULÉ André : universitaire. Né le 12 janvier 1928 à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Fils d'un commerçant. Député socialiste des Pyrénées-Atlantiques à partir de 1968 et maire de Pau depuis 1971, il fut ministre chargé des Relations avec le Parlement de 1981 à 1986.

Membre du Grand Orient de France.



André Labarrère sous la tente du Grand Architecte.

LABROUSSE Christian : universitaire. Né le 12 janvier 1936 à Asnières (Hauts-de-Seine). Fils d'un directeur de société. Il fut recteur de l'académie de Reims de 1987 à 1989.

Il fut initié par une loge de la Grande Loge de France.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques.

LAFLEUR Jacques : industriel. Né le 20 septembre 1932 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Fils d'un sénateur. Il fut élu député R.P.R. de la Nouvelle-Calédonie en 1978 et devint en 1988 président de la région Sud du territoire.

D'abord membre du Grand Orient de France, il rallia ensuite la Grande Loge Nationale Française (Neuilly), en raison des positions publiquement affichées par le grand-maître Roger Leray dans l'affaire calédonienne.

LAIGNEL André : universitaire. Né en 1942 à Paris. Maire d'Issoudun depuis 1977, il fut élu député socialiste de l'Indre en 1981 et devint secrétaire d'État en 1988 chargé de la Formation professionnelle. Membre de la Grande Loge de France.

LAMIRAULT Philippe : directeur de société. Né le 21 mai 1929 à Luzarches (Val-d'Oise). Fils d'un agriculteur. Il fut directeur commercial de la Régie Renault, puis directeur commercial et des affaires internationales de la Banque Vernes et Commerciale de Paris. Il fut élu en 1967 conseiller général (radical

de gauche) d'Eure-et-Loir.

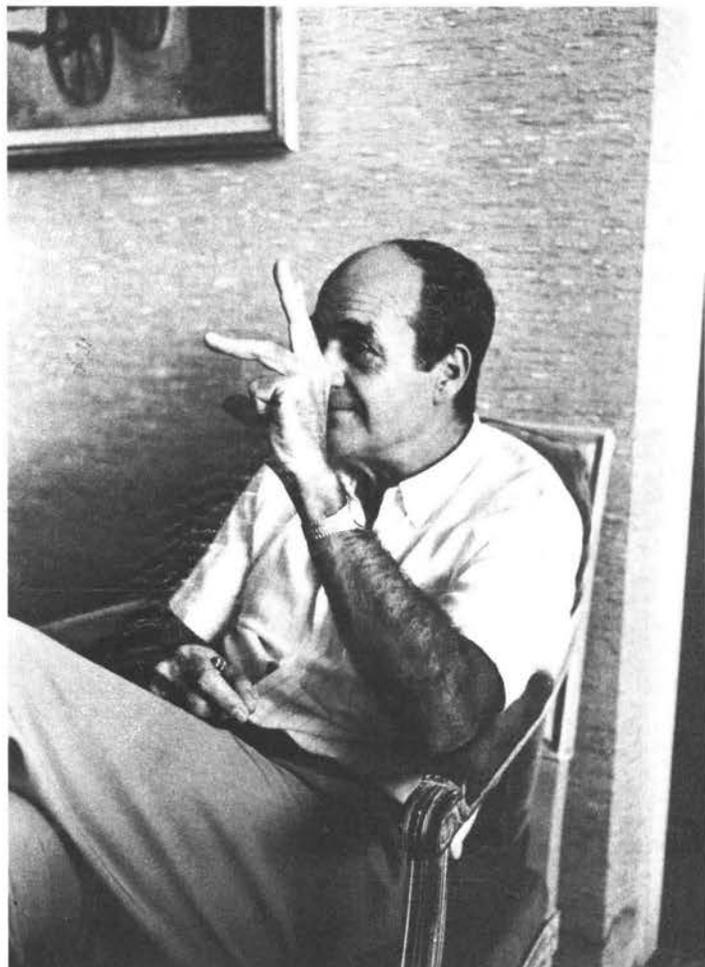
Il fut initié par une loge parisienne de la Grande Loge de France.

Officier de la Légion d'honneur.

LANG Jack : universitaire. Né le 2 septembre 1939 à Mirecourt (Vosges). Fils d'un directeur commercial. Directeur du théâtre universitaire de Nancy, puis professeur de droit international, il devint ministre de la Culture en 1981 et fut élu député socialiste du Loir-et-Cher en 1988. Il est maire de Blois depuis 1989.

Il se défend d'être franc-maçon mais « Le Crapouillot » a révélé en 1984 qu'il avait appartenu à une loge de Nancy du Grand Orient de France et qu'il en fut exclu pour « instabilité caractérielle ». Il avait eu recours, disait-on dans la loge, à un exorciseur pour chasser le Diable de sa famille, victime d'un envoûtement.

LANNES Martine : fonctionnaire. Née le 17 novembre 1951 à Paris. Fille du négociant Guy Robert. Secrétaire général de la Maison de France depuis 1987. Après avoir été de 1982 à 1985 grand-maître adjoint de la Grande Loge mixte de France, elle en devint grand-maître en 1986. Elle est par ailleurs vice-présidente de la Société pour la propagation de l'incinération.



Jacques Lafleur. Figure de proue des loyalistes caldoches, il a dû changer d'obédience pour cause de désaccord avec le Grand maître.



André Laignel. Socialiste rouge vif, surnommé le « nain sectaire ».

LAURISSERGUES Christian : fonctionnaire. Né le 7 août 1939 à Bordeaux (Gironde). Il fut député socialiste du Lot-et-Garonne de 1973 à 1988 et premier vice-président du Conseil régional d'Aquitaine de 1981 à 1985.

Membre du Grand Orient de France, il fut élu en 1981 président de la Fraternelle des parlementaires francs-maçons.

LECCIA Bastien : directeur de société. Né le 3 novembre 1919 à Nivalella (Corse du Sud). Fils d'un cultivateur. Adjoint au maire de Marseille, il suivit François Mitterrand de l'U.D.S.R. à la Convention des institutions républicaines, puis au parti socialiste. Député de Marseille en 1967 et 1968, il fut élu sénateur des Bouches-du-Rhône.

Il fut initié au sein de la Grande Loge de France par une loge marseillaise.

LE CLÈRE Bernard : sous-préfet. Né le 10 juin 1928 à Paris. Fils d'un conseiller financier. Fonctionnaire depuis 1955, il fut directeur du cabinet du secrétaire d'Etat au tourisme de 1981 à 1983 et fut ensuite nommé sous-préfet de Senlis.

Membre de la Grande Loge Nationale Française (Neuilly).

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

LEFÈVRE Claude : journaliste. Né le 20 août 1943 à Verdun (Meuse). Fils d'un imprimeur.

Devenu reporter radio en 1963, il occupa plusieurs postes de direction à FR 3 puis à R.F.O.

Membre de la Grande Loge de France.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

LEJEUNE Max : professeur. Né le 19 février 1909 à Flesselles (Somme). Fils d'un instituteur. Elu député d'Abbeville en 1936, il siégea à l'Assemblée consultative provisoire de 1944 et aux deux Assemblées constituantes de 1945 et 1946. Député socialiste de la Somme de 1946 à 1958, maire d'Abbeville de 1947 à 1989, il fut successivement ministre des Anciens combattants (1947), secrétaire d'Etat aux Forces armées (1948), ministre du Sahara (1957), et devint sénateur en 1977.

Initié en 1932 par la loge parisienne « La Fayette », il cessa en 1944 toutes ses activités maçonniques.

Chevalier de la Légion d'honneur.



Jacques Lang. Exclu pour instabilité caractérielle, il se disait victime d'un envoûtement.

LEMOINE Georges : universitaire. Né le 20 juin 1934 à Rouen (Seine-Inférieure). Maire socialiste de Chartres depuis 1977 et député d'Eure-et-Loir depuis 1978, il fut successivement secrétaire d'Etat chargé de l'Energie, secrétaire d'Etat à la Défense, puis secrétaire d'Etat chargé des Départements et des Territoires d'Outre-Mer.

Membre du Grand Orient de France.

LENGAGNE Guy : universitaire. Né le 11 juillet 1933 à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Fils d'un fonctionnaire. Membre du comité directeur du parti socialiste depuis 1976, il fut élu député du Pas-de-Calais en 1981. Il fut par la suite secrétaire d'Etat chargé de la Mer.

Membre du Grand Orient de France.



Roger Leray. Inspirateur des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie. Fer de lance de la lutte anti-Le Pen.

LÉONTIEFF Alexandre : économiste. Né le 20 octobre 1948 à Teahupoo (Polynésie française). Il devint en 1987 président du gouvernement de la Polynésie. Élu député en 1986, il appartint d'abord au groupe R.P.R. puis siégea à l'Assemblée nationale comme non-inscrit.

Membre du Grand Orient de France.

LERAY Roger : ingénieur. Né le 18 octobre 1931 à Levallois-Perret (Seine). Fils d'un magasinier. Après avoir été directeur d'usine à la société Auer, il fut grand-maître du Grand Orient de France de 1979 à 1981 et de 1984 à 1987. Il fut nommé par le gouvernement Rocard membre du Conseil économique et social.

Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

Il joua un rôle important au sein de la délégation chargée par le gouvernement de négocier les accords Matignon sur la Nouvelle-Calédonie.

LEROUX Alfred : préfet. Né le 16 septembre 1921 à Saint-Servan-sur-Mer (Ille-et-Vilaine). Fils d'un chef de service technique. Sous-préfet à partir de 1945, il fut nommé préfet en 1985.

Il fut vénérable d'une loge parisienne de la Grande Loge de France.

Officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

LESAGE Michel : de son véritable nom Michel Lassauge : administrateur à la télévision. Né le 26 juin 1927 à Paris. Comédien, puis producteur de télévision, il fut à partir de 1954 responsable syndical au sein de la Confédération Force Ouvrière. De 1984 à 1987, il fut secrétaire du Conseil économique et social.

Il fut vénérable d'une loge parisienne de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

LEVY André : médecin. Né le 20 janvier 1923 à Mulhouse (Haut-Rhin). Fils d'un commerçant. Professeur à la Faculté de médecine de Montpellier.

Il fut grand chancelier et grand-maître-adjoint de la Grande Loge de France.

MAHÉ René : journaliste. Né le 24 juin 1926 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Il avait été député à l'Assemblée constituante du Congo quand il devint directeur pour l'outre-mer de FR 3. De 1982 à 1986, il fut président-directeur général de la Société nationale de la radio-télévision française d'outre-mer.

Membre de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

MARCOU Georges : cadre de l'industrie pétrolière. Né en 1922. Membre de la Résistance,

il fut arrêté en 1943 à Bordeaux par la police allemande et déporté au camp de Mauthausen.

Il fut élu en 1977 grand-maître de la Grande Loge de France.

Commandeur de la Légion d'honneur.

MARION Pierre : ingénieur. Né le 24 janvier 1921 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Fils d'un entrepreneur de travaux publics. Après avoir appartenu à la Compagnie Air-France de 1942 à 1971, il fut directeur dans l'aérospatial. En 1981, il fut nommé directeur général du Service de documentation extérieure et du contre-espionnage et fut ensuite de 1983 à 1986 président des Aéroports de Paris.

Membre du Grand Orient de France.

Officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.



Pierre Marion entre Charles Hernu et le général Jeannou Lacaze. Un homme de l'ombre.

MAROSELLI Jacques : préfet. Né le 12 avril 1921 à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône). Fils d'un ancien ministre. Entré dans l'administration en 1946, sous-préfet à partir de 1948, nommé préfet en 1957, il fut élu député radical de la Haute-Saône en 1967 et maire de Luxeuil-les-Bains en 1970. De 1982 à 1986, il fut le président de la Caisse nationale des banques.

Il fut initié au sein du Grand Orient de France par la loge de Neuilly-sur-Seine « La Lumière ».

Commandeur de la Légion d'honneur.

MATTEI Raoul-Louis : directeur de la société. Né le 12 juin 1921 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Fils d'un industriel. A partir de 1947, il fut le dirigeant de diverses sociétés de commerce automobile. Initié en 1956, il devint en 1962 le vénérable de la

loge parisienne « Les Cœurs Unis Indivisibles ». En 1965, il passa de la Grande Loge de France à la Grande Loge Nationale Française (Neuilly) dont il devint un haut dignitaire. En 1976, il fut promu grand commandeur pour la France du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté. En mai 1977, il présida à Paris la 27^e conférence des grands commandeurs européens, et en mai 1980 à Paris la 12^e conférence internationale des Suprêmes Conseils. Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

MERCURY Francis : journaliste. Né le 6 juin 1930 à Sfax (Tunisie). Fils d'un fonctionnaire. Il fut toute sa carrière à la télévision française où il était entré comme reporter en 1957. De 1984 à 1986, il fut secrétaire général du Conseil national de la communication audio-visuelle.

Chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques.

MOATI Serge : réalisateur d'émissions. Né le 17 août 1946 à Tunis (Tunisie). Fils d'un journaliste qui fut vénérable d'une loge tunisienne. Réalisateur à la télévision depuis 1966, il fut directeur général de FR 3 de 1982 à 1985.

Il fut initié par la Grande Loge Nationale Française (Neuilly).



Serge Moati. Le réalisateur préféré de François Mitterrand. Fils de Maçon, il enquête avec sa caméra dans les loges.



Louis Pauwels. Le « sida mental » lui a valu de comparaître devant un jury fraternel.

MONTANIER Bernard : directeur de société de presse. Né le 1^{er} mars 1944 à Béziers (Hérault). Directeur général de la Mutuelle nationale des étudiants de France de 1975 à 1981, il devint ensuite secrétaire général de la section française de la Gauche européenne, puis directeur administratif de la Société générale de presse. Il est depuis 1988 conseiller technique au cabinet de Catherine Tasca, ministre délégué à la Communication.

Membre du Grand Orient de France, il établit en qualité de directeur de la revue « Brèche » des dialogues avec la hiérarchie catholique.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

NEBOUT Jacqueline : cadre politique. Née le 12 octobre 1928 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Fille d'un fonctionnaire. Après avoir présidé pendant vingt ans la fédération radicale de la Meurthe-et-Moselle, elle devint vice-président, puis secrétaire général adjoint du parti radical socialiste. Elue conseiller de Paris en 1977, puis adjoint au maire de Paris, elle passe pour assurer la liaison entre le maire Jacques Chirac et les différentes obédiences maçonniques. Elle fut vénérable de la loge féminine de Nancy. En 1983, elle devint conseiller régional d'Ile-de-France et représentant à l'Assemblée des communautés européennes. Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de Palmes académiques.

NOYER Jean-François : ingénieur. Né le 19 janvier 1915 à Marcillac (Aveyron). Fils d'un commerçant. Après avoir fait carrière dans l'armée de l'Air et avoir participé aux campagnes de Syrie, d'Allemagne et d'Indochine, il appartient entre 1948 et 1973 à plusieurs cabinets ministériels. Membre de la Grande Loge Nationale Française (Neuilly), il devint en 1967 le secrétaire général du Carrefour de l'Amitié, cercle paramaçonnique et en assura la présidence de 1975 à 1981.

Commandeur de la Légion d'honneur.

OTHILY Georges : administrateur de biens. Né le 7 janvier 1944 à Cayenne (Guyane). Il fut élu en 1986 président du Conseil régional de la Guyane. Membre de la Grande Loge de France, il fut vénérable de la loge de Cayenne « La France Equinoxiale ».

PAILLET Marc : journaliste. Né le 15 octobre 1918 à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Fils d'un professeur. Il collabora à partir de 1945 à divers journaux parisiens avant de devenir en 1971 rédacteur en chef de l'Agence France-Presse. A partir de 1962, il joua un rôle important à l'état-major politique de François Mitterrand et dirigea la campagne présidentielle de 1965. De 1982 à 1986, il fut membre de

la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

Il fut membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France.

PARIS Henri : général. Né le 9 août 1935 à Neuilly-sur-Seine (Seine). Fils d'un fonctionnaire. En 1981, il devint chef-adjoint du cabinet militaire du Premier ministre Pierre Mauroy.

Il fut vénérable d'une loge parisienne de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite.

PAUWELS Louis : journaliste et homme de lettres. Né le 2 août 1920 à Paris. Après avoir été instituteur pendant l'occupation allemande, de 1941 à 1944, il débuta en 1945 dans le journalisme et collabora successivement à « Carrefour », au « Figaro Littéraire » et à « Combat ». Rédacteur en chef de « Combat » de 1945 à 1949, il fut plus tard directeur de la rédaction de « Marie-France » avant de prendre la direction de la revue « Planète ». Directeur des services culturels du « Figaro » à partir de 1977, puis directeur du « Figaro-Magazine » et du « Figaro-Madame », il devint en 1985 membre de l'Académie des Beaux-Arts. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et particulièrement du « Matin des Magiciens », un essai paru en 1968 qui provoqua un débat passionné dans les milieux maçonniques.

Chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite, Louis Pauwels avait été initié par une loge parisienne du Grand Orient de France. Cette initiation jugée irrégulière par le Conseil de l'Ordre fut annulée et la loge responsable fut sanctionnée. Pauwels appartint alors pendant quelques mois à la Grande Loge Symbolique Opéra, puis il s'affilia à « La Nouvelle Jérusalem », une loge parisienne de la Grande Loge de France. Ce fut son article sur « le Sida mental » publié par « Le Figaro-Magazine » qui provoqua un vaste mouvement de protestation orchestré par des éléments du Grand Orient. Pauwels dut alors s'expliquer devant un jury fraternel qui l'acquitta mais il remit immédiatement sa démission. Il cessa dès lors toute activité maçonnique et manifesta même en certaines circonstances une hostilité déclarée envers l'Ordre. Le bruit a couru dans les loges parisiennes que son acquittement suivi de sa démission avait été préparé et négocié par le romancier Jean Verdun, alors grand-maître de la Grande Loge de France.

PEISSIK Michel-Yves : diplomate. Né le 13 mars 1939 à Paris. Fils d'un cadre commercial. Enarque, il débuta en 1966 dans la carrière diplomatique et fut affecté dans divers postes avant d'être nommé ministre plénipotentiaire en 1987.

Il fut membre de « La Nouvelle Jérusalem », loge parisienne de la Grande Loge de France, mais a cessé toute activité maçonnique.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

PELLOQUIN Roger : journaliste. Né le 28 juillet 1924 à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Fils

d'un ajusteur-mécanicien. Après avoir été le collaborateur de « France-Soir » et de l'O.R.T.F., il fut successivement, entre 1971 et 1986, conseiller à l'information auprès du gouvernement du Laos, conseiller du président de la république gabonaise chargé de l'information, puis conseiller à l'information de la République de Côte d'Ivoire.

Il fut initié par une loge parisienne de la Grande Loge de France.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

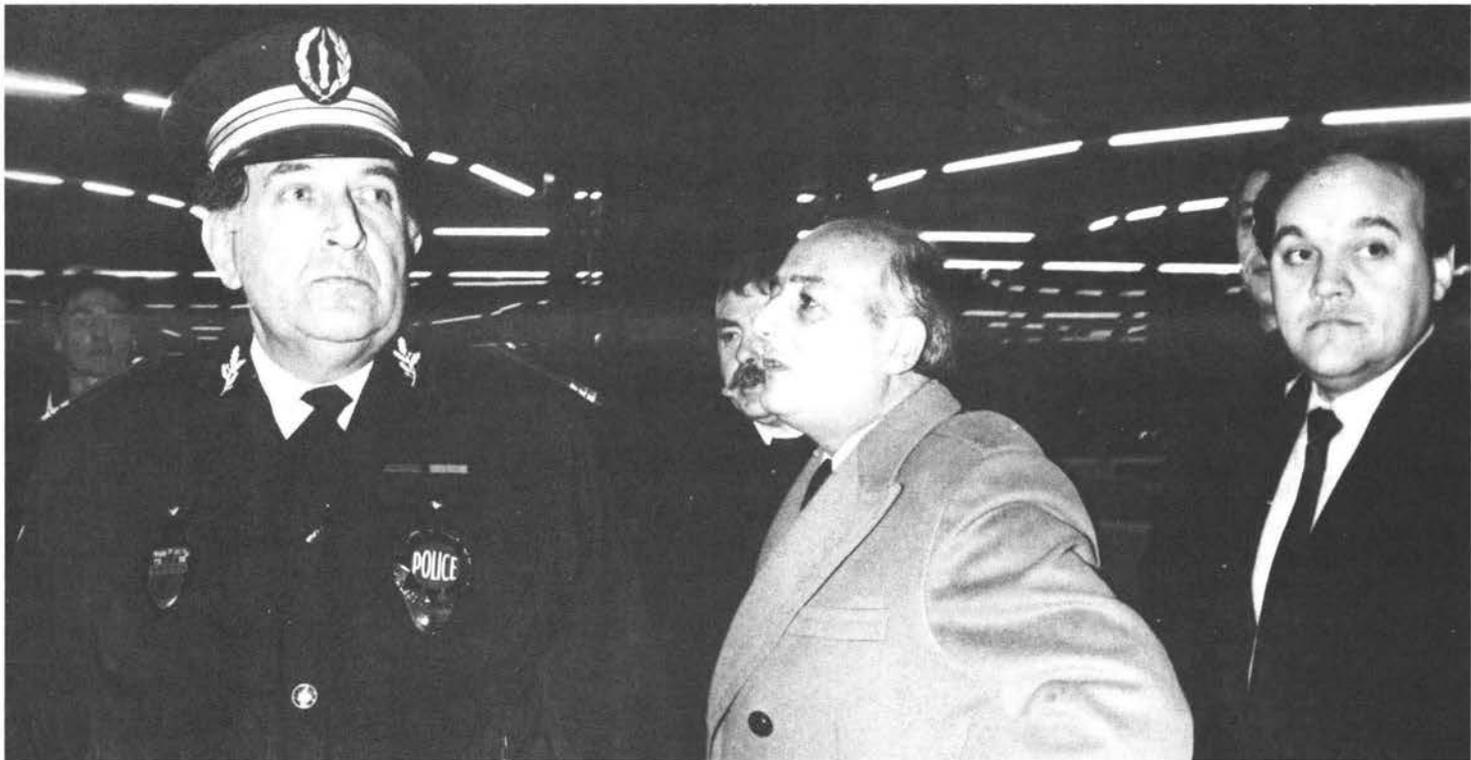
PENNE Guy : chirurgien-dentiste. Né le 9 juin 1925 à Bondy (Seine). Fils d'un hôtelier. Doyen de la faculté de chirurgie-dentaire de Paris-VII depuis 1974, il fut de 1981 à 1986 le conseiller pour les affaires africaines et malgaches du président de la République François Mitterrand. En septembre 1986, il fut élu sénateur socialiste des citoyens français résident à l'étranger.

Il fut vénérable de la loge parisienne « Locarno » et membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques.



Guy Penne. Expert en affaires africaines. Noir, c'est noir.



Jean-Pierre Pierre-Bloch. En perte de vitesse depuis sa rupture avec Robert Hersant.



Jean Pierre-Bloch.
Président de la LICRA et fils de la lumière.

PERRIN Marcel : expert en assurance. Elu député radical-socialiste du Vaucluse en 1954, il devint vice-président du parti radical en 1958 et siégea en 1965 au comité exécutif de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste.

Membre du Grand Orient de France.

PHILIBERT Louis : conducteur de travaux. Né le 12 juillet 1912 à Pertuis (Vaucluse). Fils d'un chef cantonnier. Il fut de 1962 à 1986 député socialiste des Bouches-du-Rhône et fut élu en 1967 président du Conseil général.

Membre du Grand Orient de France.
Chevalier de la Légion d'honneur.

PIAU Guy : directeur de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, à Paris. Après avoir été vénérable de la loge de Saint-Denis « La Fraternité Dyonisienne », il fut élu en 1986 grand maître de la Grande Loge de France. Officier de l'Ordre national du Mérite.

PIERRE-BLOCH Jean : journaliste. Né le 14 avril 1905 à Paris. Fils d'un industriel. Rédacteur au journal socialiste « Le Populaire » à partir de 1930, il fut député de l'Aisne de 1936 à 1947. Il participa à la résistance intérieure à partir de 1941 et devint en 1948 vice-président du conseil d'action de la Résistance. Nommé en 1946 président-directeur général de la Société nationale d'entreprises de presse, il préside depuis 1968 la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.

Il fut initié en 1929 à la « Liberté », loge parisienne du Droit Humain et en devint le vénérable en 1936. Il était alors membre du Conseil national de l'Ordre mixte international Le Droit Humain. En 1953, au sein du Grand Orient de France, il devint le vénérable de « La Lumière », loge de Neuilly-sur-Seine.

Grand-officier de la Légion d'honneur.

PIERRE-BLOCH Jean-Pierre : journaliste. Né le 29 janvier 1939 à Paris. Fils de Jean Pierre-Bloch. Il débuta en 1958 comme rédacteur au journal « France-Soir » et entra en 1973 au cabinet d'Alain Poher, président du Sénat. Il fut ensuite le collaborateur des ministres Michel Durafour et Lionel Stoleru avant d'être élu en 1978 député U.D.F. de Paris.

Adjoint de Jacques Chirac à la mairie de Paris il appartient depuis 1982 à la direction de « France-Soir ».

Membre de la Grande Loge Nationale Française (Neuilly).

Chevalier de la Légion d'honneur.

POPEREN Jean : enseignant et homme politique. Né en 1925 à Angers. Ancien secrétaire national des étudiants communistes, ancien membre du bureau national du P.S.U., il devint en 1971 membre du bureau exécutif du parti socialiste. Il fut élu député du Rhône en 1973 et devint en 1988 ministre chargé des Relations avec le Parlement. Membre du Grand Orient de France.

PROUTEAU Henri : juriste. Né le 6 août 1913 à Limoges (Haute-Vienne). Fils d'un entrepreneur.

Initié en 1954 au sein de la Grande Loge de France à la loge parisienne « La République », il rallia en 1965 la Grande Loge Nationale Française (Neuilly) et devint en 1980 grand-maître provincial d'Ile-de-France. Il fut de 1975 à 1980 chancelier garde des sceaux du Grand Consistoire Grasse-Tilly.

Officier de la Légion d'honneur.



Jean Poperen. Inlassable combattant de la laïcité. Il porte cornes depuis le recul du PS sur l'école libre.



Jean-Robert Ragache. L'actuel Grand maître du G.O. : Il dit aux maçons : « sortez de vos loges ».

PROUTEAU Jean-Pierre : cadre d'association. Né le 28 octobre 1930 à Paris. Il était directeur général de la Compagnie nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole lorsqu'il fut nommé en avril 1978 secrétaire d'Etat chargé de la petite et moyenne industrie.

Il avait été initié en 1962 au sein du Grand Orient de France et devint en 1969 vénérable de la loge parisienne « L'Etoile Polaire ». Après avoir été grand trésorier de l'obédience il fut élu grand-maître en 1973.

RAGACHE Jean-Robert : universitaire. Né en 1939 à Charleville (Ardennes). Il fut élu Grand Maître du Grand Orient de France en 1987 et en 1989.

RICHARD Alain : membre du Conseil d'Etat. Né le 29 août 1945 à Paris. Ancien membre du P.S.U., énarque, il entra au Conseil d'Etat en 1971 et adhéra au parti socialiste en 1975. Maire de Saint-Ouen-l'Aumône, il fut élu en 1978 député du Val-d'Oise et en 1987 vice-président de l'Assemblée nationale.
Membre du Grand Orient de France.

ROCHE Emile : journaliste. Né le 24 septembre 1893 à Estaires (Nord). Fils d'un commerçant. De 1929 à 1939, il dirigea le journal quotidien « La République », puis « La Semaine Economique et Financière ». Entre 1954 et 1974 il présida le Conseil Economique, puis le Conseil Economique et Social. Membre de la Grande Loge de France, il appartient aux loges « Les Amitiés Internationales » et « La Lumière du Nord ».

Grand-croix de la Légion d'honneur.

RODET Alain-Pierre : économiste. Né le 4 juin 1944 à Dieulefit (Drôme). Fils d'un mécanicien. Adjoint au maire de Limoges à partir de 1977, il fut élu en 1981 député socialiste de la Haute-Vienne.
Membre du Grand Orient de France.



Alain Richard. Rocardien et maçon.
Une chance au tirage, une chance au grattage.



André Rossinot. Barbe et embonpoint,
la maçonnerie de grand-papa.

ROSSI André : sous-préfet. Né le 16 mai 1921 à Menton (Alpes-Maritimes). Fils d'un commissaire de police. Après avoir occupé divers postes dans l'administration préfectorale, il fut le collaborateur de divers ministres. En 1958, il fut élu député de l'Aisne, fut secrétaire d'Etat porte-parole du gouvernement en 1974, puis ministre du Commerce extérieur en 1976.

Initié au sein de la Grande Loge de France, il s'est rallié plus tard à la Grande Loge Nationale Française (Neuilly).

ROSSINOT André : médecin. Né le 29 mai 1939 à Briey (Meurthe-et-Moselle). Fils d'un instituteur. Maire radical de Nancy depuis 1983, il fut secrétaire général, puis président du parti radical et

vice-président de l'U.D.F. Elu député de la Meurthe-et-Moselle en 1978, il devint en 1988 vice-président de l'Assemblée nationale. Il fut également ministre chargé des Relations avec le Parlement.

Membre du Grand Orient de France, il appartient à la loge « Victor-Schoecker ».

ROUDY Yvette : journaliste. Née le 10 avril 1929 à Pessac (Gironde). Fille de l'employé municipal Joseph Saldou. Elle était traductrice dans une société américaine lorsqu'elle devint secrétaire générale du Mouvement démocratique féminin. Ministre chargée des droits de la femme de 1981 à 1986, elle fut élue en 1986 député socialiste du Calvados, puis maire de Lisieux en 1989. Elle est par ailleurs vice-présidente de l'Internationale socialiste.

Membre de la Grande Loge Féminine de France.

RUBY Marcel : professeur et homme de lettres. Né le 1^{er} février 1924 à Neyron (Ain). Grand blessé de la résistance, il devint en 1956 secrétaire général des étudiants radicaux. En 1971, il fut désigné comme président de la fédération du Rhône du parti radical-socialiste. Il est devenu l'historien de la résistance lyonnaise.

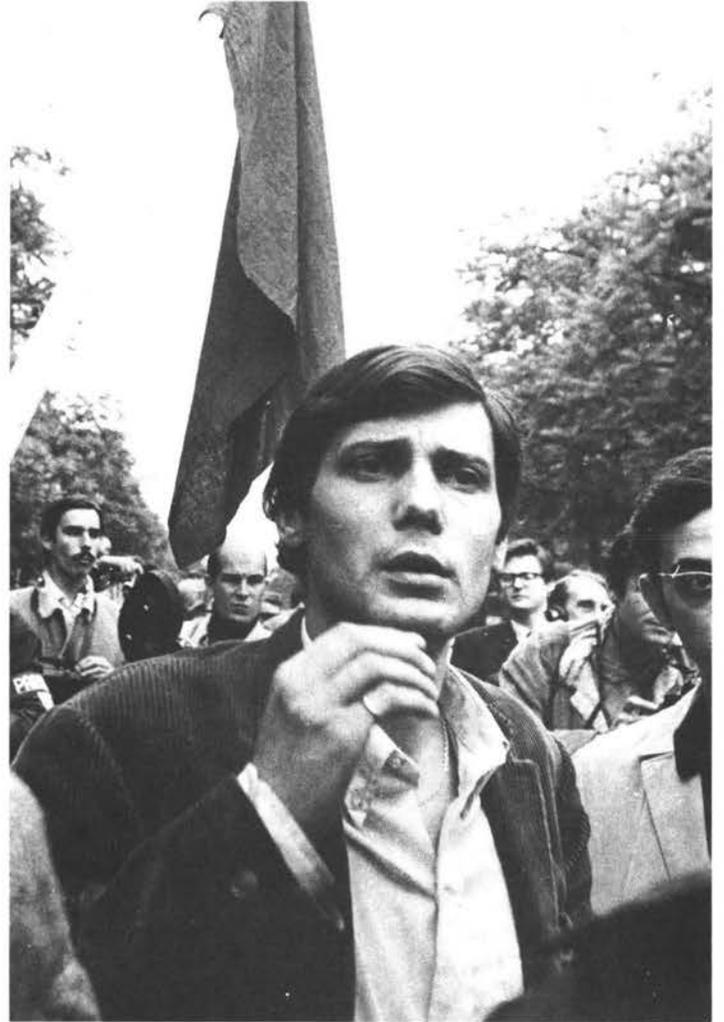


Yvette Roudy. Ancien ministre et député de Lisieux. Sa paroisse n'est pas celle de Sainte Thérèse.

Il fut président de l'Union des vénérables du Grand Orient de France à Lyon.

SAINT-CRIQ Régine : fonctionnaire des postes. Née le 31 mai 1938 à Murvielles-Béziers (Hérault). Fille de l'agriculteur Jean Albrand. Entre 1981 et 1986, elle fut la collaboratrice des ministres socialistes André Delelis, Georges Lemoine et Louis Mexandeau. Elle fut ensuite chargée de mission auprès du médiateur de la République.

Membre de la Grande Loge Féminine de France.



Jacques Sauvageot. Chef de file des enrégés en mai 1968. Des barricades au grand chantier de l'Univers.

SALMONA Pauline : administrateur universitaire. Née le 25 août 1919 à Paris.

Fille de l'industriel Naphtal Bilis.

Elle fut grande maîtresse de la Grande Loge Féminine de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques.

SAUVAGEOT Jacques : président de l'Union nationale des étudiants de France, il fut l'un des dirigeants du mouvement insurrectionnel de mai 1968.

Membre du Grand Orient de France.



**Pierre Simon. Ancien Grand maître de la GLF.
A l'avant-garde du combat
pour la libération des mœurs.**

SIMON Pierre : médecin gynécologue. Né le 3 janvier 1925 à Metz (Moselle). Fils d'un industriel. Cofondateur du Mouvement français pour le planning familial, membre du bureau exécutif du parti radical-socialiste de 1975 à 1977, il fut à plusieurs reprises désigné comme grand-maître de la Grande Loge de France entre 1969 et 1975.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il fut le fondateur de la Fraternelle des radicaux francs-maçons.

STIRN Olivier : sous-préfet. Né le 24 février 1936 à Boulogne-Billancourt (Seine). Fils d'un préfet. Après avoir occupé divers postes dans l'administration préfectorale, ce petit-neveu du capitaine Dreyfus siégea entre 1964 et 1968 dans divers cabinets ministériels. Député du Calvados, maire de Vire, il fut secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, puis secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer. Quittant le mouvement gaulliste, il fut en 1977 le fondateur du mouvement des sociaux-libéraux. Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères en

1978, il rallia plus tard le parti radical et en devint le vice-président. Il fut encore le fondateur de l'Union centriste et républicaine avant de rejoindre le parti socialiste. Devenu député de la Manche en 1986, il fut désigné en 1988 comme ministre chargé du Tourisme.

Membre de la Grande Loge Nationale Française (Neuilly).

TARTAS Pierre Lanauve de : éditeur d'art. Né le 30 mars 1928 à Bordeaux (Gironde). Fils d'un administrateur de sociétés. Créateur du Centre artistique du Moulin de Vaudoyen, les ouvrages d'art qu'il a publiés ont été illustrés par Vlamincq, Dufy, Foujita, Lurçat, Dunoyer de Segonzac, Van Dongen.

Membre de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite.



**Olivier Stirn. Descendant de Spinoza et du capitaine Dreyfus.
Descendu par ses camarades socialistes
après l'« affaire des figurants ».**

NE MANQUEZ PAS UN SEUL NUMERO DU
CRAPOUILLOT:

ABONNEZ-VOUS!

ABONNEMENT FRANCE

6 numéros 135 F
12 numéros 240 F

ABONNEMENT ÉTRANGER

6 numéros 160 F
12 numéros 280 F

Offre promotionnelle

1 numéro	:	30 F
4 numéros	:	100 F
8 numéros	:	150 F
12 numéros	:	230 F
20 numéros	:	300 F

OFFRE PROMOTIONNELLE

Frais d'expédition
compris
(France métropolitaine
seulement.
Tarifs étranger : nous consulter).

C ^{LE} **RAPOUILLO**



souscris un abonnement au Crapouillot pour :

- 6 numéros
- 12 numéros

joins mon règlement de F par :

- chèque bancaire
- chèque postal
- mandat-lettre

l'ordre du Crapouillot.

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

retourner à Le Crapouillot, service ventes, 349, rue des Pyrénées, 75020 Paris.



Cocher les numéros demandés

- N° 52 : Folies 39
- N° 53 : Dictionnaire des Contemporains (1)
- N° 54 : Secrets de la Graphologie
- N° 56 : La Grande Bouffe
- N° 57 : Dictionnaire des Contemporains (2)
- N° 58 : Les Homos
- N° 60 : Les Toubibs sur le grill
- N° 61 : Dictionnaire des Contemporains (3)
- N° 62 : Mitterrand : l'état de disgrâce
- N° 63 : Les Femmes fatales
- N° 65 : Esprit es-tu là ?
- N° 66 : L'Argent à gauche
- N° 67 : Les meilleurs dessins de presse
- N° 68 : La bataille de Paris
- N° 69 : L'Ecole en guerre
- N° 70 : Le Pamphlet
- N° 72 : Les Super Femmes
- N° 73 : Les Pédophiles
- N° 74 : Le choc Montand
- N° 77 : Les Fascistes
- N° 78 : Sexe et Magie
- N° 80 : Les Juifs
- N° 82 : Les travestis
- N° 83 : La torture
- N° 84 : Les photos insolites
- N° 85 : Vrais miracles et faux prodiges
- N° 86 : Les morts mystérieuses
- N° 87 : Le petit Barre illustré
- N° 88 : Les Auvergnats
- N° 89 : L'or
- N° 90 : Ah : les beaux héritages
- N° 91 : Les coups d'Etat
- N° 92 : Les musulmans et nous
- N° 93 : Les bobards de la guerre d'Algérie
- N° 94 : Les Bretons
- N° 95 : La vie amoureuse des rois de France
- N° 96 : Les anti
- N° 97 : Les mystères de Marseille
- N° 99 : Héros
- N° 100 : Les corrompus de la V^e
- N° 101 : Il était une fois la Révolution
- N° 102 : Les collabos
- N° 103 : Les nouveaux monstres
- N° HS3 : Le sexe
- N° HS4 : Les grandes gueules cassées
- N° HS6 : La petite histoire des maisons closes
- N° HS8 : Les francs-maçons

soit..... numéros

Je joins mon règlement de.....F par

- chèque bancaire chèque postal
- mandat-lettre, à l'ordre du Crapouillot

Nom **Prénom**

Adresse

Code postal **Ville**

A retourner à : Le Crapouillot, service ventes, 349, rue des Pyrénées, 75020 Paris

THERET Max : président de société. Né le 6 janvier 1913 à Paris. Fils d'un directeur de société. Cofondateur en 1954 de la Fédération nationale d'achats des cadres (Fnac).

Membre du Grand Orient de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre national du Mérite.

TORT-NOUGUÈS Henri : professeur de philosophie. Né le 19 novembre 1921 à Coursan (Aude). Fils d'un directeur d'école.

Ancien vénérable de la loge parisienne « L'Union des Peuples », il fut élu en 1983 grand-maître de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques.

ULLMO Fred : administrateur de sociétés. Né le 17 novembre 1928 à Besançon (Doubs). Fils d'un industriel. Successivement, depuis 1956, président-directeur général de plusieurs sociétés industrielles et commerciales, il est conseiller du commerce extérieur de la France et expert inter-régional des Nations-Unies.

Il fut grand-maître adjoint de la Grande Loge de France.

VAUZELLE Michel : préfet. Né le 15 août 1944 à Montélimar (Drôme). Fils d'un ingénieur. Avocat au barreau de Paris, il fut de 1969 à 1972 chargé de mission au cabinet du Premier ministre

Jacques Chaban-Delmas. Il fut ensuite membre de la section des Finances du Conseil Economique et Social. En juin 1980, il épousa la fille de Jacques Fauvet, directeur du journal « Le Monde ». Délégué national du parti socialiste à la justice et aux libertés à partir de 1978, il devint en 1981 directeur-adjoint du cabinet du président de la République, puis jusqu'en 1986 porte-parole de la présidence. Nommé préfet hors cadre en 1986, il fut élu en 1986 député socialiste des Bouches-du-Rhône.

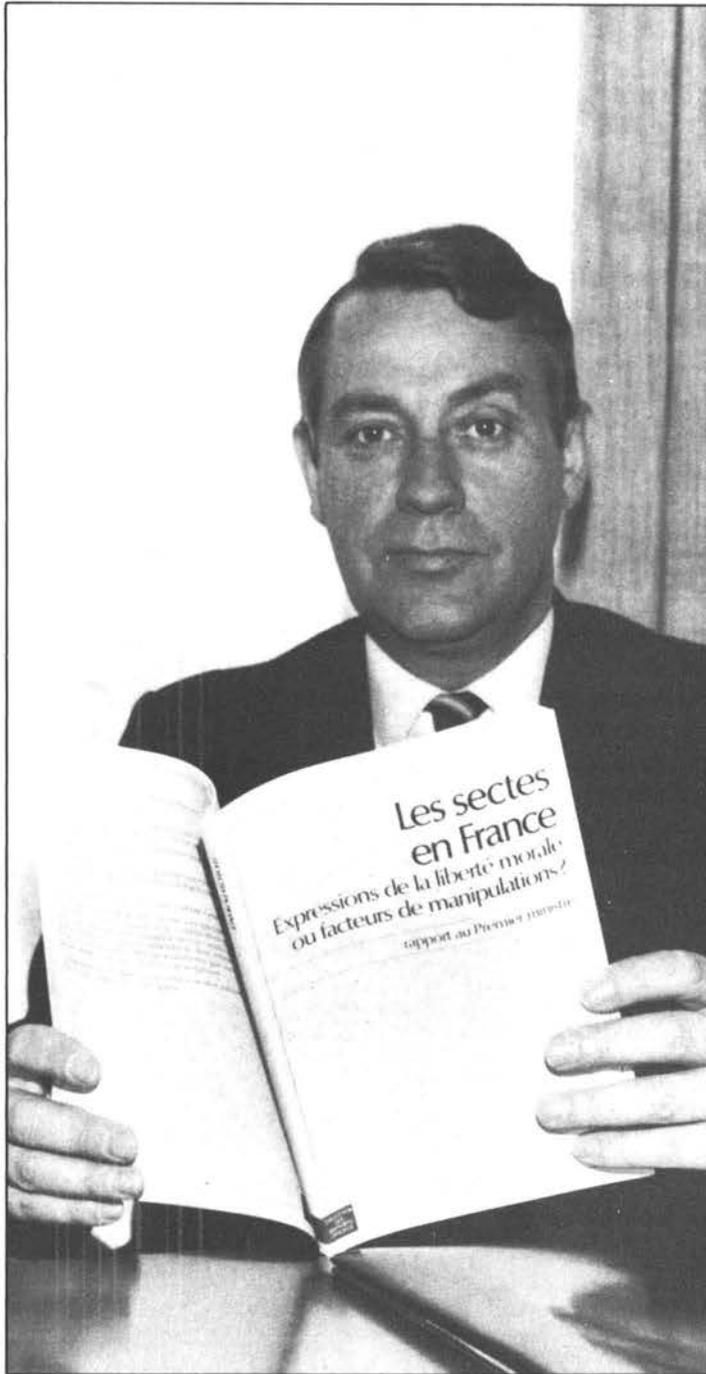
Il fut initié au sein de la Grande Loge de France par la loge parisienne « La Nouvelle Jérusalem » mais a cessé toute activité maçonnique quand il est devenu le collaborateur de François Mitterrand.

Max Théret.
Deux fois
initié :
au Grand
Orient et dans
l'affaire du raid
manqué sur la
Société
Générale.



Michel Vauzelle
(à droite). Ex-
porte-parole de
l'Elysée, il
entend toujours
des voix.





Alain Vivien. Maçon et auteur d'un rapport sur les sectes. The right man...

VERDUN Jean : directeur de société et écrivain. Né le 21 mars 1931 à Marcq-en-Bareul (Nord). Fils d'un magistrat. Directeur d'une agence de publicité, il fut successivement vénérable de la loge parisienne « La Nouvelle Jérusalem », grand secrétaire de la Grande Loge de France, grand-maître adjoint puis grand-maître de la Grande Loge de France à partir de 1985.

Il est l'auteur de plusieurs romans, mais aussi de l'essai « La Réalité Maçonnique » (1982) et « L'Architecte » (1986).

VIVIEN Alain : enseignant. Né le 20 août 1936 à Melun (Seine-et-Marne). Fils d'un instituteur.

Elu député socialiste de Seine-et-Marne en 1973, il fut vice-président de l'Assemblée nationale.

Membre du Grand Orient de France.

VIVIER Emile : huissier-greffier de paix. Né le 10 mars 1905 à Châteauneuf-en-Thymerais (Eure-et-Loir). Député d'Eure-et-Loir aux deux Assemblées constituantes de 1945 et 1946, puis membre du Conseil de l'Union française, il fut élu en 1967 député F.G.D.S. Maire de Châteauneuf-en-Thymerais de 1945 à 1983, il fut sénateur socialiste d'Eure-et-Loir de 1971 à 1980.

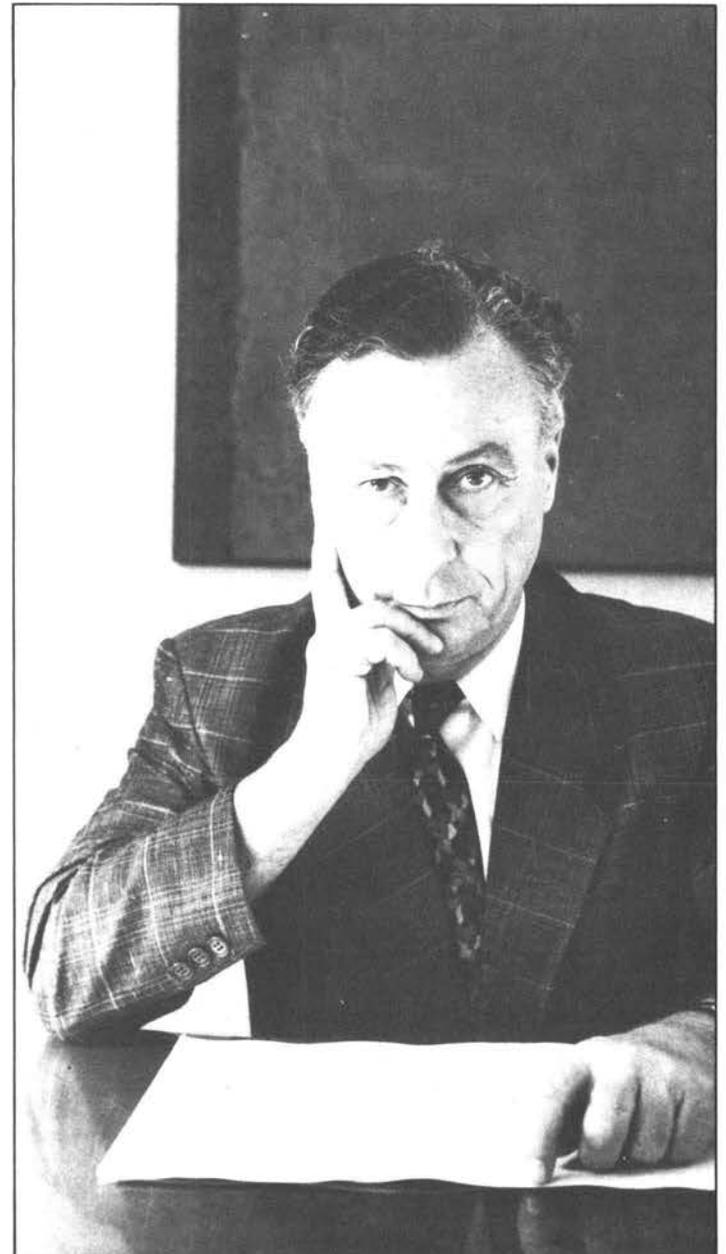
Membre du Grand Orient de France.

Commandeur de la Légion d'honneur.

WIBAUX Fernand : diplomate. Né le 21 juillet 1921 à Paris. Fils d'un directeur général du ministère de la Santé publique. Il fut au cours de sa car-

Jean Verdun.

La famille spiritualiste de la maçonnerie.





Fred Zeller devant la grille du Grand Orient.
il a fait du G.O. ; un lobby pro-Mitterrand.

rière le collaborateur de plusieurs ministres. Ambassadeur au Mali, puis au Tchad et au Sénégal et au Liban, il fut nommé en 1985 haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie.

Il est depuis 1987 conseiller du gouvernement.

Il fut initié au sein de la Grande Loge de France par la loge « Morinie » du Touquet.

Commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

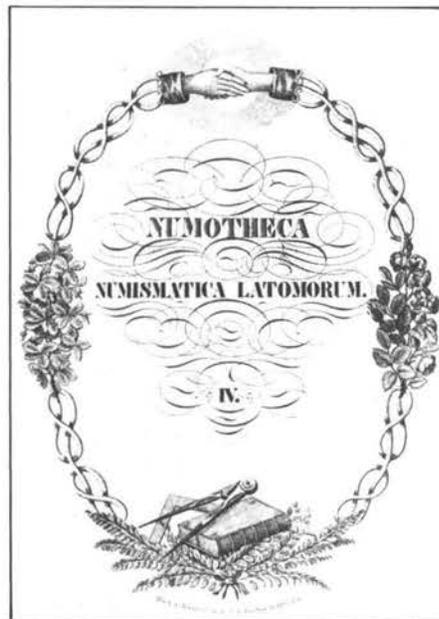
ZAVATTA Achille : artiste de variétés. Né le 6 mai 1915 à La Goulette (Tunisie). Fils d'un artiste. Acrobate, écuyer, clown, il débuta à l'âge de trois ans dans le cirque familial. Il se produisit par la suite au music-hall, au cinéma, à la télévision.

Membre de la Grande Loge de France.

Chevalier de la Légion d'Honneur.

ZELLER Fred : artiste peintre. Né le 26 mars 1912 à Paris. Fils d'un imprésario. Fondateur des jeunes socialistes révolutionnaires, il fut un temps le secrétaire de Trotsky.

Initié en 1953 à la loge parisienne « L'Avant-Garde Maçonnique », il fut élu en 1971 grand-maître du Grand Orient de France. Il a fait paraître en 1977 un ouvrage de souvenirs maçonniques intitulé « Trois points c'est tout ».



LES FAUX FRÈRES

Nombreux ont été à toutes les époques les hommes politiques qui ont été considérés comme francs-maçons par leurs contemporains alors qu'ils n'avaient jamais franchi la porte d'un temple maçonnique.

De nos jours, il est permis de citer :

— **Edwige Avice**, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères. Elle doit cette réputation au fait qu'elle a toujours été très liée au sein du parti socialiste à des membres de la Fraternelle maçonnique Paul-Ramadier.

— **Michel Charasse**, ministre du Budget, qui s'efforce depuis des années de se faire passer pour ce qu'il n'est pas et qui teste fréquemment ses visiteurs en leur faisant des poignées de mains maçonniques.

— **Jean-Claude Colliard**, qui dirige le cabinet de Laurent Fabius après être le directeur de cabinet du président Mitterrand. Lui aussi a tout mis en œuvre depuis 1981 pour donner à croire aux ministres et aux dirigeants socialistes qu'il était « un frère ».

— Le conseiller d'Etat **Victor Chapot**, ancien collaborateur de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée, pratiqua de la même façon et nombreux sont encore les person-



Edwige Avice.
Elle porte
le chapeau
mais pas le
tablier.

tiés lorsqu'il était président du Mouvement des radicaux de gauche.

— **Edith Cresson**, ministre des Affaires européennes, n'a jamais appartenu ni à l'Ordre mixte du Droit Humain, ni à la Grande Loge Féminine de France, mais ce sont les journalistes parlementaires qui ont diffusé des rumeurs sur sa prétendue appartenance maçonnique.

— L'ancien ministre **André Chandernagor**, premier président de la Cour des Comptes, a parfois été présenté dans la presse militante, comme un initié alors qu'il s'est toujours tenu à bonne distance des obédiences maçonniques.

— **Yves Chalié**, ancien directeur du cabinet du ministre Christian Nucci, écroué dans le cadre des poursuites engagées après le scandale du Carrefour du Développement, est souvent présenté comme un membre du Grand Orient de France en raison sans doute de ses nombreuses relations maçonniques. Il n'a

nalités politiques qui demeurent convaincues de son appartenance à la Grand Loge de France.

— L'ancien ministre **Michel Crépeau**, maire de La Rochelle, doit sa fausse réputation de franc-maçon à l'appui qu'il reçut des ini-



Michel Charasse.
Ministre,
un point
c'est tout.

Christian Nucci
(à droite)
et Yves Chalié.
Le premier
sollicite son
adhésion au G.O.
pour tenter
d'échapper
au scandale du
« Carrefour
du
développement ».

Harlem Désir
(à droite)
et Isabelle
Thomas.
Portes closes
pour les potes.

jamais frappé à la porte du temple.

— L'ancien ministre **Maurice Faure**, ancien président du parti radical, n'a jamais témoigné le moindre intérêt pour la démarche initiatique. La plupart de ses concitoyens sont néanmoins convaincus qu'il est franc-maçon depuis de nombreuses années.

— En ce qui concerne l'ancien président de la République **Valéry Giscard d'Estaing**, il est certain qu'il a très sérieusement envisagé lorsqu'il était en fonction à l'Élysée de se faire initier par une loge parisienne de la Grande Loge de France. Son collaborateur Victor Chapot avait



cependant jamais été admis par aucune loge française.

— **Harlem Désir**, le fondateur de l'association « S.O.S.-Racisme », souvent présenté comme un franc-maçon, aurait pu le devenir et sa candidature avait été présentée dans une loge parisienne. Les dirigeants du Grand Orient ont dû renoncer à l'initier à la suite de l'opposition manifestée par un certain nombre de loges.

— C'est sans doute au fait que son père avait appartenu au Grand Orient de France que **Michel Durafour**, ministre de la Fonction publique, doit d'avoir souvent été considéré par les journalistes comme un « frère ». En réalité, comme il arrive assez fréquemment, ce fils de maçon n'a



réglé tous les détails de l'opération avec le grand-maître Pierre Simon. Le conseil fédéral de la Grande Loge ayant manifesté certaines réticences, la cérémonie fut différée. Ce fut alors que des indiscretions permirent au futur grand maître **Michel Baroin** d'alerter le conseil de l'Ordre du Grand Orient. Tous les détails furent alors révélés par « Le Canard Enchaîné » et l'émotion provoquée dans les loges amena Giscard à renoncer à sa démarche.

lui-même, a souvent été présenté comme un initié par des journaux français et étrangers. A l'origine, il a dû cette réputation à une confusion faite par les services nord-américains avec le progressiste **Jacques Mitterrand** qui fut grand-maître du Grand Orient. En réalité, bien qu'il ait souvent au cours de sa carrière reçu le soutien des maçons de gauche, François Mitterrand se méfie de leur Ordre qu'il apprécie peu. Cette prévention date sans doute du jour où la conférence qu'il devait faire rue Puteaux dans une loge parisienne



Bernard Stasi dit « Stasibaou ». A gauche toute.

— Le syndicaliste **André Henry**, ancien ministre du Temps Libre, n'est pas maçon. Il doit à un homonyme, haut dignitaire du Grand Orient, d'être souvent présenté dans la presse comme l'un des dirigeants de la Maçonnerie française.

— Le député-maire de Rennes **Edmond Hervé**, ancien secrétaire d'Etat à la Santé, est considéré en Bretagne comme un maçon notoire, ce qui est inexact. La rumeur tient au fait qu'il est très proche, au sein du parti socialiste, de quelques frères bien connus.

— **François Mitterrand**,

fut annulée au dernier moment à la demande de quelques initiés qui lui reprochaient d'avoir reçu la francisque du maréchal en 1942.

— L'ancien ministre **Louis Mexandeau** n'est pas maçon bien que certains hebdomadaires aient à l'occasion prétendu le contraire. Il est vrai que cette erreur est due à l'amitié qui unissait ce protestant socialiste à quelques maçons notoires, comme Charles Hernu.

— L'ancien ministre socialiste **Christian Nucci** n'a jamais été initié, lui non plus, bien que la presse affirme à l'occasion le



Michel Noir.
Un gendre en loge.

contraire. Il fut très sollicité, aussi bien dans l'Isère qu'à Paris et même pendant son séjour en Nouvelle-Calédonie. Il refusa longtemps de répondre favorablement à ces offres. Lorsqu'il fut gravement compromis dans l'affaire du Carrefour du Développement, ce fut lui qui sollicita son admission au Grand Orient mais sa demande fut étouffée, en attendant le résultat des poursuites judiciaires engagées contre lui.

— **Michel Noir**, le député-maire de Lyon, n'est pas maçon. En ce qui le concerne, les rumeurs sont alimentées dans sa ville par

certain membres du R.P.R. qui s'étonnent de ses compromissions répétées avec des personnalités de la gauche parisienne.

— En ce qui concerne l'ancien ministre **Edgard Pisani**, chargé de mission auprès du président de la République, il lui est arrivé d'accréditer lui-même la rumeur. Lorsqu'il était en poste à Nouméa, il donna publiquement l'accolade à sa descente d'avion aux vénérables de loges venus le saluer sur le terrain de la Tonouta. Longtemps, les maçons de la Nouvelle-Calédonie s'y laissèrent prendre. Ce fut le grand-maître Roger Leray qui mit fin aux rumeurs en déclarant devant un micro qu'il saluait en Pisani un « maçon sans tablier », ce qui était une façon de faire savoir à tous qu'il n'avait jamais été initié.

— L'ancien ministre **Bernard Stasi** n'est pas maçon, lui non plus. S'il n'a jamais cherché à le faire croire, il doit sa réputation



Les deux Faure (Maurice à droite, Edgard à gauche) Radicaux mais pas maçons.

Jean-Marie Tjibaou (à gauche) Ancien vicaire hostile à l'Ordre.



d'initié à quelques-uns de ses amis politiques qui ne s'expliquent pas certaines de ses positions publiques.

— L'ancien ministre **Philippe Séguin** est exactement dans le même cas. Les rumeurs selon lesquelles il appartiendrait à une loge du Grand Orient ont été lancées par quelques proches de Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris, ce qui ne manque pas de surprendre ceux qui savent quels

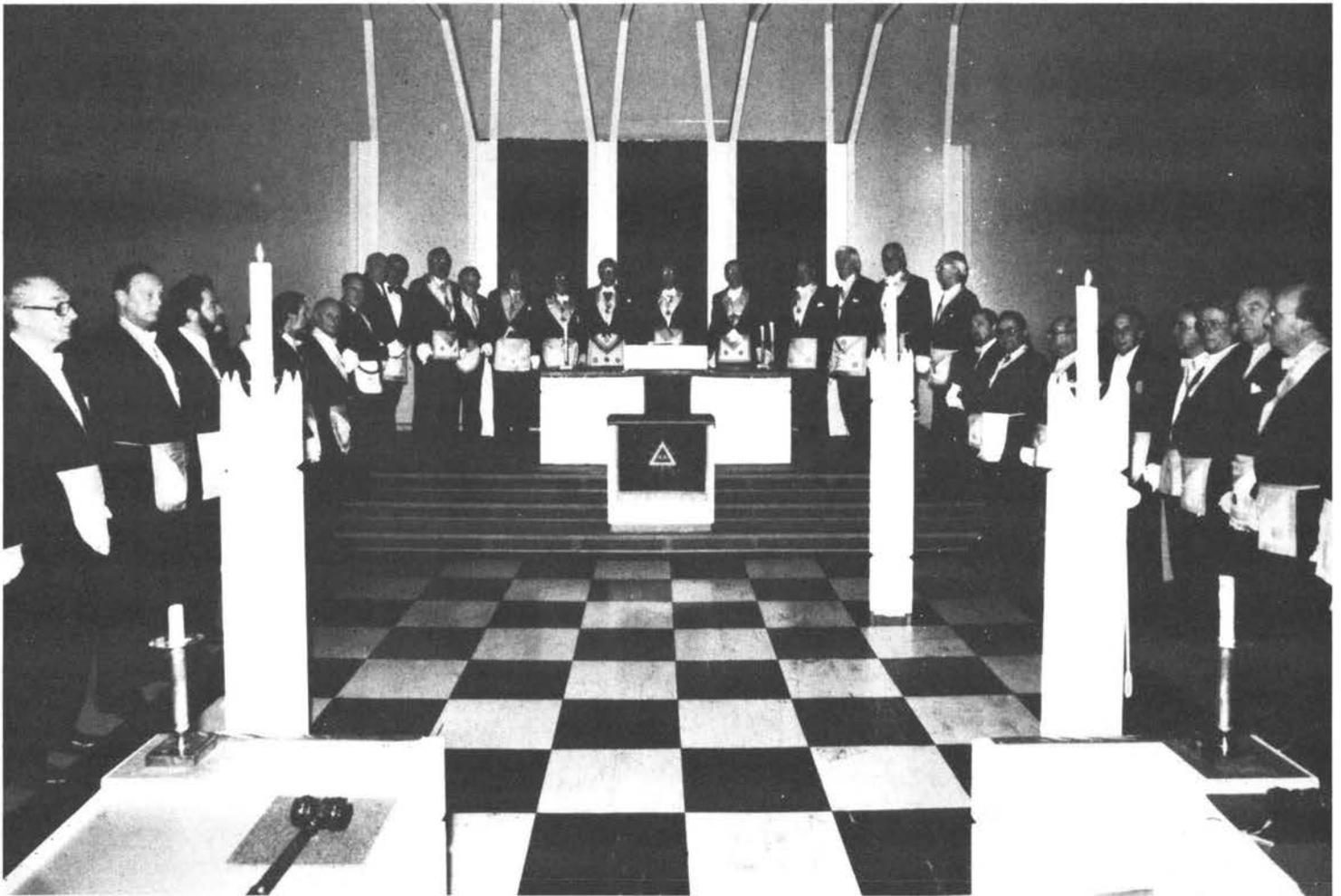
liens étroits l'ancien Premier ministre a toujours eus avec les grandes obédiences françaises.

— **Isabelle Thomas**, aujourd'hui chargée de mission à la présidence de la République, est souvent considérée par la classe politique comme une « sœur ». Il n'en est rien. Il est certain qu'elle a songé à se faire initier. Elle y a renoncé quand elle a su que François Mitterrand n'apprécierait pas cette démarche

et elle a préféré attendre, pour donner suite à ce projet, de n'être plus en fonction à l'Élysée.

— Enfin, l'exemple même du faux maçon, c'est **Jean-Marie Tjibaou**, le leader indépendantiste canaque. Non seulement quelques grands hebdomadaire parisiens ont écrit qu'il appartenait à une loge maçonnique, mais encore le propos a été repris par Antenne-2 au cours d'un journal télévisé. Or, non seulement Tjibaou n'avait jamais été initié, mais encore il avait conservé, de l'époque où il était vicaire à la cathédrale de Nouméa, une hostilité très marquée pour les francs-maçons. Cette hostilité se manifestait surtout envers les loges calédoniennes au sein desquelles il avait sans peine identifié quelques personnalités caldoches qui combattaient activement sa politique dans le sillage du député Jacques Lafleur. Tjibaou avait alors fait publier par les journaux du Front Indépendantistes quelques articles violemment hostiles à l'Ordre. La rumeur selon laquelle il était lui-même initié commença à circuler après le premier voyage en Nouvelle-Calédonie du Grand Maître Roger Leray et des relations qu'il établit avec ce dignitaire. ■

LE GRAND ORIENT **SE LÈVE** **À L'EST**



Tenue fermée dans une loge ouest-allemande. Une puissance politique et financière considérable.

Le jour où le Mur de Berlin est tombé, tous les dignitaires des obédiences maçonniques du monde ont cru que les Grandes Loges de l'Allemagne de l'Ouest, puissantes et bien organisées, allaient très vite réveiller l'Ordre dans l'Est de l'Europe et rendre vie à une Maçonnerie interdite depuis plus de quarante-cinq ans. A la surprise de tous, il n'en a rien été.

Les anciens staliniens, plus ou moins convertis à la perestroïka de Gorbatchev, en sont tous à considérer encore la France-Maçonnerie comme une entreprise sioniste aux ordres des capitalistes américains. Le plus souvent, en face d'eux, l'opposition démocratique est incarnée par des chrétiens libéraux qui ne tiennent nullement à voir ressusciter chez eux la puissance maçonnique.

Les campagnes anti-maçonniques lancées dans ces pays d'abord par les hitlériens, puis par les communistes, ont ainsi dressé contre les loges de larges fractions de l'opinion publique. Par ailleurs, après plus de quarante années d'interdiction et de persécutions, les maîtres maçons qui survivent sont peu nombreux. Contre toute attente, c'est en Hongrie que les premières loges

ont fait leur apparition. En 1988, les autorités ont accepté le réveil de la Grande Loge de Hongrie. Parrainée par la Grande Loge d'Autriche, cette obédience été immédiatement reconnue comme régulière par la Grande Loge Unie d'Angleterre. Dans ce pays, l'Ordre maçonnique était né vers 1760 lorsque des officiers de la garde hongroise avaient participé à la fondation des premières loges viennoises. La Grande Loge provinciale de Hongrie avait alors travaillé au sein de la Grande Loge de Vienne.

En 1944, sous la pression des autorités allemandes, le gouvernement hongrois interdit les réunions maçonniques. Les frères furent persécutés. Certains furent alors déportés et assassinés.

Trois cents initiés survécurent malgré tout à cette période de terreur. En 1945, ils reprurent leurs activités. Plusieurs loges furent créées avec la participation des frères rentrés d'exil.

Le 13 juin 1950, les communistes ayant pris le pouvoir, un décret dénonça les loges maçonniques comme « des lieux d'asile des ennemis capitalistes ». Leur dissolution fût prononcée.

APPEL DANS LA PRESSE

La Franc-Maçonnerie hongroise survécut au Canada, au Brésil, en Argentine, en Australie, en Autriche et en France. En Hongrie même, près de cinq cents initiés réussirent à maintenir leur ordre dans une semi-clandestinité, sous l'étroite surveillance de la police du régime. Les activités d'entraide furent malgré tout maintenues, les autorités communistes ayant autorisé l'envoi de fonds par les obédiences américaines.

Le réveil de la Monoplie tchécoslovaque s'est passé différemment. Le Grand Orient de France s'est contenté de faire insérer un appel dans la presse de Prague et il a reçu, par retour du courrier, 600 demandes d'adhésion.

Ce fut en 1741 que l'Ordre maçonnique avait fait son apparition dans le pays sur l'initiative de l'Allemand Rutowski, comman-



Edouard Benès. Il fut le dernier président de la république tchécoslovaque à avoir été initié.

dant de l'armée de Saxe. Pendant la dernière guerre, les loges furent interdites par décision des autorités d'occupation. Les frères furent déportés et exécutés.

Après la défaite des armées allemandes, la Franc-Maçonnerie fut autorisée en août 1947, mais le pouvoir communiste décida la fermeture de toutes les loges le 20 mars 1951. Radio-Prague

accusa alors les francs-maçons d'être « à la remorque de l'impérialisme étranger » et d'obéir à des dirigeants criminels. Il sera sans doute beaucoup plus difficile de réveiller la Maçonnerie bulgare car elle est aujourd'hui en bien plus mauvais état.

Elle a vu le jour beaucoup plus tard qu'en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Ce fut seulement en 1820 que des prisonniers français de la Grande Armée avaient créé une première loge à Kichinev, en Bessarabie. La Grande Loge Symbolique de la Bulgarie ne vit le jour qu'en 1917 et le Suprême Conseil du Rite Ecossais ne fut installé qu'en 1936.

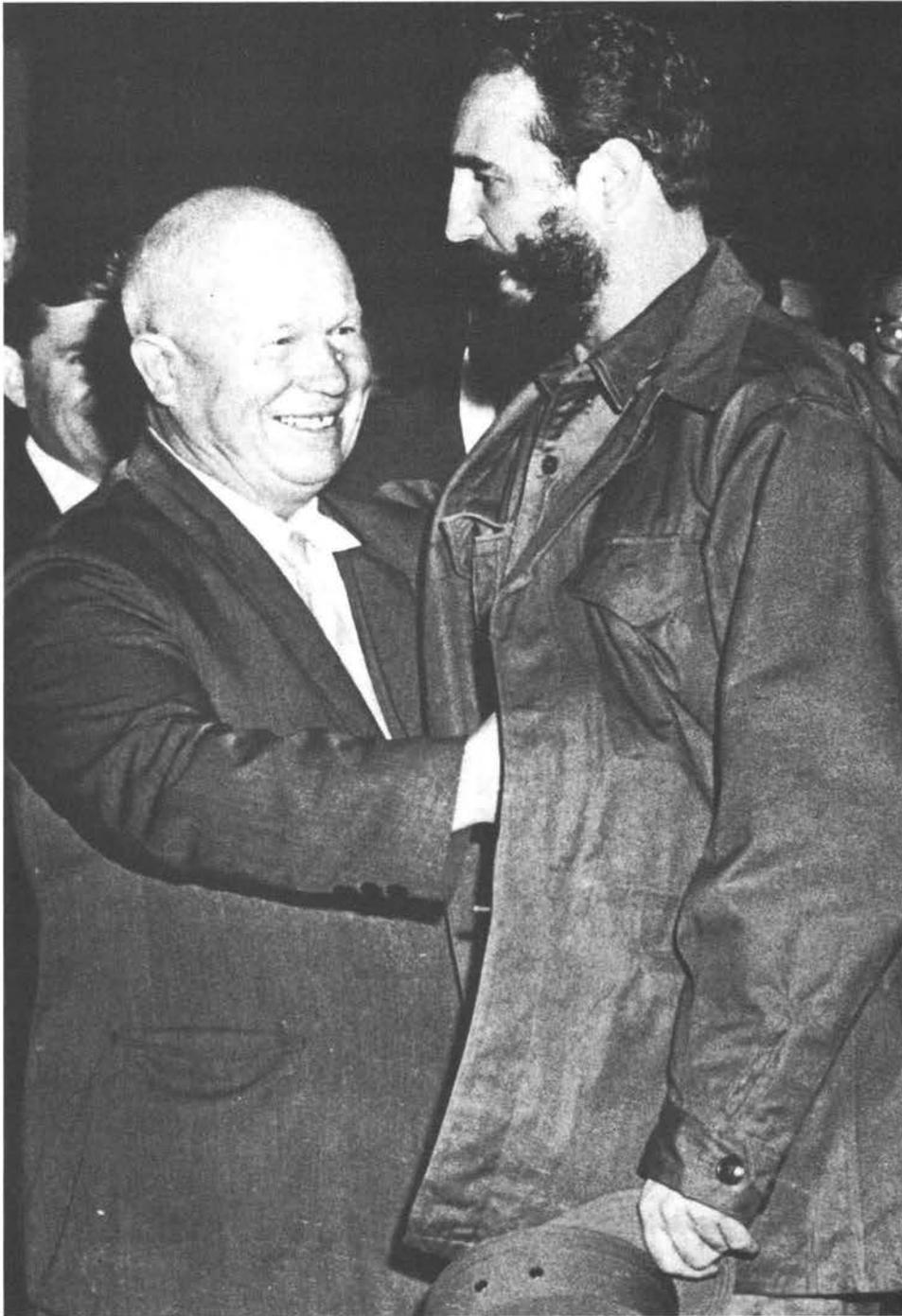
En 1941, les autorités allemandes exigèrent l'interdiction de toutes les loges. Les biens de l'Ordre furent confisqués.

Après la guerre, dès l'installation dans le pays d'un pouvoir communiste, le camarade Dimitrov dénonça la Franc-Maçonnerie comme l'organisation de la bourgeoisie, classe ennemie. Il proféra des menaces précises contre ceux des Bulgares qui oseraient passer outre à cette interdiction. Dans ces conditions, les loges bulgares ont totalement disparu et il faudra sans doute des années pour ressusciter l'Ordre maçonnique.

La situation est à peu de choses près la même en Pologne où exista pourtant l'une des plus vieilles traditions maçonniques du monde. Les premières loges avaient en effet vu le jour à Varsovie vers 1727 et la loge « Les Trois Frères » fut installée en 1729.

Ce fut en 1938 que les organisations maçonniques de Pologne, menacées d'interdiction, prirent la décision de cesser leurs activités. Des perquisitions eurent lieu chez les dignitaires. Des fonctionnaires furent révoqués. L'Ordre maçonnique n'a jamais pu depuis ressusciter dans le pays. Aujourd'hui, les catholiques de Solidarnosc ne sont pas plus disposés que le général Jaruzelski à encourager la résurrection des loges.

De la même façon, personne en Roumanie ne manifeste pour l'instant l'intention de constituer la vie maçonnique. Bien au contraire, le



Suprême Conseil de Roumanie, qui siège à Paris, a donné à ses fidèles la consigne de ne pas sortir de la clandestinité et de ne pas engager de négociations avec le gouvernement d'Illiescu et de Petre Roman, dénoncés comme des usurpateurs de la révolution.

Ainsi, après quarante-cinq ans d'interdiction et de persécutions, la Franc-Maçonnerie roumaine n'est pas encore sortie de l'illégalité. Les dignitaires, réfugiés en France, aux Etats-Unis, en Suisse ont aisément reconnu parmi les nouveaux dirigeants de Bucarest quelques-uns des hommes qui avaient participé aux rafles anti-

maçonniques de 1947 et aux procès de 1952.

Les communistes reconvertis du Front de Salut National demeurent hostiles à l'Ordre maçonnique. Les libéraux-chrétiens des partis d'opposition ne lui témoignent aucune sympathie.

LOGES EN EXIL

La Maçonnerie a pourtant joué un rôle essentiel dans la naissance de l'Etat roumain. Sous sa forme actuelle, la Roumanie a été créée par les francs-maçons de la loge « L'Etoile du Danube ». Les exilés

Des loges
allemandes est
partie la
renaissance de
la maçonnerie
de l'Est.



Nikita
Krouchtchev.
Champion
de la lutte
anti-maçonnique
« Je ne veux
pas de puces
dans ma
chemise »
disait-il. Castro,
lui, tolère
l'existence
des loges.

républicains qui avaient été initiés à Paris à partir de 1820 par la loge parisienne « La Réunion des Etrangers » furent les premiers à proposer l'union de la Moldavie et de la Valachie afin de créer une nouvelle nation. Le premier prince régnant fut alors le vénérable Alexandre Cuza et son Premier ministre fut le frère Michaël Kogălniceanu.

En 1937, afin de donner des gages à la Garde de Fer, le gouvernement du roi Carol II ordonna la fermeture des loges roumaines. Cette décision ne devait pas suffire à briser les liens de fidélité qui unissent encore de nos jours les



dignitaires de la Franc-Maçonnerie roumaine en exil à la famille royale et au roi Michel.

Les activités maçonniques avaient repris dans tout le pays en décembre 1944, mais en 1948 le gouvernement communiste les interdit.

La répression ne commença qu'en 1950 mais elle fut conduite avec une extrême violence. Quelques centaines de frères furent arrêtés.

En 1952, quatre-vingt-dix dignitaires de la Grande Loge de Roumanie furent jugés pour haute trahison. Ils furent tous condamnés à la prison à vie. Beaucoup d'entre eux moururent dans les

cachots. D'autres attendirent pendant quinze ans dans les bagnes une mesure de grâce.

La Franc-Maçonnerie roumaine a survécu dans l'exil, notamment à Paris où trois loges roumaines existent au sein de la Grande Loge de France « La Roumanie Unie », « La Chaîne d'Union-Jean Vitiano » et « La Chaîne d'Union Ecossoise ».

En fait, il n'y aura pas de réveil généralisé des loges à l'Est de l'Europe aussi longtemps que la Maçonnerie russe restera interdite.

On a pu lire ici et là dans la presse parisienne, et notamment

dans « Le Figaro », que Gorbatchev était décidé à autoriser la légalisation des loges en Union Soviétique et avait chargé l'ambassade de Paris de prendre langue à cet effet avec le Grand Orient de la rue Cadet. Très vite, on a su que ces informations étaient pour le moins fantaisistes.

La Maçonnerie avait été introduite en Russie par des Anglais en 1731. Accusées d'avoir conspiré contre le pouvoir tsariste, les loges furent interdites dans le pays en 1824.

En 1917, lorsque la révolution bolchevique éclata, quarante loges clandestines fonctionnaient

dans les grandes villes du pays. Elles regroupaient quatre cents frères qui, pour la plupart, avaient été initiés à Londres et à Paris. Ils avaient constitué un Grand Orient des Peuples de Russie dont plusieurs membres siègèrent dans le gouvernement de Kerensky.

A partir de 1918, les frères russes exilés reconstituèrent des loges à Paris, au sein de la Grande Loge de France. Cette tradition subsiste de nos jours et ce sont souvent les fils des francs-maçons chassés par la révolution de 1917 qui ont maintenu la tradition de

un foyer d'activités sionistes capitalistes.

FLORAISON A BERLIN

Il y aurait aujourd'hui, affirment certains voyageurs, quelques loges maçonniques qui siègeraient dans ces cafés de Moscou et de Stalingrad sous l'œil vigilant de la police. Les obédiences occidentales se montrent fort discrètes à ce sujet.

Il reste alors la Yougoslavie où rien ne permet actuellement d'envisager un réveil de l'activité

maçonnique. Les premières loges avaient été créées en Croatie vers 1759 par des officiers qui avaient été prisonniers des Prussiens. La première Grande Loge avait vu le jour en 1777.

La Maçonnerie yougoslave ne survécut pas à la dernière guerre. De nombreux francs-maçons disparurent dans les combats qui opposèrent les partisans de Tito à ceux de Mihailovitch. C'est l'historien Daniel Ligou qui explique à ce sujet dans son « Dictionnaire de la Franc-Maçonnerie » :

— L'extermination de la classe bourgeoise (confiscation des

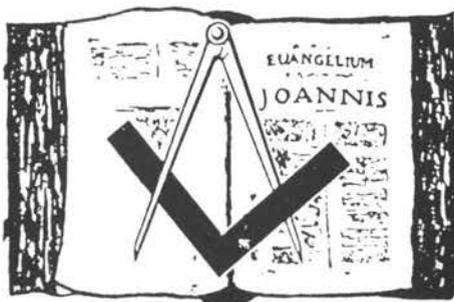


Nicolas et Hélène Ceausescu en visite à Paris.

La légende veut que le « Conducator » soit mort en portant au cou le grand cordon maçonnique.

leur ordre. L'un de ceux-là, descendant d'un général russe blanc, fut même grand-maître adjoint de la Grande Loge de France voici quelques années.

En 1922, l'Exécutif de l'Internationale communiste, siégeant à Moscou, a condamné la Maçonnerie et a dénoncé l'ordre comme



biens, emprisonnement, exécution avec ou sans jugement) a englobé de nombreux francs-maçons.

En effet, le régime de Tito s'est attaqué aux cadres maçonniques qui occupaient une situation prépondérante dans la vie politique nationale, et en premier lieu à tous ceux qui avaient participé active-

ment à la résistance anti-allemande, aux côtés du général Mihailovitch ».

Depuis ce moment, les temples maçonniques sont restés fermés en Yougoslavie et toutes les activités maçonniques sont interdites.

Il faut alors en revenir à l'Allemagne de l'Est pour admettre qu'elle est seule en mesure, après la chute du Mur de Berlin et face aux promesses d'une prochaine réunification de prendre en charge un vaste mouvement de réveil de l'Ordre maçonnique dans les anciennes démocraties populaires.

Dans un de ses derniers numéros, « La Lettre d'Hiram », un bulletin d'information maçonnique édité à Paris par la Grande Loge Internationale d'Orient et d'Occident, pour le compte de la Confédération Internationale Franc-Maçonnique dont le siège se trouve à Los Angeles, évoquait l'importance de la Maçonnerie allemande en énumérant :

— La Grande Loge « Aux Trois Globes », avec vingt loges, est solidement implantée à Berlin. La Grande Loge Nationale des francs-maçons d'Allemagne, avec quatre-vingt-cinq loges ; la Grande Loge A.F.A.M. de Rite écossais, avec trois cents loges et treize mille membres ; la Grande Loge Américaine-Canadienne, qui a son siège à Francfort et qui possède quarante loges ; enfin la Grande Loge des francs-maçons anglais en Allemagne qui siège à Dusseldorf et qui compte quinze loges, sont déjà au travail ».

Ce sont elles sans doute qui initient actuellement les jeunes frères qui seront appelés dans l'avenir à animer les nouvelles loges des vieilles obédiences.

A la condition, toutefois, que les nouveaux détenteurs du pouvoir politique y consentent. Ce qui n'est pas encore certain...

La perestroïka de Gorbatchev n'a pas aboli les choix anti-maçonniques de l'Exécutif de l'Internationale.

Dans tous les pays où le communisme a triomphé, Cuba a été jusqu'ici le seul à tolérer l'existence des loges. Partout ailleurs, les francs-maçons ont été traités en ennemis du peuple. ■



Jean-Robert Ragache.
Depuis la chute du mur de Berlin, il essaime à l'Est.

AUX QUATRE COINS MONDIAUX DE LA TABLE

par Yves de Saint-Agnès

Affirmer qu'à Paris on peut effectuer le tour du monde en 80 tables devient désormais une litote. A titre d'exemple, l'Île-de-France compte aujourd'hui quelque 400 restaurants indiens. Pourtant, il y a un hic ! Au sein de cette flore règne une inégalité à double niveau. Même si sa nationalité se trouve attestée par un passeport, le premier Ostrogoth venu n'est pas forcément le Paul Bocuse de son pays. Ensuite, au « mondiale » de la gastronomie comme à celui du football, des surprises se produisent. Confrontés à la Grèce, les Etats-Unis font petit poids (surgelés). Et dans le match Portugal-Hollande cela ne vole pas haut pour les Pays-Bas où la chère reste faible. Ici notre tiercé gagnant comporte un Indien, un Allemand et un Grec.

YUGARAJ

Honnête, la cuisine de ce restaurant indien l'est à souhait. Du reste cela coule de source, puisque le patron se nomme Kulendran Meyappen ce qui en hindi veut dire « le dieu de la vérité ». Natif du Sri Lanka, ce Tamoul souriant s'exprime en un français châtié et apparaît incollable sur les bordes. Agé de 42 ans, il vit à Paris depuis 1963 et Annick, son épouse est bretonne. Leur petit garçon « Yugaraj » (le prince de l'univers) inspira le nom du restaurant. Pour compléter ce nirvana, j'ajouterai que le chef s'appelle Hukum Singh (« le lion qui commande »).

Le cadre et la table sont à la hauteur de cette mythologie. Le décor rose apparaît sobre et chaleureux à la fois. Quant à la cui-



La cuisine tamoule du Yugaraj. Un Himalaya de mets exquis.

sine, c'est un Himalaya de bonnes choses. La carte, c'est le cas de le dire, explique par le menu les spécialités, en énumère les ingrédients et oriente les choix. On peut par exemple opter pour le « Ghost Yugaraj », curry d'agneau où les saveurs tirent un feu d'artifice, ou lui préférer le « Ghost Shai Korma », agneau accomodé à la crème fraîche aux raisins et à la purée de noix de cajou. Il fait davantage patte de velours. Tous les curries sont plus inventifs les uns que les autres (agneau, poulet) mais essayez le « Kurleachi tali hui », boulettes de crabe préparées avec du cumin et des graines de coriandre. Elles sont trempées dans de l'œuf battu puis frites. Le samedi soir, on sert la grande spécialité du chef le « Shai

passanda », de l'agneau présentée avec une sauce accomodée aux tomates, graines de pavot, ail et gingembre. Les produits utilisés sont de première qualité et les poissons exotiques importés par avion. Belle carte des vins et aussi « Lassi » boisson à base de yoghurt.

(YUGARAJ, 114, rue Dauphine 75006 Paris. Tél. : 43.26.44.91. Fermé le lundi. Carte environ 250 F. Beaux menus à 95 F (le midi) 186 F et 220 F).

AU VIEUX BERLIN

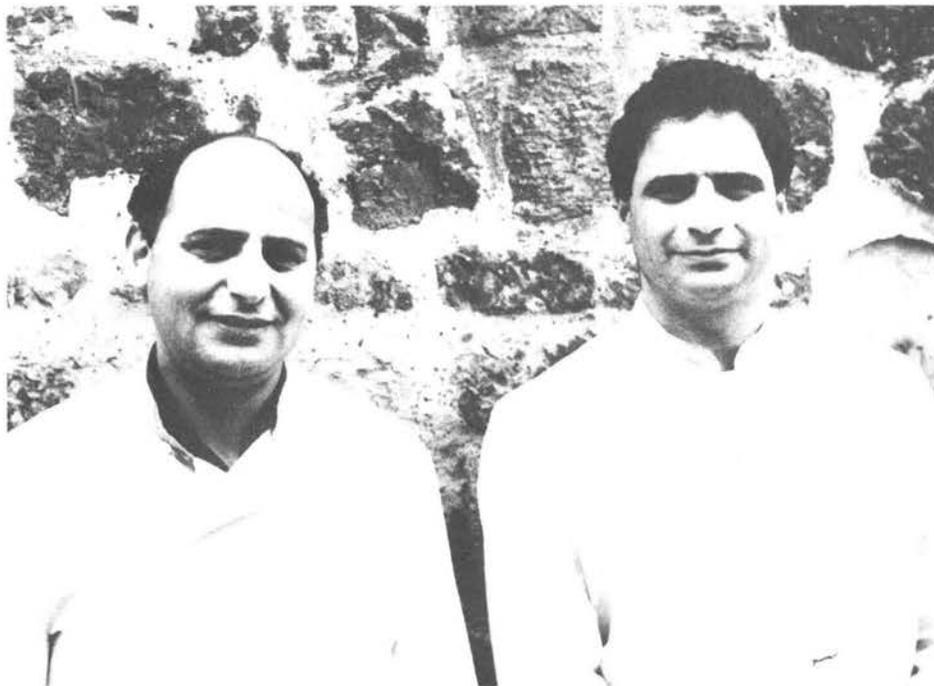
Une colossale finesse caractérise la table d'« Au vieux Berlin » méritant l'éloge au pied de la lettre, son cas rend donc superflu

l'habituel « K » d'ironie soulignant la prétendue lourdeur des choses venues d'Allemagne. Il est vrai que l'établissement géré par M. Nufer dépend de la C.M.A. chargée de la promotion des produits agro-alimentaires allemands en France.

Croquante et vaporeuse, telle chevelure d'ange, la choucroute apparaît aérienne. Le tartare de harengs matjes ne sent en rien la caque. Quant au saumon mariné, il rendrait des points à l'hanséatique cousin scandinave. La sauce de lapereau au romarin pourrait être un zeepelin tant sa légèreté est grande. Même des spécialités allemandes traditionnelles telles le filet de porc à la bière et au cumin ou le jambonneau purée de pois, choucroute sont jouées en délicatesse. Très bons vins comme les Steinweinen de Würzburg, souples et élégants ou Merdinger venus de Bade. Le soir, dîner aux chandelles et pianiste vous font baigner dans la « Gemütlichkeit » (confort, bien être et davantage).

(« Au vieux Berlin », 46, rue Pierre Charron, 75008 Paris. Tél. : 47.20.88.96. 300 F environ à la carte. Menus à 210 F (vinc C.) et 185 F. A noter la brasserie annexe où les tarifs sont moindres. Fermé le dimanche).

Au Vieux Berlin.
Une cuisine légère comme le Zeppelin.



Les frères Mavromatis. Des grecs chez qui il est bon d'aller se faire voir.

LES DELICES D'APHRODITE

Parmi les cuisines étrangères, la table grecque est l'une des plus maltraitées à Paris. L'exception existe à deux pas de la Mouffe, face à l'église Saint-Médard.

Elle a un nom : les Délices d'Aphrodite.

Derrière une façade bleue et blanche (les couleurs nationales)

on découvre une salle pimpante ornée de plantes vertes. On va au buffet composer sa « Pikilia » de hors d'œuvre parmi les 39 spécialités servies céans par les frères Andréas et Evagorus Mavromatis. Tout est préparé avec des produits de première qualité. L'huile vient de Kalamatos, ville du Péloponèse qui est à l'olive ce que Cavaillon est au melon. Le caviar de poivrons se trouve rehaussé d'un soupçon de vin résiné, Zeus se lécherait les babines avec les melitzanokeftedis, croquettes d'aubergines au fromage de brebis kasseri. Dans le domaine des plats chauds, d'exquises feuilles de vigne et de chou farcies d'agneau et de bœuf et garnies de pignons. Sommet croustillant et original le Kleftiko, pièces d'agneau rôtie dans un four en terre à la façon des maquiards anti-turcs de 1821. Le vin blanc retsina aromatisé à la résine de pin se boit frais à l'apéritif. Les patrons étant chypriotes essayez un rouge corsé de l'île d'Aphrodite. Très sec et à forte teneur en tanin l'Othello convient parfaitement aux mets servis en ces lieux.

(Les Délices d'Aphrodite 4, rue de Candolle, 75005 Paris. Tél. : 43.31.40.39. Fermé le lundi, carte autoru de 170 F. Boutique traiteur : 47, rue Censier 75005 Paris.)

LE CRAPOUILLOT

magazine non conformiste

Offre promotionnelle

1 numéro	: 30 F
4 numéros	: 100 F
8 numéros	: 150 F
12 numéros	: 230 F
20 numéros	: 300 F

Cocher les numéros demandés

- N° 52 : Folies 39
- N° 53 : Dictionnaire des Contemporains (1)
- N° 54 : Secrets de la Graphologie
- N° 56 : La Grande Bouffe
- N° 57 : Dictionnaire des Contemporains (2)
- N° 58 : Les Homos
- N° 60 : Les Toubibs sur le grill
- N° 61 : Dictionnaire des Contemporains (3)
- N° 62 : Mitterrand : l'état de discrâce
- N° 63 : Les Femmes fatales
- N° 65 : Esprit es-tu là ?
- N° 66 : L'Argent à gauche
- N° 67 : Les meilleurs dessins de presse
- N° 68 : La bataille de Paris
- N° 69 : L'Ecole en guerre
- N° 70 : Le Pamphlet
- N° 72 : Les Super Femmes
- N° 73 : Les Pédophiles
- N° 74 : Le choc Montand
- N° 77 : Les Fascistes
- N° 78 : Sexe et Magie
- N° 80 : Les Juifs
- N° 82 : Les travestis
- N° 83 : La torture
- N° 84 : Les photos insolites
- N° 85 : Vrais miracles et faux prodiges
- N° 86 : Les morts mystérieuses
- N° 87 : Le petit Barre illustré
- N° 88 : Les Auvergnats
- N° 89 : L'or
- N° 90 : Ah : les beaux héritages
- N° 91 : Les coups d'Etat
- N° 92 : Les musulmans et nous
- N° 93 : Les bobards de la guerre d'Algérie
- N° 94 : Les Bretons
- N° 95 : La vie amoureuse des rois de France
- N° 96 : Les anti
- N° 97 : Les mystères de Marseille
- N° 99 : Héros
- N° 100 : Les corrompus de la Vème
- N° 101 : Il était une fois la Révolution
- N° 102 : Les collabos
- N° 103 : Les nouveaux monstres
- N° HS3 : Le sexe
- N° HS4 : Les grandes gueules cassées
- N° HS6 : La petite histoire des maisons closes
- N° HS8 : Les francs-maçons

soit numéros



Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire
 chèque postal mandat-lettre à l'ordre du Crapouillot

A retourner à : **Le Crapouillot,**
service ventes, 349, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

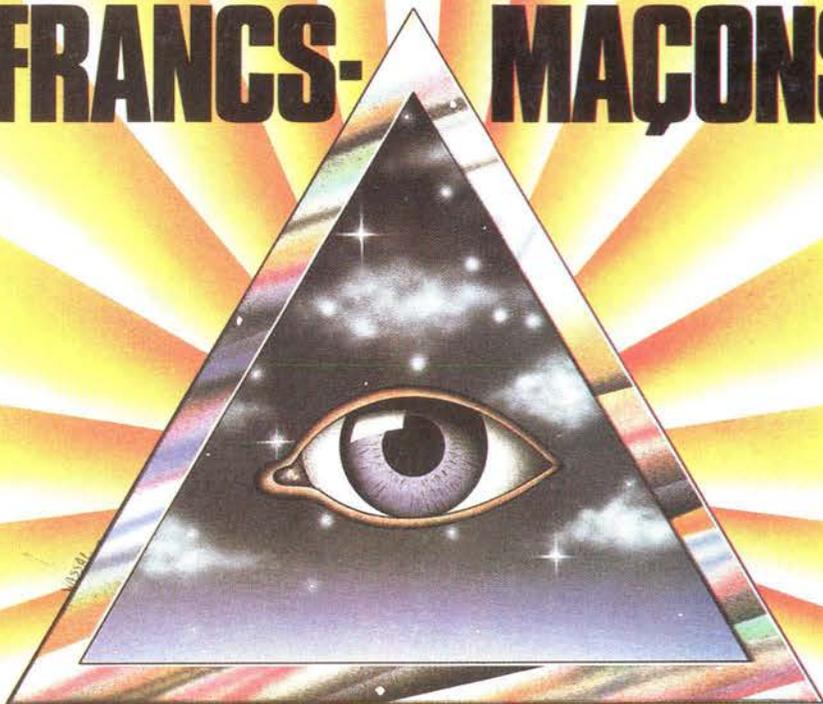
HORS-SERIE N° 8 • 25 F

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

REEDITION
MISE A JOUR

LES FRANCS-MAÇONS



**POUR « TOUT »
SAVOIR :**

- les différentes obédiences
- leur histoire
- les cérémonies maçonniques
- l'Internationale des initiés

« LES FRANCS-MAÇONS »

hors série n° 8
du Crapouillot

est encore
disponible

NOM PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

COMMANDE (*exemplaires du Crapouillot HS n° 8 « Les Francs-Maçons »*
et vous joins F (*30 F l'exemplaire, port inclus*)

Règlement par : chèque bancaire chèque postal mandat-lettre

à l'ordre du « *Crapouillot* »

à retourner à :

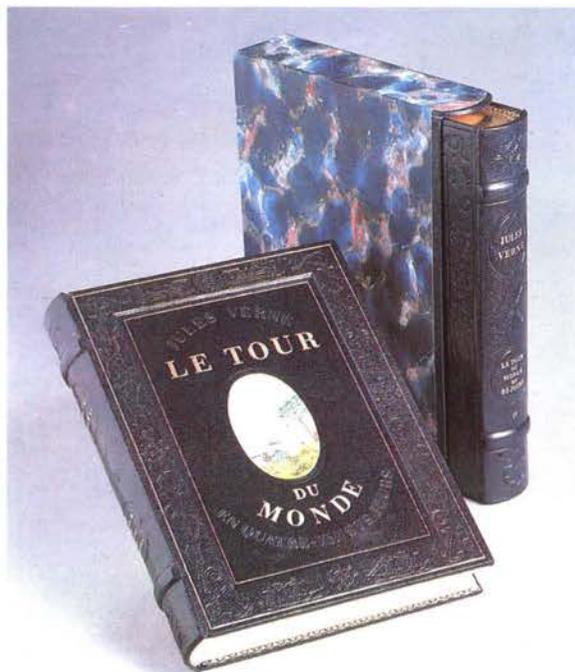
LE CRAPOUILLOT - 349, rue des Pyrénées - 75020 PARIS

Le chef d'œuvre de Jules Verne
Illustré par le meilleur miniaturiste contemporain

LE TOUR DU MONDE

EN QUATRE-VINGTS JOURS

ILLUSTRATIONS D'HENRY LEMARIÉ



LA RELIURE Les deux volumes sont reliés en pleine peau de couleur bleu foncé. Le plat supérieur de chaque tome est cerné par une bordure dont les motifs figuratifs suggèrent le grand voyage du *Tour du Monde*. Délimitée par un filet or, la partie principale du plat est en cuvette; elle présente les noms de l'auteur et du livre. Les titres, poussés à froid ou de pâte colorée entourent en arcs de cercle une jolie miniature d'HENRY LEMARIÉ, incrustée dans un ovale. Cette aquarelle originale est reproduite à la main.

LES PAPIERS Sont des vélins blancs pur chiffon d'Arches et de Lana pour le texte, selon les séries. L'illustration d'HENRY LEMARIÉ, d'une subtilité particulière qui rendait sa reproduction très délicate, a exigé des supports spéciaux, de pur chiffon *Lanaquarelle* pour les compositions en couleurs, et de papier ivoirin au grain satiné pour les dessins en camaïeu.

LE TEXTE Il fallait établir un heureux équilibre entre les compositions en couleurs de LEMARIÉ et le texte de JULES VERNE. Trop souvent, l'importance du texte contraignait l'éditeur à sacrifier l'esthétique de la page, sans souci de l'harmonie qui doit exister entre la typographie et l'illustration. Notre édition, divisée en deux tomes, permet de sauvegarder la qualité typographique, qui est essentielle aux yeux du bibliophile.

LA COMPOSITION Utilise un Bodoni de corps 15. Le Bodoni fut souvent employé à l'époque où se situe l'action du roman. Bien plus, ce type de lettres, par sa lisibilité, sa tenue et son ordonnance stricte nous a paru évoquer à merveille le caractère du héros Phileas Fogg. Les lettrines et de magnifiques culs-de-lampe sont imprimés en couleur. La composition et le tirage ont été confiés au maître imprimeur Jean Paul Vibert, à Grosrouvre.

Le tirage est
strictement limité
à 1939 exemplaires
tous numérotés.



Fasciné par les prodiges que la technique met à la portée de l'ambition des hommes, Jules Verne (1828 - 1905) s'est imposé dans un genre promis à un bel avenir : le roman scientifique d'anticipation. Il incarne bien, à la charnière du XIXème et du XXème siècle l'imagination, de son époque, encore éprise d'idéal romanesque.

Dès 1873, il propose à la jeunesse une œuvre d'une lecture attachante et mouvementée.

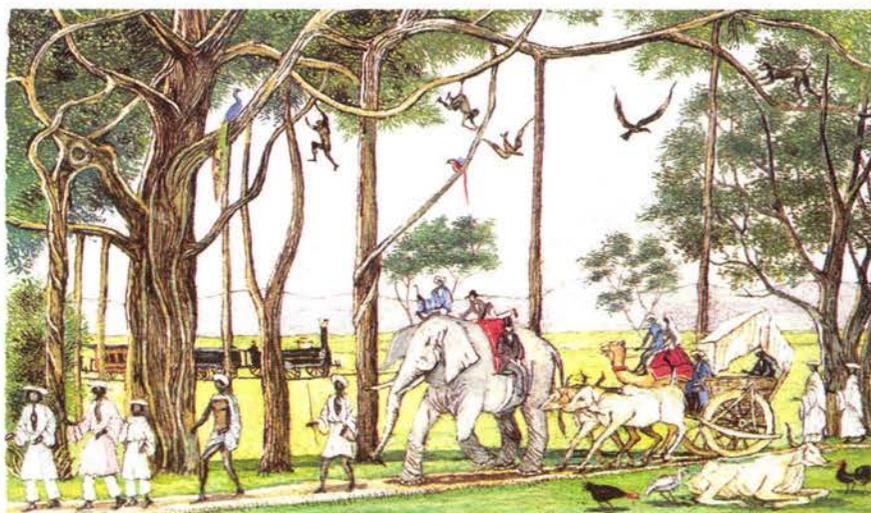
La trame en est simple.

Phileas Fogg, gentleman, de la haute société anglaise, a parié un million qu'il ferait le *Tour du Monde en 80 jours*. Aidé de son domestique Passepartout et malgré les embûches du détective Fix qui le prend pour un voleur, il gagne son pari...

HENRY LEMARIÉ

Considéré à juste titre comme le maître incontesté de la miniature contemporaine, il s'est souvenu, avec sympathie, du temps de sa jeunesse où, pour le citer, il « songeait plus à JULES VERNE qu'à BOSSUET ».

Il propose aux bibliophiles, afin d'enrichir cette édition en deux volumes, 46 compositions originales (16 aquarelles en couleurs et 30 dessins en camaïeu) où on y retrouve, dans un raffinement inégalable, les trains à vapeur, les gares, les voiliers à roues, les ports, les promenades à dos d'éléphant, en palanquin ou en brouette à voile, ainsi que les petits métiers que Passepartout découvrait dans les rues de Bombay et de Hong-Kong.



Pour tous renseignements complémentaires

NOM

PRENOM

ADRESSE

.....

A retourner aux Editions du CADRAN - 5, rue Baudoin 75013 PARIS